



UQAC

**Chaire de recherche
et d'intervention en éco-conseil**
Université du Québec à Chicoutimi

Rapport de recherche

Recherche praxéologique sur le volet social
des activités de Pétrolia en Gaspésie

Rédigé par

Peggy Henry
éco-conseillère diplômée
candidate à la maîtrise en éco-conseil

Sous la direction de

Nicole Huybens, Ph.D.
Professeure

Université du Québec à Chicoutimi

30 avril 2013

Sommaire

Le rapport présente la description et l'analyse de la démarche entreprise par les chercheuses en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi dans le cadre d'une étude sur le volet social des activités en Gaspésie de la compagnie d'exploration d'hydrocarbures Pétrolia. Le mandat, qui s'est échelonné du 1^{er} novembre 2011 au 31 octobre 2012, a été effectué avec la praxéologie, une méthode de recherche permettant de tirer de nouvelles connaissances par l'implication des chercheuses et la réflexion dans et sur l'action. Cette méthodologie permet d'évaluer le résultat de leurs propres actions et de s'ajuster en conséquence afin de respecter la finalité éthique de l'éco-conseil, soit un monde plus souhaitable : à la fois plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable.

L'hypothèse de recherche formulée par les chercheuses visait à évaluer s'il était possible de penser une exploitation pétrolière en Gaspésie respectant des critères de développement durable, qui seraient déterminés lors d'un dialogue de grande envergure incluant toutes les personnes qui souhaitaient y participer. La compagnie Pétrolia souhaitant instaurer un tel dialogue avec la population locale, les chercheuses ont établi un partenariat avec la Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CRÉGÎM), l'organe de concertation et de consultation des municipalités de la région. La CRÉGÎM ayant toutefois comme objectif de déterminer une position sur l'exploitation à la fois du gaz et du pétrole, qui serait commune pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, le processus de démocratie participative envisagé au départ par les chercheuses et Pétrolia s'est élargi pour ne plus seulement se limiter aux activités de la compagnie à Gaspé. Une série de dix rencontres, nommée les Forums sur les hydrocarbures, a été prévue par les partenaires. Après le premier forum, se déroulant simultanément dans six municipalités de la région et animé par la CRÉGÎM et des éco-conseillers, le conseil d'administration de la CRÉGÎM a décidé de mettre un terme au partenariat avec les chercheuses de l'UQAC et l'entreprise Pétrolia, et d'arrêter temporairement le processus afin de mieux en reprendre le contrôle.

Les chercheuses constatent que le dialogue est extrêmement difficile à instaurer dans le contexte d'une controverse socio-environnementale, où il est plus confortable pour les différents acteurs de s'en tenir à leurs positions et de ne pas écouter l'autre. L'initiative d'un promoteur industriel de mettre en place un lieu de discussion et d'échange ouvert était inusitée et a été perçue comme fondamentalement manipulatrice par plusieurs. Les jeux des acteurs ont rendu la démocratie représentative préférable à la démocratie participative. Les Forums sur les hydrocarbures tels qu'initialement conçus n'ont pu se poursuivre, et cet échec invalide l'hypothèse initiale des chercheuses : « *L'exploitation pétrolière en Gaspésie pourrait contribuer à un monde plus libre plus juste, plus vert et plus responsable, si les conditions d'exploitation font l'objet d'un dialogue inclusif de grande envergure avec les personnes directement impliquées et celles qui s'impliquent même si elles ne vivent pas à proximité des installations d'extraction de la ressource* ».

Il est recommandé que l'entreprise Pétrolia reste ouverte à d'autres formes de dialogue avec la communauté où se déroulent ses activités. Puisque son objectif est le développement de ses projets dans une optique de prospérité responsable, elle peut accepter de se laisser influencer par les parties prenantes de la même façon qu'elle souhaite les influencer en retour. Le développement durable ne se construit jamais seul.

Au cours de leur mandat, les chercheuses ont identifié différents types d'arguments servant à défendre ou à pourfendre l'exploitation pétrolière en Gaspésie, mais aussi ailleurs. L'analyse de quelques-uns d'entre eux permet de supposer que les fondements de l'opposition, de même que les bases de ceux qui défendent cette activité industrielle, sont complexes et ne permettent pas aux chercheuses de comprendre ce qui alimente la non acceptabilité sociétale. Des recherches supplémentaires devraient être effectuées sur ce sujet.

De la même façon que l'entreprise a tenté d'entreprendre un dialogue avec la communauté gaspésienne, Pétrolia a débuté une démarche participative de développement durable à l'intérieur de l'entreprise même, dans le but d'accroître la cohérence entre ses propos et ses actions. Les employés, la direction et le conseil

d'administration ont été invités à réfléchir à la façon de mettre en œuvre le développement durable. Bien qu'un membre de la haute direction appuyait cette démarche, elle a été accueillie avec scepticisme de la part de quelques employés. La réflexion n'étant qu'à ses débuts, les chercheuses recommandent de poursuivre cette démarche, essentielle pour toute entreprise souhaitant être responsable socialement.

Remerciements

Nous tenons à remercier Isabelle Proulx pour la confiance qu'elle nous a accordée tout au long du travail mené ensemble. Malgré les difficultés rencontrées, elle a fait preuve d'ouverture d'esprit et de collaboration tout au long de la recherche. Elle s'est ainsi montrée cohérente avec l'idée de prospérité responsable en lien avec l'exploitation du pétrole au Québec.

Nous voulons aussi remercier nos collègues éco-conseillers pour leur soutien moral.

Pour commencer...

Les choses auraient-elles pu être mieux faites? Les résultats auraient-ils pu être plus probants? Nous aurions pu retirer plus de cette expérience? Sans aucun doute si d'autres acteurs l'avaient menée à notre place auraient-ils agi autrement ou cherché autrement et donc trouvé autre chose. La science est toujours en train de se faire pour reprendre une expression chère à Bruno Latour et elle se fait toujours par des humains. Si nos méthodes sont différentes, si nos réflexions ne vont pas dans le même sens, cela ne signifie pas que les résultats présentés dans ce rapport ne sont pas pertinents. Mais ils restent provisoires parce qu'ils sont liés à une pratique socialement située, autant que la science que l'on en retire.

Table des matières

Introduction	1
1. Méthodologie	3
2. Hypothèse et questionnement	6
3. Dialogue sur l'exploitation pétrolière	7
3.1. Actions	7
3.1.1. Élaboration d'un partenariat.....	7
3.1.2. Conception, organisation et arrêt des Forums sur les hydrocarbures	9
3.1.3. Autres interventions en Gaspésie	13
3.2. Résultats et discussion.....	13
3.2.1. Les informations récoltées.....	13
3.2.2. Un partenariat innovant, mais éphémère	15
3.2.3. L'échec du processus de dialogue	18
3.2.4. Dialogue rompu	20
3.3. Recommandations.....	22
4. Fondements de l'opposition.....	26
4.1. Actions	27
4.2. Résultats et discussion.....	28
4.2.1. Participation contestation.....	28
4.2.2. Le discours sur l'arrêt de l'exploitation	30
4.2.3. L'argument de la comparaison	32
4.2.4. Le principe de précaution.....	33
4.2.5. Le bien commun	34
4.2.6. L'éthique du développement durable.....	36
4.3. Recommandations.....	39
5. Démarche de développement durable à l'interne.....	41
5.1. Actions	41
5.2. Résultats et discussion.....	44
5.2.1. La structure de l'entreprise	45
5.2.2. La dissonance cognitive.....	46
5.3. Recommandations.....	48
Conclusion	50
Bibliographie.....	52
Annexe 1 : Entente de collaboration entre l'UQAC et Pétrolia.....	I
Annexe 2 : Compte rendu des présentations du 14 novembre 2011	XII

Annexe 3 : Entente (non signée) entre la CRÉGÎM et la Chaire	XX
Annexe 4 : Proposition initiale de processus démocratique élaborée par l'UQAC	XXVI
Annexe 5 : Présentation de l'éco-conseil et de l'approche des chercheures	XXXII
Annexe 6 : Compte rendu provisoire du premier Forum	XXXVI
Annexe 7 : Ordre du jour suggéré pour le 2e Forum.....	LVII
Annexe 8 : Proposition de rencontre à Haldimand (n'a pas eu lieu)	LVIII
Annexe 9 : La démarche de développement durable en entreprise – document transmis à Pétrolia.....	LX
Annexe 10 : Questionnaire destiné aux gestionnaires de Pétrolia	LXIV
Annexe 11 : Liste d'actions proposées	LXVI

Introduction

L'exploitation des hydrocarbures est une nouvelle industrie au Québec. Ces ressources non renouvelables sont largement consommées, mais leur extraction au Québec sème la controverse parmi la population. La compagnie Pétrolia souhaite être la première entreprise à produire du pétrole au Québec et à profiter de cette initiative pour développer un nouveau modèle entrepreneurial, qui contribuerait à une prospérité responsable telle que décrite dans le mandat repris dans l'Annexe 1. Pour l'accompagner dans cet objectif, Pétrolia a souhaité travailler avec la Chaire de recherche et d'intervention en éco-conseil (Chaire) et particulièrement avec Nicole Huybens pour ses réalisations antérieures en lien avec la controverse entourant l'exploitation de la forêt boréale (Huybens, 2010).

La controverse socio-environnementale sur les hydrocarbures, la création d'un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable par la mise en place de processus démocratiques ainsi que le questionnement éthique lié à l'exploitation de ressources non renouvelables sont des sujets d'intérêt pour l'enseignement de l'éco-conseil. Pour accompagner la compagnie Pétrolia et la soutenir dans ses efforts de tisser des liens avec la communauté, de créer et redistribuer de la richesse tout en diminuant ses impacts environnementaux, Nicole Huybens a proposé une recherche praxéologique sur la prise de décisions démocratiques dans un contexte de controverse. Une recherche praxéologique suppose que le chercheur (dans le cas de l'étude, deux chercheuses : Nicole Huybens, Ph. D. et Peggy Henry, candidate à la maîtrise) s'implique dans l'action avec les acteurs pour en sortir des savoirs sur sa propre pratique. C'est pourquoi ce rapport de recherche contient aussi une description des actions menées pendant 12 mois (soit du 1^{er} novembre 2011 au 31 octobre 2012) pour répondre aux besoins énoncés par Pétrolia.

Les recherches menées par Nicole Huybens permettent de bonifier l'enseignement et la pratique de l'éco-conseil au-delà des projets menés avec des partenaires-commanditaires. Si des connaissances pertinentes nouvelles émergent de l'intervention, elles sont systématiquement introduites dans la formation des éco-

conseillers, dans les programmes courts en éco-conseil et dans les séances de formation continue organisées une fois par an.

La structure de ce rapport se décline comme suit : nous présentons d'abord la méthodologie utilisée avant d'exposer l'hypothèse et les questions de recherche initiales qui ont guidé notre travail. Pour chaque question de recherche, les actions entreprises et les résultats obtenus sont présentés et font l'objet d'une discussion. Le rapport contient enfin des recommandations pour Pétrolia à la lumière de nos réflexions et théories ainsi que de nouvelles questions de recherche.

1. Méthodologie

Une recherche praxéologique s'appuie sur l'expérience d'un praticien chercheur et sa capacité à réfléchir l'action et ses effets dans le cadre de théories existantes pour en élaborer de nouvelles. En réfléchissant sur son action, le praticien réflexif évalue les résultats, modifie l'action si les résultats atteints ne sont pas ceux escomptés et adoptent les comportements qui lui semblent plus adéquats. Le praticien chercheur suit quant à lui une procédure similaire, mais son objectif est d'élaborer de nouvelles théories utilisables aussi dans d'autres contextes que celui qui a permis de les générer (Schön, 1994).

Conformément au mandat qui lie les deux chercheuses et Pétrolia, la recherche est menée en utilisant une méthode praxéologique pour tirer de nouvelles connaissances par l'implication et la réflexion dans et sur l'action. La méthode praxéologique implique que les chercheuses reconnaissent et étudient les effets de leurs actions et en portent la responsabilité (Huybens, 2012a). Cela implique aussi qu'elles acceptent de s'ajuster en cours de recherche et d'action et à la lumière de réflexions sur leur pratique. Elles sont ainsi à la fois praticiennes réflexives et praticiennes chercheuses. Pour la partie qui se concentre plus sur la recherche, notre méthodologie par hypothèse et questions élaborées dans l'action, nous nous inspirons d'une démarche originale élaborée par Albarello (2004) et en partie reprise par Huybens (2010) dans sa thèse de doctorat.

Notre recherche praxéologique n'a pas été balisée par une méthode planifiée à l'avance. Nous avons délibérément privilégié la flexibilité et l'opportunisme dans l'action. C'est une approche peu habituelle de recherche, mais elle permet de se laisser imprégner par l'action pour en retirer des savoirs nouveaux pour le praticien. Nous souhaitons enrichir les connaissances à enseigner aux éco-conseillers : nous faisons donc partie des « phénomènes » à étudier. « Pour parvenir à saisir le sens d'une action sociale, il faut ou bien la vivre soi-même avec d'autres sujets, ou bien la reconstituer à partir d'entrevues ou de documents. » (Gingras, dans

Gauthier, 2004, p. 42.) Dans cette recherche nous avons fait les deux en oubliant le « ou » de la proposition de Gingras. Nous nous sommes immergées dans la pratique par l'observation participante. Les documents consultés au fil de l'action ont fait l'objet d'une analyse de contenu à partir de catégories issues de nos lectures théoriques et de ce qui paraissait pertinent aux praticiennes plongées dans l'action que nous étions. Les informations recueillies proviennent de différentes sources, n'ont pas été sollicitées pour les besoins de la recherche et sont pour la plupart disponibles publiquement : articles de journaux, comptes rendus de réunions, émissions de télévision, commentaires sur les médias sociaux. Ils ont été consultés de manière *ad hoc*. Et ils ont fait l'objet d'une analyse de contenu de type herméneutique (interprétative). Nous n'avions donc pas de catégorie *a priori*. Elles ont émergé comme des pistes possibles pour analyser ce qui était en train de se passer.

Parce que les chercheuses étaient au même titre que leur pratique le sujet de leur observation participante, la recherche et l'action se sont superposées. Les outils méthodologiques et les théories ont été utilisés de manière chevauchante et itérative. L'écriture permet de remettre un peu d'ordre pour rendre compréhensible à un acteur extérieur un cheminement reconstruit qui semble plus logique que l'action telle qu'elle s'est déroulée.

D'autres chercheurs se sont situés de cette manière :

Dans le cadre d'une démarche inductive de recherche, les problèmes spécifiques de la recherche émanent du vécu personnel du chercheur et plus particulièrement de son expérience personnelle de situations comportant un phénomène particulier, curieux ou étonnant... (Chevrier, dans Gauthier, 2004, p. 71).

En outre, une recherche praxéologique nécessite l'utilisation d'un outil de recueil d'informations important : le journal de bord dans lequel la chercheuse consigne des réflexions, des certitudes, des phrases entendues ici ou là et qui au moment où elles apparaissent dans la pratique semblent intéressantes, redondantes, inusitées... La subjectivité en éveil de la chercheuse est un ancrage indispensable qui permettra de se distancer de la pratique au moment de l'analyse. Barbier utilise le terme « journal

d'itinérance » pour désigner ce journal de bord : « Il parle l'itinérance d'un sujet (individu, groupe ou communauté) plus que d'une "trajectoire" trop parfaitement balisée » (Barbier, 1996, p. 95).

Pour maintenir l'objectif que nous poursuivions comme chercheuses tout en jouant notre rôle de praticiennes, nous avons un « horizon moral » (Taylor, 1992). C'est en effet l'explicitation de finalités éthiques qui guide la pratique du praticien-chercheur en éco-conseil et constitue un ancrage théorique structurant. Huybens (2012b) décrit l'éthique de l'éco-conseil à partir de la formule « contribuer à un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable » en même temps :

Plus libre : signifie qu'il faut « pour bien faire » renouveler la démocratie par un arrimage entre démocratie représentative (le gouvernement élu) et démocratie participative (les processus de délibération publique). Un monde plus libre s'appuie sur l'apprentissage et la pratique du dialogue même dans les situations les plus difficiles pour prendre des décisions communes en commun.

Plus juste : porte sur la création et le partage des richesses. L'économie est un moyen pour assurer le bien-être des humains, pas une fin en soi. Dans la répartition des richesses, un souci plus important doit être porté aux plus démunis d'ici et d'ailleurs sur la planète.

Plus vert : fait référence à la relation à entretenir avec la nature. Ni soumis à toutes les lois de la nature, ni maître de la nature, l'humain d'aujourd'hui pourrait définir les termes d'un partenariat avec la nature. Une des règles de ce partenariat peut être : quand on prend quelque chose, on rend quelque chose. Une autre : si on exploite un écosystème, on le fait dans le respect de la capacité de cet écosystème à se régénérer.

Plus responsable : les humains d'aujourd'hui portent avec ceux d'hier la responsabilité du monde qui sera laissée aux générations de demain. Nous devons « pour bien faire » nous sentir responsable de réparer les erreurs du passé, tant que faire se peut, parce que nous bénéficions autant des avantages que des inconvénients des choix réalisés par nos prédécesseurs. Et nous sommes responsables des choix que nous faisons aujourd'hui vis-à-vis des générations futures.

2. Hypothèse et questionnement

Bien que l'étude des controverses socio-environnementales ainsi que l'accompagnement des entreprises dans une réflexion et une amélioration de leurs activités pour participer à un développement durable fassent partie des pratiques de l'éco-conseil, il nous reste beaucoup de connaissances à élaborer notamment en matière d'éthique et d'exploitation de ressources non renouvelables. Pour tenter de sortir des connaissances nouvelles de l'action, nous avons donc élaboré une hypothèse formulée ainsi :

L'exploitation pétrolière en Gaspésie pourrait contribuer à un monde plus libre plus juste, plus vert et plus responsable, si les conditions d'exploitation font l'objet d'un dialogue inclusif de grande envergure avec les personnes directement impliquées et celles qui s'impliquent même si elles ne vivent pas à proximité des installations d'extraction de la ressource.

Au fil du déroulement de l'action et en lien avec cette hypothèse, nous avons posé trois questions auxquelles nous allons tenter de répondre dans ce rapport :

- De quelle façon le dialogue sur l'exploitation pétrolière peut-il être instauré avec la communauté en Gaspésie et quels en sont les effets?
- Qu'est-ce qui motive l'opposition au sein de cette controverse?
- Comment l'éco-conseiller peut-il accompagner une compagnie pétrolière dans une démarche interne de développement durable?

Les sections suivantes de ce rapport présentent pour chacune des questions les actions réalisées, une explication des résultats obtenus et des recommandations.

3. Dialogue sur l'exploitation pétrolière

L'une des demandes initiales de Pétrolia lors de la signature du contrat en automne 2011 était de mettre en place un comité « de suivi » à Gaspé pour mieux échanger avec la communauté au sujet du projet Haldimand. Afin de permettre la participation de la compagnie à un monde plus libre, soit une plus grande démocratie (Callon, 2001), le dialogue est la méthode privilégiée pour entretenir une conversation avec le milieu, et trouver une issue au conflit entre les différentes parties prenantes entourant les activités d'exploration et d'exploitation pétrolière en Gaspésie. Ce qui nous a permis de poser la première question à laquelle nous avons tenté de répondre : « De quelle façon le dialogue sur l'exploitation pétrolière peut-il être instauré avec la communauté en Gaspésie et quels en sont les effets? »

3.1. Actions

3.1.1. Élaboration d'un partenariat

Lors d'une journée de présentation des projets de Pétrolia à Gaspé, le 14 novembre 2011, Nicole Huybens et Peggy Henry ont présenté publiquement leur projet de recherche praxéologique, notamment la mise en place d'un comité ouvert et inclusif, dont le mandat sera à définir par les participants. Au cours de cette journée, René Lefebvre de l'Institut national de recherche scientifique (INRS) a également présenté son projet de recherche en hydrogéologie. Peggy Henry a ensuite rédigé un compte rendu synthétique des propos des participants et des présentateurs énoncés lors des périodes d'échanges, qui a été diffusé publiquement (Annexe 2).

À la suite de cette présentation publique, des intervenants de la Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CRÉGÎM) ont avisé Peggy Henry de l'existence du Comité Pétrole, qui regroupait déjà différentes parties prenantes autour de la question de l'exploitation des hydrocarbures. Ce comité était

devenu inactif, afin de laisser place à une, voire deux tables sectorielles sur l'exploitation des hydrocarbures sur terre et en mer. La CRÉGÎM avait l'intention de chapeauter cette concertation, mais la forme et la composition de la table (ou des tables) n'étaient pas encore déterminées.

Il était évident tant pour les chercheuses autant que pour la CRÉGÎM que mettre en place deux démarches parallèles n'avantagerait personne. Les chercheuses font une première proposition de collaboration à la CRÉGÎM en décembre 2011 (voir Annexe 3). Le document servira de point de départ pour les négociations sur texte unique¹ afin de trouver une façon d'arrimer les efforts de tous. Conformément à sa mission, la CRÉGÎM souhaitait concerter tous les principaux intervenants de la région gaspésienne et des Îles sur les conditions d'exploitation des hydrocarbures sur terre et dans le golfe du St-Laurent. L'organisme se posait toutefois des questions sur la composition et le nombre de tables de concertation à mettre en place. La gestion d'un grand nombre d'intervenants (plus de quarante) en situation de controverse était également matière à réflexion.

De son côté, les chercheuses proposaient de faire l'expérience d'un comité ouvert et inclusif, sans restriction au niveau de sa composition. Les négociations ont duré plusieurs mois. La perspective d'un partenariat avec un organisme régional de concertation était intéressante, les chercheuses étant basées à l'extérieur de la Gaspésie. Le partenariat devait permettre également d'obtenir une crédibilité plus grande : en étant associées à deux partenaires, nous pensions que l'apparence de conflit d'intérêts était minimisée (notre lien avec Pétrolia discréditait notre discours quel que soit son contenu). La CRÉGÎM percevait quant à elle un intérêt à collaborer avec une chaire universitaire détenant une expertise en gestion de conflit et en développement durable. La démarche proposée a été présentée par les employés de la CRÉGÎM à leur conseil d'administration lors d'une rencontre en janvier 2012. Les chercheuses avaient préparé un document résumant leur approche (voir Annexe 4).

¹ Les négociations sur texte unique sont une procédure de négociation durant laquelle les différentes parties critiquent et proposent des améliorations à un projet, à tour de rôle, sur un seul texte (Fisher, 1982).

Par la suite, les deux parties sont parvenues à rédiger une entente (Annexe 5) qui n'a toutefois jamais été signée. Cependant, les différentes parties ont d'emblée considéré que le partenariat était conclu. La CRÉGÎM a fait une demande de financement sur la base de ce partenariat, adressée au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Néanmoins, l'absence de la troisième partie (Pétrolia) dans le document témoigne du malaise de la CRÉGÎM d'être associée au mandataire de la recherche. C'est dans ce contexte de méfiance que la collaboration a été officiellement entamée. À la demande de la CRÉGÎM, Nicole Huybens, accompagnée de Peggy Henry, a donné une formation de deux jours (10 et 11 avril 2012) destinée aux agents de l'organisme, sur le thème de l'animation de réunions de prises de décisions en co-construction, afin de préparer l'équipe à l'animation du processus démocratique sur la question des hydrocarbures.

3.1.2. Conception, organisation et arrêt des Forums sur les hydrocarbures

La CRÉGÎM, en collaboration avec les chercheuses de la Chaire en éco-conseil et *de facto* Pétrolia, a mis en place les Forums sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (Forums), selon un principe de démocratie participative². L'objectif énoncé des Forums était de « co-construire une position régionale sur la question des hydrocarbures dans une perspective de développement durable afin d'influencer la future Loi sur les hydrocarbures ». Une dizaine de rencontres étaient prévues en 2012 et 2013, mais leur fonctionnement et leur thème étaient à déterminer en fonction des demandes des participants et au fur et à mesure du déroulement du processus.

Seul le thème du premier Forum était déterminé à l'avance, afin de permettre aux participants de s'exprimer sans restriction sur le sujet de l'extraction des hydrocarbures, mais les propos émis lors de cette rencontre devaient servir pour planifier les prochaines réunions vers des problématiques connexes : les alternatives à l'utilisation du pétrole, le transport des hydrocarbures, les

² La démocratie participative est un exercice du pouvoir basé sur une participation active des citoyens, en opposition à la démocratie représentative où les décisions sont prises en général par des représentants élus sur base d'un vote majoritaire.

changements climatiques... Chaque rencontre devait se dérouler simultanément à six endroits différents afin de permettre à un grand nombre de Gaspésiens et de Madelinots de participer à ces Forums régionaux.

Les chercheuses de l'UQAC, en équipe avec deux autres éco-conseillers, ont élaboré le déroulement de la première rencontre, prévue le 24 mai 2012. Sur la base d'expériences antérieures³, la méthode « World Café » (Brown, 2005) permet d'instaurer le dialogue dans un grand groupe où les points de vue divergent. Le principe consiste à former des tables d'environ 4 à 6 participants (un peu plus parfois), qui doivent échanger sur un sujet attribué à leur table. Après un certain temps (autour de 20 minutes), les participants changent de table, à l'exception d'une personne par table qui y reste afin de faire le résumé de la discussion précédente aux nouveaux arrivés. Les discussions en grands groupes sont souvent ardues. La méthode World Café favorise une plus grande écoute chez les participants, en plus de laisser un plus grand temps de parole à chacun. Afin de permettre des échanges fructueux lors de la première rencontre, les quatre thèmes suivants ont été choisis :

- Pourquoi produire des hydrocarbures en Gaspésie, aux Îles, dans le golfe?
- Pourquoi ne pas produire des hydrocarbures en Gaspésie, aux Îles, dans le golfe?
- Quelles informations vous manque-t-il pour prendre des décisions à propos des hydrocarbures?
- Carte blanche

Les deux premières questions visaient à aborder la controverse de front, sachant que plusieurs participants auraient des points de vue polarisés. La troisième question permettait aux gens d'exprimer leurs interrogations, alors que le quatrième thème laissait le champ libre aux participants : ils pouvaient émettre tout autre commentaire de leur choix. Ces quatre questions devaient permettre, selon les

³ Cette méthode d'animation est régulièrement utilisée par les éco-conseillers, par exemple, lors du processus participatif pour le réaménagement du terrain de l'ancienne usine Port-Alfred à La Baie (Huybens *et al.*, 2011).

chercheuses, de couvrir l'extraction des hydrocarbures de façon non limitative : les enjeux environnementaux, économiques, sociaux autant que ceux de niveau local, national ou mondial pouvaient être abordés. Elles devaient servir d'abord de point de départ aux discussions des tables : aucun propos en lien avec les hydrocarbures ne serait écarté. Les participants devaient également être avisés que s'ils ne désirent pas participer à un sujet en particulier, ils ne sont pas obligés et peuvent rester deux tours de suite à une même table. Des feuilles de papier de grand format devaient couvrir les tables afin que les personnes désignées pour faire le résumé de leur table puissent prendre des notes, et que les autres participants puissent également écrire librement leur avis. Ces feuilles ont été par la suite recueillies pour effectuer le compte rendu de la rencontre.

Le Forum du 24 mai 2012 a réuni près de 150 participants au total. Dix-huit personnes responsables de l'animation étaient réparties dans les salles de vidéoconférence de Gaspé, Ste-Anne-des-Monts, Carleton, New Carlisle, Chandler et L'Étang-du-Nord (Îles). Gilbert Scantland, directeur de la CRÉGÎM, et Nicole Huybens de l'UQAC ont présenté par vidéoconférence la démarche des Forums. Cette première partie de la rencontre s'est révélée assez houleuse. D'abord, la rencontre a débuté une demi-heure en retard, en raison de problèmes techniques. Ensuite, des participants ont contesté la démarche pendant les présentations de M. Scantland et de Mme Huybens, alors que d'autres ont profité de la vidéoconférence pour émettre bruyamment leur opinion devant une audience captive. La deuxième partie de la rencontre a été plus calme après l'arrêt de la vidéoconférence et le départ de plusieurs personnes, et a permis des échanges fructueux entre les participants d'un même endroit. Les animateurs s'assuraient du bon déroulement des discussions en suivant la méthode « World Café ». Le premier Forum a duré approximativement trois heures.

Les organisateurs souhaitaient recueillir lors de cette activité participative les principales préoccupations des gens concernant l'exploitation des hydrocarbures afin de planifier les thèmes des prochaines rencontres. Les thèmes se voulaient volontairement larges afin d'éviter un encadrement qui aurait pu être perçu comme

une tentative de manipulation. Malgré cette précaution, quelques participants ont critiqué le choix des thèmes. 75 % des participants ayant répondu à l'évaluation du premier Forum (62 répondants) se sont dits satisfaits de la rencontre. Un compte rendu provisoire de 19 pages a été rendu public, énonçant tous les arguments et les préoccupations des différents participants. Ce document devait faire l'objet d'une discussion lors du deuxième forum avant d'être approuvé par les participants (Annexe 6).

L'organisation du premier forum avait été ardue en raison de la méfiance entre les collaborateurs. Il fallait constamment rappeler les raisons d'être du partenariat. À la suite de la première rencontre des Forums, des participants ont appelé à la rupture de ce partenariat hors de l'ordinaire. Plusieurs s'inquiétaient du statut d'« organisateur » de la compagnie. Dans la réalité, les Forums étaient élaborés par la CRÉGÎM et les chercheuses de l'UQAC, la présence de Pétrolia était peu intrusive. Il était important toutefois pour la compagnie de rester attachée à ce processus, car elle finançait initialement la recherche pour mettre sur pied un « comité de suivi » local et, bien qu'ouverte à une évolution du projet en un processus démocratique plus large, elle voulait s'assurer qu'elle ait encore l'opportunité de discuter des enjeux de ses activités avec les parties prenantes de Gaspé. Néanmoins, la présence de son logo sur les diapositives de présentation du premier Forum a cristallisé les peurs des participants concernant la présence du privé dans ce processus de dialogue public. Le processus démocratique des Forums était mis en place de façon volontaire et n'était pas encadré par une loi ou une norme, les partenaires disposaient donc de peu d'arguments pour défendre leur crédibilité. Dans un souci de mettre en pratique la démocratie qu'elles prônaient, les chercheuses ont proposé à la CRÉGÎM un ordre du jour pour la deuxième rencontre qui devait avoir lieu le 19 juin 2012, et qui prévoyait soumettre la problématique du partenariat aux participants afin qu'ils puissent eux-mêmes statuer sur l'organisation et le fonctionnement des Forums (Annexe 7). Cet ordre du jour n'a toutefois jamais été entériné, puisque le conseil d'administration de la CRÉGÎM a décidé d'arrêter

temporairement les Forums, et de mettre fin au partenariat, une semaine avant la deuxième rencontre.

3.1.3. Autres interventions en Gaspésie

Peggy Henry a effectué plusieurs séjours en Gaspésie, et plus particulièrement à Gaspé, au cours du mandat avec Pétrolia. Ces séjours lui ont permis de rencontrer différents intervenants pour alimenter sa réflexion. Le mandat avec Pétrolia lui permettait de terminer ses études de maîtrise et de penser en même temps à un sujet de doctorat. Ces rencontres ont facilité sa compréhension de la problématique dans la complexité et lui ont permis de mieux connaître les acteurs et les enjeux du milieu où se déroulent les activités de la compagnie.

Puisque les Forums sur les hydrocarbures se proposaient d'aborder tous les aspects possibles de l'exploitation du gaz et du pétrole en région, autant sur terre qu'en mer, il était possible que les enjeux particuliers au projet Haldimand à Gaspé ne soient pas l'objet d'une discussion spécifique. Afin que la compagnie Pétrolia puisse entamer un dialogue avec la population directement touchée par le projet, le déroulement d'une rencontre a été élaboré (Annexe 5). Cette rencontre n'a toutefois pas eu lieu au printemps 2012 comme prévu, la compagnie préférant la reporter en raison de la série de Forums sur les hydrocarbures qui devait débiter. La compagnie a plutôt organisé une activité d'information en décembre 2012 à laquelle les chercheuses n'étaient plus associées puisque leur mandat était terminé.

3.2. Résultats et discussion

3.2.1. Les informations récoltées

Tous les propos des six lieux de discussion où se sont déroulés les Forums ont été retranscrits intégralement dans le document « Transcription complète », qui a été rendu public à la demande d'un participant de la première rencontre⁴. Cette

⁴ Autrefois sur le site principal de la CRÉGÎM, le document est toujours disponible sur le web, mais il a été déplacé : http://hydrocarburesgim.ca/document_cat/transcrip-forum-hydrocarbures-24-mai-2012/

transcription exhaustive de 52 pages promettant une lecture un peu lourde, les chercheuses ont effectué un compte rendu synthétique de 22 pages (Annexe 6). Toutes les informations ont été classées dans des rubriques pour en permettre une lecture efficiente. Les chercheuses ont choisi d'utiliser les catégories issues des informations à leur disposition et pas d'utiliser des catégories préétablies ce qui est parfois recommandé en recherche qualitative (Gauthier, 2004 ou encore Kaufman, 1996). L'ensemble des commentaires et points de vue montre à quel point la controverse est polarisée, multiforme et complexe. Les informations brutes pourraient faire l'objet d'une analyse de contenu et d'interprétation dans le but de mieux comprendre les fondements mêmes de la controverse. Nous n'avons cependant pas le mandat de réaliser ce travail de recherche plus fondamentale qui aurait pris beaucoup de temps. L'ensemble des informations se trouve toutefois dans ce rapport et pourra être utilisé ultérieurement si nécessaire.

Le compte rendu est « provisoire » étant donné que les Forums ont été suspendus et que nous n'avons reçu aucun commentaire sauf sur le forum alternatif créé sur Facebook (OFF-forum des hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles), affichant des propos dénigrant de manière très générale la validité du travail réalisé pour présenter les points de vue des uns et des autres. L'utilisation du mot « produire des hydrocarbures » dans les questions à discuter en World Café a choqué les quelques personnes qui participent à ce forum alternatif. De leur point de vue, utiliser le mot « exploiter des hydrocarbures » aurait été plus adéquat. Nous aurions pu utiliser le mot « extraire » des hydrocarbures puisqu' « exploiter » a une connotation péjorative. Cette discussion peut sembler futile, cependant, elle montre aussi que tout peut revêtir une importance capitale quand l'objectif de l'acteur est de démontrer la mauvaise foi ou la mauvaise volonté d'un autre acteur. Avoir utilisé des sous-titres qui disent « non, parce que », « oui, si », « non, si » et « oui, car » comme catégories pour articuler l'ensemble des avis est dénigré également. Les personnes qui s'expriment sur cet élément disent que personne n'a émis son avis de cette manière. Il y avait six groupes, il est possible mais pas certain que personne n'ait émis son avis de cette manière. Cependant, ces catégories ont permis de classer

tous les avis, ce qui était l'objectif du compte rendu. Il était prévu lors du deuxième Forum de revenir sur ce compte rendu synthétique et de permettre aux participants d'émettre des corrections si certains de leurs propos avaient été mal catégorisés ou encore mal présentés.

Au vu de la complexité des avis émis et de leur caractère manifestement contradictoire, il est raisonnable de penser que la controverse est déjà fortement polarisée et que les moyens habituellement mis en œuvre pour instaurer le dialogue seront ardues à mettre en place (consultation et concertation). Même si le temps de l'analyse plus fine semble difficilement compatible avec des impératifs économiques, il ne faudrait pas sous-estimer le pouvoir que peuvent obtenir des groupes de pression dans le contexte contemporain de non acceptabilité sociale de toutes sortes de projets de développement, qu'ils soient liés à des ressources naturelles renouvelables ou non renouvelables.

Enfin, le contenu même du compte rendu permet de se rendre compte que le problème n'est pas seulement lié à l'exploitation du pétrole et aux meilleures pratiques que Pétrolia pourrait mettre en œuvre pour minimiser ses impacts sur l'environnement et maximiser ses retombées sociales. Le débat sur les hydrocarbures est un débat de société, c'est-à-dire qu'il dépasse largement l'implantation d'un site d'extraction des hydrocarbures en Gaspésie. Les avis recueillis montrent que ce débat fait intervenir la problématique des changements climatiques, de l'équité Nord-Sud, des énergies renouvelables, de la dette du Québec... Les questions proposées étaient ouvertes et permettaient à tous ceux qui l'ont souhaité d'émettre l'avis ou le commentaire qu'ils souhaitaient faire entendre.

3.2.2. Un partenariat innovant, mais éphémère

Selon nous, le projet initial de la CRÉGÎM de mettre sur pied une démarche de concertation sur la question des hydrocarbures qui limiterait la présence citoyenne à un ou deux représentants officiels de regroupements citoyens semblait peu adéquat pour instaurer un dialogue social ou de société sur les enjeux liés à l'extraction pétrolière en Gaspésie. Exclure des acteurs déjà mobilisés et ne faire

entrer qu'un nombre restreint de leurs représentants dans un processus de démocratie rigoureusement encadré risquait de légitimer davantage le sentiment d'impuissance de ces citoyens. Callon (dans Blondiaux, 2008) rappelle que les détenteurs de l'autorité politique et scientifique conçoivent souvent les enceintes de concertation comme les « lieux de fabrication de l'«acceptabilité sociale» de choix déjà élaborés par leurs soins, l'unique enjeu de la démarche étant de faire taire, par une pédagogie et une communication adaptées, les craintes jugées «irrationnelles» de la population. (p.87) » Un processus de démocratie participative semblait plus approprié et moins manipulateur dans un contexte de contestation sociale où l'entreprise envisageait de s'impliquer dans ce processus pour que les valeurs et souhaits des uns et des autres puissent éclairer ses décisions et ses projets. C'est sur cette base que la CRÉGÎM, la Chaire et Pétrolia ont collaboré pour mettre en place un dialogue avec l'ensemble des acteurs qui le souhaitaient.

Ce partenariat a duré environ quatre mois et a permis la conception et l'organisation des Forums sur les hydrocarbures, un processus ouvert à tous et offrant un plus grand pouvoir décisionnel aux citoyens. Bennour (2006), qui utilise le terme de la « participation gestion » pour désigner la démocratie participative, considère que cette forme de participation peut répondre à trois fonctions. Chaque partenaire pouvait voir un intérêt à utiliser la participation gestion en raison d'une fonction particulière.

Pour Pétrolia, la fonction d'évaluation était particulièrement importante, car elle souhaitait connaître les points de vue et les inquiétudes du milieu sur ses activités. Cette fonction « se situe en amont, lorsque l'on tente de connaître plus finement les demandes et les attentes des habitants pour le projet dans un domaine particulier, et en aval, lorsque l'on veut mesurer les effets et les impacts des projets réalisés, le degré de satisfaction, etc. (Bennour, 2006, p. 55) »

Pour la CRÉGÎM, l'organe consultatif des élus de la région, la deuxième fonction, soit la régulation sociale, était un enjeu crucial des Forums. Bennour la décrit comme « [un] ensemble de pressions directes ou indirectes exercées sur les membres individuels ou collectifs d'un groupe ou d'une société pour corriger leurs écarts de

comportement d'expression ou d'attitude à l'égard des règles et normes adoptées par le groupe social ou la société considérées (Boudon *et al.*, 2003, cité dans Bennour, 2006, p.57). »

La fonction civique, la troisième selon Bennour, était quant à elle valorisée par les chercheuses. La participation gestion aurait « la vertu de rendre les habitants [...] “acteurs” [...] de leur cadre de vie. Inscrite dans un processus de démocratisation générale de la société, elle permettrait de donner à l'habitant un “statut d'interlocuteur légitime” face aux institutions et [aux différents gouvernements], et par conséquent de le rendre “acteur du changement” (Bennour, 2006, p.56). »

En théorie, la participation gestion et ses diverses fonctions permettent de réduire l'écart entre les citoyens, les intervenants du milieu ainsi que les élus locaux. Le fonctionnement des Forums octroyait à chaque participant le même droit de parole, la même possibilité d'être écouté, mais surtout d'exprimer subjectivement sa différence (Honneth, 2000, cité dans Blondiaux, 2008). Cet aspect idéaliste de la démocratie participative a cependant été considéré comme dérangeant par plusieurs parties prenantes, et se révélera comme l'une des principales failles du partenariat. Bien que ce partenariat ait été négocié à la base avec le directeur et des agents de concertation de la CRÉGÎM, cet organisme est géré par un conseil d'administration, principalement composé d'élus municipaux, auxquels s'ajoutent quelques représentants de la société civile et un représentant de la communauté autochtone, formant ainsi une instance représentative de pouvoir. Blondiaux rappelle que la participation démocratique est généralement conçue sous une forme très encadrée, et comme un simple support de la démocratie représentative :

Face à cette éventualité, toujours possible en démocratie, du débordement, du soulèvement, de la levée d'une revendication de droits impossibles à satisfaire, la tentation est grande pour les organisateurs de la participation de chercher à prévenir ce risque, à canaliser cette force potentielle, bref, à verrouiller le processus de discussion. (Blondiaux, 2008, p.74)

Face à la contestation de plusieurs groupes et citoyens, des membres du conseil d'administration de la CRÉGÎM ont pris la décision de mettre un terme à la démarche des Forums. La démocratie représentative structurée et hiérarchisée a

préséance sur des processus plus informels (non régis par une règle) et dans le cas qui nous occupe, cela a conduit à mettre fin à un dialogue public organisé de manière moins conventionnelle.

3.2.3. L'échec du processus de dialogue

Les démarches impliquant la participation de la société civile se résument souvent à de simples consultations, le pouvoir d'influence se limitant à des détails. Le pouvoir décisionnel promis par les Forums sur les hydrocarbures était inusité et a fait l'objet de méfiance de la part de plusieurs participants et observateurs. Différents exercices de démocratie participative ont connu du succès dans plusieurs pays (Callon, 2001 et Institut du Nouveau Monde, 2009). Des exemples de cas auraient pu être communiqués avant la première rencontre des Forums afin de s'assurer que la démarche était bien comprise, car le fait qu'une chaire de recherche universitaire participe à l'organisation amplifiait l'impression que la région était devenue un « laboratoire expérimental⁵ ». Plusieurs personnes avaient également peur que cette organisation se substitue à d'autres démarches telles que le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), ne percevant pas la possibilité de complémentarité des Forums avec d'autres institutions démocratiques existantes et qui n'étaient évidemment pas remises en cause. Toutefois, une communication insuffisante ne peut expliquer entièrement les critiques émises.

La littérature concernant la démocratie participative énumère de nombreuses raisons qui peuvent expliquer l'échec d'un tel processus participatif. En voici une liste non exhaustive, tirée des ouvrages de Bennour et de Blondiaux précédemment cités :

- le manque de mobilisation initial de la population;
- la multiplication des structures de médiation;
- la tentative d'imposition du projet par les promoteurs, et d'y faire adhérer la population;

⁵ Les participants aux réunions mises en place parlent de laboratoire, de laboratoire expérimental, de région cobaye aussi (Annexe 6).

- la mise en valeur du projet tel que proposé par les promoteurs au détriment de l'appropriation de ce projet par les citoyens;
- l'absence d'influence sur la décision;
- l'importance accordée aux experts par rapport aux savoirs vernaculaires des résidents;
- la sélection de citoyens mobilisés pour en faire des interlocuteurs privilégiés censés parler au nom de toute la population;
- le peu de place accordée aux projets alternatifs proposés par les citoyens.

La conception des Forums visait à éviter ces écueils. Les thèmes de discussion des Forums devaient être choisis par les participants... leur laissant ainsi la possibilité d'aborder autant l'exploitation du pétrole que ses alternatives. La prise de décision devait se faire avec tous les acteurs, qu'ils soient experts, intervenants, promoteurs, élus ou simples citoyens. Le fonctionnement des Forums promettait de bouleverser les rapports de force en mettant tous les participants à égalité. Mais on a pu constater que c'est de l'extérieur que le rapport de force s'est construit et que ce sont les acteurs qui ne participaient pas au processus ou qui s'en sont retirés qui ont eu la plus grande influence sur la décision du conseil d'administration de la CRÉGÎM d'arrêter le processus des forums. Ainsi, si l'on se réfère à la liste ci-dessus, c'est l'importance accordée aux experts (la CRÉGÎM, détenteur de pouvoir hiérarchique, et des groupes de pression, détenteurs de pouvoir stratégique) par rapport aux autres acteurs qui a provoqué l'arrêt du processus.

Le rejet du dialogue instauré par le premier Forum servira certains acteurs dans la poursuite de leurs intérêts, mais cette décision n'est pas sans conséquence négative pour les différentes parties prenantes. La CRÉGÎM a sans doute perdu en crédibilité en tant qu'institution démocratique : l'arrêt d'une démarche ne peut se faire sans heurt. Les groupes de pression, tels que les organismes environnementaux et les regroupements de citoyens, ont perdu une occasion de participer à un processus valorisant les opinions et l'influence de la société civile. Les simples citoyens, parfois considérés comme n'ayant pas les compétences pour prendre des décisions éclairées, ont également perdu cette opportunité d'information et de participation à l'élaboration de solutions. L'entreprise Pétrolia, quant à elle, s'est vue dépossédée de

son initiative de consultation publique. Durant ce temps, la Loi sur les hydrocarbures est élaborée par des fonctionnaires du gouvernement provincial sans réelle possibilité pour la région de l'influencer avant qu'elle soit écrite et soumise à une simple consultation. Quant aux chercheuses, elles ne pourront pas expérimenter le processus dans son ensemble pour en tirer des enseignements nouveaux et elles perdent en crédibilité auprès des différents partenaires et auprès de leurs pairs.

3.2.4. Dialogue rompu

Le premier Forum a réussi à réunir de nombreux acteurs de la controverse sur les hydrocarbures en Gaspésie, autant des représentants de l'industrie que des opposants, des élus et de simples citoyens, amorçant ainsi un véritable dialogue multipartite. Ce processus, comme nous l'avons décrit précédemment, n'aura été que de courte durée. Les actions entreprises ainsi que les résultats ne nous permettent donc pas de répondre à la question initiale, à savoir « de quelle façon le dialogue sur l'exploitation pétrolière peut-il être instauré avec la communauté en Gaspésie et quels en sont les effets? ». Par contre, l'arrêt du processus par l'interaction entre un des partenaires qui en avait le pouvoir et un mouvement citoyen, nous permet d'écrire que ce type de processus ne permet manifestement pas d'élaborer dans le dialogue un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable autour de l'exploitation pétrolière en Gaspésie. La situation de controverse déjà polarisée a favorisé les points de vue hostiles au projet d'exploitation des hydrocarbures en Gaspésie et dans le golfe. Pourtant ces avis n'étaient pas les seuls dans les groupes de discussion comme on peut le voir dans le compte rendu : ils étaient présents au même titre que d'autres avis plutôt favorables au projet. Les stratégies d'un groupe influent et sa capacité à influencer le conseil d'administration de la CRÉGÎM ont rendu le processus inefficace malgré les intentions explicites des différents partenaires de s'appuyer sur un dialogue public pour proposer des modifications à la future Loi sur les hydrocarbures. Les acteurs qui ne veulent pas d'exploitation de pétrole en Gaspésie s'impliquent dans le processus en contestant à l'intérieur des Forums de manière bruyante et de

l'extérieur par les médias et les médias sociaux (sur Facebook par exemple, le OFF-forum) et en envoyant des lettres au conseil d'administration de la CRÉGÎM. On peut comprendre que ces acteurs n'ont en fait aucun intérêt à s'impliquer dans un processus de prise de décision qui pourrait mener à la bonification d'un projet de production d'hydrocarbures dont ils ne veulent pas. Les Forums avaient pour objectif de prendre une position de société sur l'exploitation des hydrocarbures. Mais les acteurs qui pensent tout perdre s'ils dialoguent avec les autres acteurs utilisent les stratégies à leur disposition pour empêcher le dialogue, espérant ainsi que leur point de vue influencera les acteurs détenant le pouvoir de faire cesser l'exploration et donc l'exploitation des hydrocarbures.

Notre interrogation de recherche ne peut plus se contenter des questions autour de l'efficacité des dialogues dans des prises de décisions démocratiques, car elle présuppose que tous les acteurs veulent prendre les meilleures décisions ensemble. Les Forums ne poursuivaient pas l'objectif de bonifier un projet particulier, mais cette particularité n'a pas été suffisante pour empêcher des acteurs de prendre d'autres chemins que le dialogue pour faire valoir leurs points de vue. Dans le cas qui fait l'objet de notre recherche praxéologique, les stratégies des acteurs qui sont parvenus à empêcher le processus sont source de questionnement. Et nous souhaiterions nous pencher dans une recherche ultérieure sur la signification sociale d'une telle opposition : elle ne nous semble en effet pas particulière aux Forums. Elle concerne en fait toutes sortes de projets de développement liés aux ressources non renouvelables (mines, gaz de schiste et autres hydrocarbures conventionnels ou non) et aux ressources renouvelables (éoliennes, forêts et centrales hydroélectriques) et bien d'autres projets comme les usines de traitement des sols contaminés ou des lieux d'enfouissement des déchets par exemple. Nous ne parvenons pas aujourd'hui à élaborer un « comment » agir dans des situations de non acceptabilité sociale de cette envergure parce que nous ne parvenons pas encore à savoir pourquoi certains s'objectent avec tant de talent à des projets que d'autres souhaitent tout aussi ardemment mettre en place. Les « pourquoi » de surface abondent pour chaque projet pris séparément, mais le phénomène social est

insuffisamment pris en compte dans sa signification selon nous dans les processus de prise de décision actuels.

De plus, les Forums organisés par les trois partenaires ont permis d'initier une démocratie participative qui n'a pu perdurer suffisamment longtemps pour confirmer ou infirmer notre hypothèse de départ :

L'exploitation pétrolière en Gaspésie pourrait contribuer à un monde plus libre plus juste, plus vert et plus responsable, si les conditions d'exploitation font l'objet d'un dialogue inclusif de grande envergure avec les personnes directement impliquées et celles qui s'impliquent même si elles ne vivent pas à proximité des installations d'extraction de la ressource.

Cependant, il est possible qu'en changeant les modalités de mise en place d'un dialogue, par exemple avec la collaboration d'autres partenaires, cela devienne possible. Il se peut aussi que le dialogue ne soit pas la façon dont la compagnie Pétrolia pourrait parvenir à participer à une prospérité responsable selon ses vœux parce que cela ne semble pas être l'outil le plus pertinent a priori dans une controverse cristallisée. Il se peut aussi que les habitudes de dialogue ne soient pas assez implantées. Le dialogue social est souvent perçu comme un lieu où l'on peut contester un point de vue et pas un lieu où l'on peut construire ensemble des solutions à un problème devenu commun à force de le co-construire (Callon, 2001). À la lumière des résultats obtenus, il nous semble trop tôt pour rejeter le dialogue dans tous les cas. L'opposition virulente à l'exploitation pétrolière, et par conséquent du processus démocratique en partie initié par Pétrolia, nous amène à nous questionner sur les fondements de la « non acceptabilité sociétale », un thème que nous aborderons à la section 4 de ce rapport.

3.3. Recommandations

Le dialogue ne s'instaure pas aisément au sein d'une controverse cristallisée. « La démocratie a un coût, qui peut paraître élevé, mais qui sera toujours moindre que celui engendré par des décisions absurdes ou rejetées par la population. (Blondiaux, 2008, p. 103) » L'entreprise a déjà expérimenté le refus d'écouter de certains acteurs. « L'idée que l'autre nous dénie toute capacité de

l'influencer, c'est-à-dire, pour lui, toute utilité, constitue une agression psychologique d'une incroyable violence » (Kahn, 2007, p.59). Nous pensons donc qu'il est important d'assurer le bien-être psychologique des acteurs directement impliqués dans les relations avec d'autres qui leur refusent la parole. À cet égard, Finkelkraut (1984, citant abondamment Lévinas) montre que la reconnaissance de l'autre passe par la reconnaissance de son « visage », ce qui signifie la nécessité de se parler « face à face », de reconnaître dans l'autre un humain avec qui il est indispensable de dialoguer pour co-construire des solutions en prenant en compte les enjeux et besoins des uns et des autres. « L'autre sans visage » désigne cette forme de discours qui dénigre quelqu'un en le gommant au profit de son institution d'appartenance par exemple. Ainsi, quelqu'un qui travaille pour Pétrolia n'est plus « quelqu'un » mais « un représentant de l'industrie pétrolière » ou quelqu'un qui milite pour la Coalition St-Laurent par exemple n'est plus une personne mais un « environnementaliste ». Il est très facile de se fâcher avec une abstraction sans visage, et très éprouvant de se faire rejeter ainsi de l'humanité. La possibilité de parler avec d'autres personnes accueillantes et empathiques est importante pour surmonter des situations difficiles. Nous y avons eu recours très souvent.

Nous pensons que cette situation de rejet absolu de toute ouverture montrée par « les opposants » ne devrait pas, si Pétrolia souhaite toujours un monde « plus libre » empêcher la compagnie de continuer à écouter et à se faire influencer autant qu'elle peut influencer elle-même. Dans les stratégies de rapports de force que plusieurs acteurs tentent d'imposer en Gaspésie, il nous semble que les perdants seront plus nombreux que les gagnants et la démocratie sera la première perdante.

Entre l'ordre et le désordre, la liberté et l'autorité, l'opposition et la participation, la démocratie participative doit trouver un équilibre. Marchetti (2005) s'inspire des propos de Minc et met en garde contre « l'ivresse démocratique ». Blondiaux, même s'il semble en défaveur des processus trop encadrés ou institutionnalisés, reconnaît que la réussite de la démocratie participative tient à son ambivalence entre une « démocratie sauvage », soit très contestataire, et une « démocratie d'élevage », qui tire quelques ficelles afin d'éviter que la démarche ne s'érige en contrepouvoir.

La démocratie participative peut à certains égards s'assimiler à un jeu de dupes volontaires, dans lequel la possibilité reste ouverte pour chacun de poursuivre son intérêt, sans que l'autre perde la face. C'est dans cet entre-deux qu'aujourd'hui les expériences les plus intéressantes et les plus vivantes se déplacent (Blondiaux, 2008, p.48).

Une autre démarche participative pourrait être un peu plus encadrée et inclure par exemple un calendrier défini avec des thèmes, ainsi qu'une documentation de base offerte aux participants. Cette façon de faire aurait peut-être l'avantage de réduire le sentiment d'incertitude des élus et des groupes de pression vis-à-vis de la démarche.

Un enjeu récurrent dans les processus démocratiques est celui de l'indépendance des organisateurs. Blondiaux prône l'émergence d'un « pouvoir neutre », constitué d'intermédiaires entre les promoteurs et le public. Si l'indépendance semble un critère important pour le bon fonctionnement des comités de surveillance environnementale étudiés par Affolder *et al.* (2011), les auteures de ce rapport reconnaissent la difficulté de vérifier la véritable indépendance de ces comités. Elles excluent toutefois la présence de représentants du gouvernement ou de compagnies sur ces comités.

La mise en place d'un comité de relation avec la communauté par Pétrolia, par contre, pourrait bénéficier de la présence de tels représentants, puisque l'objectif est plutôt la bonne communication entre les parties prenantes et non le suivi environnemental. Un tel comité serait une alternative aux Forums sur les hydrocarbures et permettrait de continuer le dialogue avec la communauté, en restreignant toutefois le nombre de participants. La présence de la compagnie Pétrolia sur le comité, et donc parmi les organisateurs, ne sera toutefois pas accueillie sans méfiance de la part de nombreuses parties prenantes. L'Institut du Nouveau Monde (INM), qui a vécu une situation de controverse en raison de la source de financement de ses consultations sur l'avenir minier, avait su protéger son intégrité et celle de son principal commanditaire, un lobby industriel, grâce à une

entente de non-ingérence signée et rendue publique⁶. Un contrat définissant clairement le rôle des différents organisateurs et diffusé publiquement pourrait être une solution pour augmenter la confiance des parties prenantes face à un nouveau processus.

Enfin, la participation active de la population pourrait quand même être priorisée par Pétrolia, notamment dans un processus à plus petite échelle pour répondre aux enjeux spécifiques d'une implantation particulière. Cependant, nous pensons qu'actuellement le contexte est trop défavorable et que n'importe quelle occasion sera probablement saisie par certains acteurs pour montrer encore une fois « la mauvaise foi » de Pétrolia, oubliant ainsi les intentions des personnes.

Et à ce stade de notre analyse, nous nous posons une question nouvelle : pourquoi Pétrolia? Certaines entreprises font l'objet de controverses de grande envergure alors que leurs concurrents ne semblent pas devoir faire face à une même réprobation sociale. Pétrolia n'est pas une multinationale de l'exploitation pétrolière, elle est une entreprise dont l'actionnariat est majoritairement québécois et se préoccupe de « bien » faire les choses en regard du développement durable. Il y a là un phénomène social inexpliqué et sur lequel il vaudrait sans doute la peine de se pencher.

Enfin, nous pensons qu'il serait intéressant de se pencher sur la question de l'acteur « neutre » tant réclamé par les uns et les autres. Nous avons pris le soin de nous présenter comme acteur « non neutre et impartial », mais cette subtilité n'a pas aidé notre crédibilité. Nous n'avons pas eu l'occasion d'explorer dans l'action ce phénomène qui nous semble après coup si important. C'est pourquoi nous nous proposons d'en faire une question de recherche dans une réflexion ultérieure.

⁶ Disponible sur le site de l'INM :

http://www.inm.qc.ca/images/stories/avenir_minier/Lettre_dentente_avec_organisation_qui_dfraie_les_cots_de_la_dmarche_2.pdf

4. Fondements de l'opposition

Pétrolia a foré son premier puits (Haldimand 1) à Gaspé en 2005. Jusqu'en mai 2012, moment de la première rencontre des Forums, l'entreprise a exploré essentiellement à Gaspé et a creusé en tout trois puits dans les secteurs de Tar Point et d'Haldimand. Plusieurs événements visant l'information du public et des parties prenantes ont eu lieu (rencontres publiques, rencontres avec le Comité Pétrole, journée porte ouverte, lancement des vidéos « De l'exploration à l'exploitation », etc.). Malgré ses tentatives d'établir de bonnes relations avec le milieu et la réponse positive d'une partie de la population à l'exploitation pétrolière⁷, l'opposition s'est organisée dans la ville de Gaspé. Alors que certaines personnes considèrent les informations obtenues insuffisantes pour prendre une décision éclairée, plusieurs citoyens et intervenants du milieu jugent en savoir assez pour s'opposer au projet d'exploration de Pétrolia. Ils fondent en juin 2011 « Ensemble pour l'avenir durable du Grand Gaspé », un comité citoyen ayant officiellement pour but d'empêcher l'utilisation de la fracturation hydraulique sur le territoire de la ville⁸. L'argumentation est sensiblement la même que pour la problématique des gaz de schiste. Les risques pour la santé humaine⁹ et l'environnement sont évoqués. Les préoccupations au sujet de la potentielle contamination de la nappe phréatique sont nombreuses, appuyées par plusieurs cas répertoriés (BAPE, 2011). Même si Pétrolia ne souhaite pas utiliser la technique de la fracturation hydraulique pour extraire le pétrole à Gaspé, l'entreprise ne peut garantir l'évitement de cette méthode de production. Tout comme pour les projets de développement de gaz de schiste dans la vallée du St-Laurent, la proximité du projet Haldimand avec des résidences est

⁷ Un sondage effectué par Léger Marketing dénote que 59 % des Québécois seraient favorables à l'exploitation pétrolière. Résultats disponibles sur : <http://www.petroliagaz.com/fr/slide-accueil/capsules.php?id=32>

⁸ La mission du comité changera toutefois au courant de l'été 2012. Le regroupement citoyen s'oppose maintenant à toute forme d'exploitation pétrolière (<http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2012/10/18/005-gaspe-petrole-manifestation.shtml>).

⁹ L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a mentionné dans son rapport destiné au BAPE que dans tous les états ou provinces où l'exploitation de gaz de schiste a eu lieu, « encore tout récemment certains incidents ont entraîné blessures et décès, ce qui constitue un enjeu réel même avec les techniques les plus récentes » (INSPQ, 2010).

également un irritant majeur pour une partie de la population. Le regroupement citoyen multiplie alors les actions visant à mettre un terme aux activités d'exploration à l'intérieur de la ville de Gaspé tant que la fracturation hydraulique ne sera pas écartée avec certitude par l'entreprise, voire interdite par le gouvernement.

Lors d'une controverse socio-environnementale comme celle des hydrocarbures en Gaspésie, certains acteurs ont tendance à rejeter systématiquement et de façon virulente les arguments et les actions des parties au point de vue différent du leur. « Qu'est-ce qui motive l'opposition au sein de cette controverse? » est la deuxième question à laquelle nous avons tenté de répondre au cours de notre recherche. Puisqu'un conflit implique plus qu'une seule partie, nous avons également porté attention aux motivations des acteurs pour l'exploitation pétrolière afin de pouvoir mieux comprendre la problématique dans sa complexité.

4.1. Actions

Afin de mieux saisir les différents points de vue, de multiples articles de journaux et de sites web de nouvelles¹⁰ concernant principalement la controverse des hydrocarbures au Québec ont été lus. Des enregistrements des consultations sur les gaz de schiste, une controverse cousine de celle sur le pétrole en Gaspésie, ont été visionnés¹¹. Peggy Henry a également participé au Forum organisé par le Conseil patronal en environnement du Québec sur l'acceptabilité sociale au Mont-Tremblant le 28 octobre 2011 ainsi qu'à la conversation sur l'Avenir minier à Gaspé, organisé par l'INM, le 10 mars 2012. Ces différentes activités permettaient aux chercheuses d'étudier la controverse de l'extérieur. C'est en discutant avec des acteurs du milieu (pour ou contre ou indécis face à l'exploitation), en assistant à la conférence de Marc

¹⁰ Le Devoir, La Presse, Le Soleil, Le Journal de Québec, Les Affaires ont été les principaux journaux consultés, alors que les sites web du Graffiti (graffici.com), du Pharillon (www.hebdosregionaux.ca/gaspesie/le-pharillon) et de Radio-Canada, édition Est du Québec (www.radio-canada.ca) ont fait l'objet d'une consultation régulière.

¹¹ Les vidéos des quatre séances de consultation du plan de réalisation de l'ÉES sur les gaz de schiste sont tenues entre le 12 et le 15 décembre 2011 : ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca/participation-publique/consultation-plan-de-realisation/

Durand organisée par « Ensemble pour l'avenir durable du Grand Gaspé », ou encore en observant les réactions des parties prenantes face à l'organisation des Forums sur les hydrocarbures que les chercheuses se sont vraiment impliquées dans la controverse. Que ce soit en intervenant au sein de la controverse ou encore en l'observant de l'extérieur, les chercheuses ont identifié plusieurs types d'arguments présents dans les discours des différents acteurs. Des livres et des articles scientifiques ont été lus afin de mieux saisir les discours des parties prenantes et les raisons mobilisant l'opposition. De façon non exhaustive, nous avons cherché à comprendre et à analyser la participation contestation, le discours concernant l'arrêt de l'exploitation du pétrole, l'argument de la comparaison, le principe de précaution. En relisant les notes du journal de bord, en réfléchissant les actions menées et les résultats obtenus, ces catégories explicatives nous sont apparues pertinentes pour tenter de comprendre et d'interpréter une pratique, au-delà des explications énoncées directement par les acteurs.

4.2. Résultats et discussion

4.2.1. Participation contestation

Alors que les Forums visaient une participation des citoyens de type « gestion », que nous avons abordée à la section 3.2, des citoyens peuvent également choisir la participation de type « contestation » en tentant de remettre en cause un ordre ou un système social établi, « considérés du point de vue de leur “dysfonctionnement”, de leur “crise” ou encore, de l'inadéquation entre les principes sur lesquels ils sont fondés et la réalité. (Bennour, 2006, p.29) » On pourrait considérer le comité citoyen comme une simple démonstration du syndrome « NIMBY »¹². Mais il est également possible qu'une telle mobilisation reflète également le sentiment d'impuissance de plusieurs citoyens face à cette nouvelle industrie possédant des capitaux, l'appui du gouvernement provincial et encadrée par une Loi sur les mines prévalant sur bien d'autres lois. Le Québec assiste depuis

¹² Acronyme de « Not in my backyard » : cette expression est utilisée lorsque des riverains s'opposent à un projet pouvant modifier de façon réelle ou supposée leur cadre de vie.

plusieurs années à une mobilisation citoyenne importante contre différents projets industriels de grande ampleur comme le port méthanier de Rabaska ou l'exploitation des gaz de schiste. Le regroupement « Ensemble pour un avenir durable du Grand Gaspé » calque ses revendications sur celles des comités citoyens de la vallée du St-Laurent qui ont obtenu en partie gain de cause avec le moratoire de deux ans décrété avec la mise en place d'une évaluation environnementale stratégique sur les gaz de schiste, à la suite des avis du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE, 2011). Au Québec, le BAPE est le principal organe de consultation de la population au sujet des projets industriels, et ce depuis plus de trente ans. Son fonctionnement est bien connu et plusieurs acteurs, que ce soient des industriels, des gouvernements locaux ou des groupes de pression, sont à l'aise avec ce type de processus, considéré comme étant relativement neutre¹³. Puisqu'avec le processus du BAPE sur les gaz de schiste, les groupes d'opposition avaient obtenu en partie leur revendication principale et ainsi fait reculer le gouvernement, l'annonce d'un processus démocratique différent paraissait mal venue pour les militants en Gaspésie. Il ne pensait pas pouvoir obtenir le même résultat en participant aux Forums puisque ceux-ci ne sont encadrés par aucune loi ni organisme officiel. Lors de la première rencontre, les groupes d'opposants se sont présentés afin de prendre la parole à laquelle ils avaient droit, afin de contester les règles de fonctionnement et la raison d'être des Forums. À la suite de la présentation de la démarche, plusieurs participants ont choisi de quitter la rencontre. L'absence des participants les plus « revendicateurs » d'un processus démocratique peut faciliter le consensus, cependant, celui-ci ne sera qu'un consensus passif, il n'aura pas nécessairement réglé le conflit (Moscovici et Doise, 1992, cité dans Bennour, 2006). L'exclusion, qu'elle soit obligée ou de plein gré, donne une aura de crédibilité supplémentaire aux groupes de pression. La contestation s'est effectuée ensuite à l'extérieur du processus. Ainsi, un forum alternatif s'est mis en place sur le web afin de contrecarrer les Forums (OFF-forum

¹³ Cela fait partie de la mission du BAPE de rester neutre, toutefois cette neutralité est parfois remise en doute (Baril, 2006). Néanmoins, l'encadrement et la transparence du processus sont généralement reconnus et appréciés (André et al., 2003).

des hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles) et plusieurs personnes se sont adressées au conseil d'administration de la CRÉGÎM afin qu'il mette un terme au partenariat entre les organisateurs.

4.2.2. Le discours sur l'arrêt de l'exploitation

Si certaines personnes contestaient uniquement l'exploitation dans leur région, d'autres s'opposaient à la production de pétrole en général, pour des raisons environnementales. Un impact reconnu de l'utilisation des combustibles fossiles est l'augmentation des gaz à effet de serre (GES). Les États ayant ratifié le Protocole de Kyoto doivent s'engager à réduire leurs émissions par la mise en place de politiques et de mesures telles que la « réduction progressive ou suppression graduelle [...] de droits et des subventions qui vont à l'encontre de l'objectif de la Convention [Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques], dans tous les secteurs émettant des gaz à effet de serre ». (Nations Unies, 1998, p.2) Cet extrait vise notamment l'exploitation pétrolière, et sous-entend la diminution progressive de ce type d'activité. Le discours de plusieurs opposants à cette industrie se fait toutefois plus pressant. La Fondation David Suzuki croit que la cible de réduction de GES du Québec ne pourra être atteinte s'il y a exploitation de pétrole sur le territoire (Shields, 2012). Dans un article recommandé par la Fondation, l'auteur Bill McKibben (2012) constate que les efforts des politiciens et des compagnies en matière de lutte aux changements climatiques sont inefficaces : « à ce stade, une action efficace serait de garder dès maintenant la majorité du carbone que l'industrie des énergies fossiles veut brûler dans le sol, et non pas de simplement changer légèrement la vitesse à laquelle il est brûlé.¹⁴ » La société ne peut s'empêcher de consommer du pétrole, il ne faut donc plus l'exploiter : cet argument est explicite ou implicite dans plusieurs discours d'opposants à l'industrie en Gaspésie. Selon eux, le Québec n'a pas besoin d'ajouter des réserves d'énergie fossile au marché mondial.

¹⁴ Traduction libre de : « At this point, effective action would require actually keeping most of the carbon the fossil-fuel industry wants to burn safely in the soil, not just changing slightly the speed at which it's burned. (McKibben, 2012) »

À l'opposé, certaines personnes ne voient pas l'intérêt de réduire l'exploitation de pétrole et plaident en faveur de la créativité de la technologie et de la science pour mitiger les impacts des gaz à effet de serre. Dans un document produit par l'Institut économique de Montréal (IEDM), on trouve cette affirmation : « [...] l'ingéniosité humaine a permis et continuera de permettre une production [de pétrole] croissante avec une efficacité croissante, ce qui procure parallèlement des bienfaits économiques et environnementaux. (Desrochers et Shimizu, 2012, p.6) » Ce type d'argument est plus porté par des économistes ou des industriels, ce qui est évidemment attendu. L'argument mettant en valeur une utilisation constante ou croissante des hydrocarbures est contradictoire avec les objectifs des pourparlers internationaux sur les changements climatiques, auxquels la majorité des Québécois semblent favorables¹⁵. Cependant, un autre sondage a révélé que 59 % de la population était pour l'exploitation de pétrole dans la province¹⁶. Nous ne voulons évidemment pas comparer des sondages, mais mettre en lumière les contradictions qui apparaissent aux praticiens impliqués dans cette controverse sur l'exploitation des hydrocarbures.

Les groupes de pression et les regroupements de citoyens souhaitent en général parler des alternatives à l'industrie du pétrole pour justifier le rejet des projets d'exploitation. Au niveau économique, la mise en valeur d'autres industries telles que le tourisme est souvent évoquée. Mais qui dit pétrole dit également consommation. En Gaspésie, comme partout ailleurs, les combustibles fossiles sont utilisés, principalement dans les transports. S'il est vrai que les alternatives en matière de transport existent et font l'objet d'un intérêt croissant, les implanter dès maintenant peut être plus ardu. Claude Villeneuve (2011) évoque les difficultés auxquelles fait face la province pour mettre en place cette solution, qui nécessite des changements de technologies et d'infrastructures. Quant aux biocarburants, Wingert souligne dans son ouvrage *La vie après le pétrole* que les « combustibles de

¹⁵ Selon un sondage de Léger Marketing, 11 % des Québécois étaient favorables au retrait du Canada du Protocole de Kyoto :

<http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/politiquefederale/archives/2012/03/20120311-040418.html>.

¹⁶ <http://www.petroliagaz.com/fr/slide-accueil/capsules.php?id=32>

substitution ne sont pas toujours disponibles au bon endroit, en grande quantité. (Wingert, 2005, p.36) » Une transition vers une indépendance des combustibles fossiles au Québec nécessiterait de combiner plusieurs idées, qui ne sont pas toutes liées à la technologie. La diminution de la consommation est parfois évoquée. Les transports alternatifs, tels que les transports en commun et le covoiturage font également partie du portefeuille de solutions. Puisque ces dernières solutions nécessitent un changement dans le mode de vie, il est peu probable qu'elles agissent comme des arguments mobilisateurs auprès de la population pour une indépendance vis-à-vis du pétrole. Les alternatives technologiques paraissent souvent comme des solutions plus attrayantes puisqu'elles promettent le même confort que l'usage des hydrocarbures conventionnels. Malgré tout, l'argument des alternatives à l'exploitation et à l'utilisation des carburants fossiles est souvent évoqué pour justifier le rejet des projets liés au pétrole en Gaspésie.

4.2.3. L'argument de la comparaison

La comparaison est un type d'argument souvent utilisé. Dans son article « Économie et environnement : indissociables! », Gilles Duceppe (2012) fait la promotion de l'exploitation pétrolière en comparant le Québec à la Norvège, un exemple positif de pays à la fois producteur de pétrole et se préparant à la transition vers des filières d'énergie renouvelable.

Se comparer au pire est un argument fréquemment utilisé pour défendre à la fois les « pour » et les « contre » de la production de pétrole au Québec. Les personnes en désaccord avec la façon dont sont exploitées les ressources naturelles qualifient parfois le Québec de pays du tiers-monde. À l'inverse, les tenants du développement de l'industrie rappellent que l'exploitation du pétrole au Québec serait bien meilleure du point de vue environnemental que celle effectuée en Alberta.

Les promoteurs du pétrole issu des sables bitumeux ont tenté d'utiliser la comparaison afin de valoriser leur industrie. L'expression « pétrole éthique » fait référence aux droits de l'homme, et plus particulièrement celui de l'égalité entre les sexes, qui est respectée au Canada et non en Arabie Saoudite, premier producteur de

pétrole. Cet argument a été grandement contesté, pour deux raisons. D'abord, parce que le choix d'importer du pétrole d'un endroit plutôt qu'un autre repose strictement sur les lois du marché et des stratégies géopolitiques, les États cherchant à s'approvisionner de la façon la plus sécuritaire et à plus bas coût possible. Quant aux consommateurs, ils ne peuvent faire le choix à la pompe d'une essence d'une provenance plutôt que d'une autre. La deuxième raison est que l'impact environnemental de l'exploitation des sables bitumineux est très majoritairement décrié. En justifiant son côté moralement bon par un aspect social particulier, soit les droits de l'homme, le marketing du pétrole éthique tente de faire diversion et n'apparaît que plus manipulateur, d'autant plus que le pétrole issu des sables bitumineux soulève des préoccupations sur la santé humaine et sur le respect des communautés autochtones.

4.2.4. Le principe de précaution

L'arrivée d'une nouvelle industrie en Gaspésie soulève son lot d'incertitudes. Un commentaire récurrent est celui évoquant l'impression que la région est devenue un « laboratoire d'expérimentation ». Le principe de précaution est ainsi utilisé comme argument pour s'opposer à la technologie de la fracturation, voire à l'exploitation de pétrole en Gaspésie. De plus en plus de conventions internationales font référence à ce concept, et il est même mentionné dans la Loi sur le développement durable (Gouvernement du Québec, 2013). Le grand dictionnaire terminologique offre plusieurs définitions, dont voici celle issue de la législation québécoise :

Principe de développement durable selon lequel lorsqu'il y a un risque de dommage grave ou irréversible, l'absence de certitude scientifique complète ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir une dégradation de l'environnement. (Office québécois de la langue française, 2008)

Il peut parfois être confondu avec la prévention des risques : « la précaution vise à limiter les risques encore hypothétiques, ou potentiels, tandis que la prévention s'attache à contrôler les risques avérés » (Kourilsky et Viney (1999), cités dans

Commission de l'éthique de la science et de la technologie, 2004). Son application juridique est plutôt nuancée, car transformé en norme, le principe de précaution serait très contraignant. Dans son sens moral toutefois, il « astreint à prendre des mesures dès que la possibilité du risque est soulevée. Interprété dans un sens strict, le principe de précaution obligerait à imposer des limites importantes au développement technologique; certains prôneraient même la tolérance zéro, c'est-à-dire l'abstention. (Commission de l'éthique de la science et de la technologie, 2004) » Le principe de précaution, selon Pierron (2009), ne devrait pas dériver vers une idéologie selon laquelle il ne faudrait prendre aucun risque inconnu. Même le statu quo comporte des risques.

Dans le cadre de la controverse sur les hydrocarbures, le principe de précaution pourrait, comme le propose Pierron (2009), servir de cadre à la décision, devant des risques hypothétiques impossibles à quantifier. La réflexion qui accompagne ce principe n'est toutefois pas simple, car la société a tendance à vouloir comparer les risques quantifiables (économiques) avec d'autres qui le sont moins facilement (environnement, santé, culture, qualité de vie, etc.). Le principe de précaution pourrait servir à rappeler cette distinction. Peu importe la décision prise, elle ne devrait pas être tranchée ni irréversible, puisque les connaissances évoluent et pourraient mener à modifier cette décision. À titre d'exemple, une interdiction de forer pourrait faire l'objet d'une réévaluation des risques après un certain temps.

4.2.5. Le bien commun

Le concept du bien commun a plusieurs fois été évoqué en Gaspésie. Petrella (1996, cité dans Jobin, 2011) définit le bien commun comme « *l'ensemble des principes, des règles, des institutions et des moyens à privilégier en vue de promouvoir et d'assurer l'existence de tous les membres d'une société en fonction des choix qui s'offrent à elle à un moment donné de son histoire.* (p.60) » Au sein de la controverse sur les hydrocarbures, le bien commun peut faire référence à plusieurs choses : le pétrole en tant que ressource naturelle, les profits résultant de son exploitation ou encore la nature elle-même. À qui appartenait ce bien commun ne

fait également pas l'objet d'un consensus : les Gaspésiens, les Québécois, les générations futures ou la Terre même?

Au sein d'un conflit, l'évocation de la notion du bien commun peut être positive, car elle signifie une prise de conscience des autres. Ce concept qui suppose que le bien appartient à toute une société s'oppose aux intérêts personnels du syndrome « NIMBY ». Le refus de l'exploitation pétrolière à Gaspé peut entraîner le déplacement du projet de même que les impacts que l'on a initialement tenté d'éviter (Marchetti, 2005). Peu importe ce qui doit être protégé, l'opposition à un projet industriel local ne permettra pas d'emblée de faire respecter le bien commun. Jobin cite un extrait éclairant d'Arnsperger (2004, dans Jobin, 2011) :

Le bien commun est envisageable comme un intérêt désintéressé qui renvoie non pas à quelque chose de déjà formé avant le début des délibérations relatives à la régulation de la controverse, mais à un compromis émergeant de la discussion entre ceux et celles qui participent aux débats publics. (p.56)

Le dialogue favoriserait ainsi la prise de conscience du bien commun et l'entente sur ce qu'il faut en faire.

L'opposition virulente aux Forums a fait déraiper la discussion sur le bien commun conçu de cette manière, alors que c'était précisément l'objectif du dialogue social proposé et soutenu tant par la CRÉGÎM, par Pétrolia et par les chercheures.

Nous nous posons aujourd'hui la question de savoir comment discuter du bien commun d'une façon qui ne conduit pas à une situation sans issue quand il s'agit d'une controverse déjà polarisée. Et nous n'avons pas encore de réponse. Il existe des approches de consultation formalisée (comme celle du BAPE par exemple), cependant elles ne permettent pas de prendre des décisions communes puisque la consultation n'implique pas une concertation et que la prise de décision se fait par arbitrage au niveau des élus. Nous nous proposons de creuser cette question dans l'avenir.

4.2.6. L'éthique du développement durable

Le raisonnement éthique fait référence à une discussion sur des principaux moraux et sur la conduite à tenir pour « bien » faire, ou au moins pour « faire le meilleur selon les circonstances » (Legault, 2006). Les praticiens-chercheurs éco-conseillers conçoivent le développement durable dans le cadre d'une finalité éthique comme décrit plus haut. Cependant, ce n'est pas une manière habituelle de le concevoir. Le développement durable est un concept souvent considéré paradoxal. Il faudrait pouvoir allier « croissance » et « stabilité » ou les concepts de développement et de durabilité. Le premier induit un changement et le second plutôt une stabilité dans le temps. Certains considèrent que c'est un compromis à faire entre le développement économique et la protection de l'environnement. D'autres incluent les dimensions de bien-être collectif, de bonne gouvernance, d'équité ou encore de valorisation de la culture dans leur idéal de développement durable. D'autres encore y voient principalement un concept permettant de mettre l'accent de manière privilégiée et parfois hégémonique sur l'environnement. À la Chaire en éco-conseil, nous utilisons également une vision à quatre pôles, soit l'économie, l'écologie, le social et l'éthique, en plus d'une dimension incontournable : la gouvernance. Cette vision est rendue opérationnelle par l'utilisation d'une grille d'évaluation de projets (Villeneuve et Riffon, 2011) qui a fait l'objet de plusieurs révisions au fil de l'expérience de son utilisation¹⁷.

Puisque les mots « développement durable » semblent si polysémiques, Nicole Huybens préfère l'expression « un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable » pour désigner l'idéal poursuivi par les éco-conseillers comme expliqué supra. Ce sont donc les termes qu'elle a utilisés pour décrire la démarche éco-conseil aux différents acteurs en Gaspésie.

¹⁷ La grille est disponible sur le site de la Chaire en éco-conseil, avec le guide expliquant son utilisation : <http://ecoconseil.ugac.ca/outils/>

Un monde plus libre ou plus démocratique s'appuie sur le dialogue tant pour définir une problématique élargie et plus commune que pour trouver des solutions plus concertées. C'était l'intention des Forums.

Au cœur de la controverse sur l'exploitation pétrolière et au fil des événements ayant mené à l'arrêt des Forums, nous avons constaté que l'éthique conséquentialiste semblait guider les actions de nombreux acteurs : une conduite est jugée bonne si ses résultats ou conséquences sont plus bénéfiques que défavorables (Huybens, 2011). Les moyens utilisés pour obtenir le résultat escompté ne font pas l'objet d'une réflexion éthique. Par exemple, des groupes de pression et des comités citoyens souhaitaient implicitement ou explicitement un moratoire sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures sur la péninsule gaspésienne ou encore dans le golfe du St-Laurent. Afin d'obtenir cette interdiction de forage de la part du gouvernement, ils utilisent régulièrement les médias sociaux ou la rue pour manifester leur point de vue. Puisque l'issue des Forums leur semblait trop incertaine pour s'assurer d'obtenir un moratoire sur les hydrocarbures, anéantir ce processus démocratique leur semblait moralement acceptable. L'enjeu démocratique n'en était pas un pour ceux qui s'objectaient avec force. La fin ou l'objectif poursuivi semble « bon » et les moyens utilisés pour y parvenir « légitimes ». Cependant, dans le cas qui nous occupe, la suite de l'action montre que la finalité « un monde plus libre » ne peut pas s'atteindre de cette façon. Le bris du partenariat avec Pétrolia et les chercheuses devait permettre à la CRÉGÎM de repenser les forums sous une autre forme en privilégiant un modèle de consultation et d'échange¹⁸. Le mandat de planifier le développement régional, qui inclut la mise en valeur des hydrocarbures revient à la CRÉGÎM (CRNT et CRÉGÎM, 2010). Selon les informations obtenues, la décision ne sera plus celle des participants, mais elle sera prise par arbitrage, ce qui est une façon de fonctionner plus habituelle et mieux maîtrisée par les acteurs. Personne ne peut évidemment prédire l'avenir, cependant en constatant l'échec d'un processus de ce type mené dans notre région et qui occupe les journaux aujourd'hui (la mini centrale

¹⁸ <http://www.cre-gim.net/accueil/422-un-temps-darret-pour-les-forums-sur-les-hydrocarbures.html>

hydroélectrique de Val-Jalbert), nous pensons que les acteurs qui ne veulent pas de l'exploitation des hydrocarbures en Gaspésie vont continuer à faire valoir ce point de vue. Et s'ils ne parviennent pas à se faire entendre dans des processus publics qui supposent une inévitable interinfluence, ils le feront de manière plus stratégique comme cela s'est passé avec les Forums. Il ne s'agit évidemment pas de condamner les acteurs qui choisissent des stratégies : tous le font pour faire valoir un avis qui semble moins entendu. Si quelqu'un ne veut absolument pas de l'exploitation des hydrocarbures, il est très compréhensible qu'il ne participe pas à un processus qui a pour objectif de définir ensemble comment « bien » le faire.

Les différents discours et raisonnements précédemment abordés apportent des éléments de réponse à la question « qu'est-ce qui motive l'opposition au sein de cette controverse? » sans toutefois véritablement expliquer ce qui cause le rejet parfois viscéral de l'exploitation pétrolière par plusieurs acteurs, ni ce qui sous-tend la forte volonté d'autres acteurs de mettre en œuvre cette exploitation. La littérature a été utile pour approfondir les savoirs acquis dans l'action, mais il nous semble que l'implication renouvelée des chercheuses au cœur d'une controverse devrait permettrait d'approfondir les racines mêmes des controverses socio-environnementales contemporaines pour mieux définir le rôle que pourrait y jouer un éco-conseiller.

Un nouveau questionnement s'offre à nous : l'implication de l'éco-conseiller dans une controverse socio-environnementale majeure permet-elle de saisir finement les fondements de la non acceptabilité sociale en évitant la moraline¹⁹ et le rejet de l'un ou l'autre acteur? Être associé à une partie prenante (Pétrolia en ce qui nous concerne) influence-t-il de manière indue cette compréhension? Ou comme nous l'avons souvent dit en cours d'action : pouvons-nous être des acteurs non neutres et impartiaux? Si de notre point de vue, cela ne posait au départ pas de problème, il est manifeste que la perception que d'autres acteurs en ont diffère de manière

¹⁹ « La moraline (j'emprunte ce terme à Nietzsche) est la simplification et la rigidification éthique qui conduisent au manichéisme, et qui ignorent compréhension, magnanimité et pardon. Nous pouvons reconnaître deux types de moraline : la moraline d'indignation et la moraline de réduction qui, du reste, s'entre-nourrissent » (Morin, 2004, p. 57)

drastique de notre propre positionnement. Une autre question de recherche pourrait être alors : un éco-conseiller discrédité par son appartenance institutionnelle peut-il s'associer à un processus de dialogue public dans un rôle d'acteur non neutre et impartial? Si oui, comment? Et si non, comment peut-il quand même poursuivre les finalités éthiques (un monde juste, libre, vert et responsable) de sa fonction dans les circonstances? Et nous devons également ajouter à ces interrogations un approfondissement des termes : « non neutre » et « impartial ». Nous avons eu nous-mêmes parfois bien des difficultés à retrouver notre cohérence interne d'acteur non neutre et impartial lorsque les réactions sociales nous plaçaient en situation de dissonance cognitive²⁰.

4.3. Recommandations

Au niveau de l'argumentation, tant pour Pétrolia que pour la pratique de l'éco-conseil, faire ressortir les dissemblances entre l'industrie pétrolière d'ici et d'ailleurs est intéressant. Cependant pour Pétrolia, il peut être plus avantageux de se comparer au meilleur, et de s'en inspirer pour proposer des solutions innovantes, plutôt que de se comparer au pire, ce qui tend à faire croire à une forme d'autojustification. Pour la pratique de l'éco-conseil, il est important de se pencher sur les deux raisonnements par comparaison : ils permettent de maintenir un esprit critique et de rechercher des solutions pertinentes issues des deux argumentations.

Lors d'une controverse socio-environnementale, les tensions entre les parties prenantes sont élevées et le dialogue de sourds s'installe facilement. Cependant, prendre conscience de son propre discours et de son raisonnement permet une meilleure compréhension des paroles et des gestes de l'autre partie. Comme nous l'avons mentionné à la section 3.3, se laisser influencer octroie le plus souvent une capacité à influencer l'autre.

²⁰ La dissonance cognitive fait référence à un état de tension ressenti par un individu lorsque certaines de ses opinions, croyances et connaissances sont en contradiction. Cette notion est davantage élaborée à la section 5.2.2 du présent rapport.

Malgré les tentatives d'établir une communication avec tous les acteurs de la controverse, certaines personnes refusent catégoriquement de dialoguer avec l'industrie. Peut-être qu'ils ne représentent pas la majorité des citoyens, mais leur mobilisation est bruyante et peut avoir une grande influence sur les décisions publiques prises en lien avec l'exploitation pétrolière. Qu'est-ce qui motive ce refus total des projets, en cours ou à venir, au point qu'aucun compromis ne leur semble possible? Comment se fait-il que les médias semblent pour la plupart préférer relayer l'information des opposants? Exclure du débat des personnes même très opposées ne semble pas une solution, car cela peut les mobiliser davantage. Toutefois, comme ce fut le cas avec les Forums, elles peuvent s'exclure d'elles-mêmes et faire pression sur les parties prenantes en agissant en dehors du dialogue instauré. C'est pourquoi une recherche sur les fondements de la non acceptabilité sociétale serait utile pour mieux comprendre cette opposition virulente, que ce soit pour l'exploitation pétrolière ou tout autre projet qui fait l'objet d'une controverse.

Pour le moment, il nous semble qu'il ne serait pas très utile d'organiser un autre dialogue public d'envergure. Pour mieux pratiquer l'éco-conseil, nous pensons qu'il faut d'abord comprendre mieux pour ensuite décider d'agir autrement. À la suite de cette expérience, nous devons en effet invalider notre hypothèse qui voulait qu'il soit possible de contribuer à un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable avec l'exploitation pétrolière pour autant que les conditions d'exploitation soient basées sur le résultat d'un dialogue public inclusif d'envergure organisé dans un cadre peu formel (même s'il a été longuement préparé et discuté). Les conditions d'exploitation n'ont pas pu être mises en dialogue puisque le rejet de l'activité a prévalu.

5. Démarche de développement durable à l'interne

Un nombre grandissant d'entreprises et d'organismes s'intéresse au développement durable. Pour certaines de ces organisations, la responsabilité sociale est principalement une question d'image. Leur stratégie de communication peut toutefois se retourner contre elles lorsqu'elles sont accusées de faire de l'écoblanchiment²¹. D'autres organisations choisissent véritablement de joindre la parole au geste et entreprennent une démarche structurée pour améliorer leur performance environnementale, sociale et économique.

Les éco-conseillers sont formés pour accompagner ces organisations à travers le changement. La mission de certaines entreprises semble parfois se prêter facilement à une démarche de développement durable, par exemple la production de papier à partir de matières recyclées (Cascades) ou l'offre de services financiers par un réseau coopératif administré par ses membres (Desjardins). L'association entre un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable et une entreprise visant l'exploration et l'exploitation d'une ressource non renouvelable, dont l'utilisation est la cause première de l'augmentation rapide des gaz à effet de serre, ne se fait pas naturellement! Ce qui nous mène à notre troisième question : « comment l'éco-conseiller peut-il accompagner une compagnie pétrolière dans une démarche interne de développement durable? »

5.1. Actions

En Gaspésie, Pétrolia a tenté d'entreprendre un dialogue avec la communauté en participant notamment à l'élaboration des Forums. Ses actions en ce sens font partie d'une démarche de développement durable avec le milieu. Aucune législation ne l'obligeait, l'entreprise voulait devenir un bon citoyen

²¹ De l'anglais « greenwashing », ce terme est utilisé pour désigner une opération de relations publiques menée pour tenter de masquer des activités polluantes et tenter de présenter un caractère respectueux de l'environnement (Office de la langue française, 2010).

corporatif au Québec et dans la localité où se déroulent ses activités. Les actions et les propos considérés comme étant inhabituels pour une industrie ont fait l'objet d'un scepticisme, voire d'un rejet, de la part de plusieurs acteurs, qui considèrent cette nouvelle approche comme de l'écoblanchiment. Afin d'accroître la crédibilité des propos et des actions de la compagnie et de les mettre en concordance avec ce qui est annoncé et donc dans le but d'éviter la perception d'écoblanchiment, une démarche de développement durable a été instaurée au sein de l'entreprise même.

Une telle démarche doit permettre d'augmenter la cohérence de la compagnie, tout en impliquant le personnel dans la réflexion et la mise en oeuvre du développement durable. Afin de démontrer l'intérêt de ce processus, des documents de compagnies reconnues pour leur participation au développement durable et liées directement ou indirectement avec l'exploitation de ressources non renouvelables (Rio Tinto Alcan, Alcoa, BHP Billiton, Ressources d'Arianne, Gaz Métro, IamGold) ont été consultés puis transmis à Isabelle Proulx. Les principales étapes d'une démarche de développement durable (Annexe 9) peuvent être présentées comme un cycle, puisque cela se fait en continu.

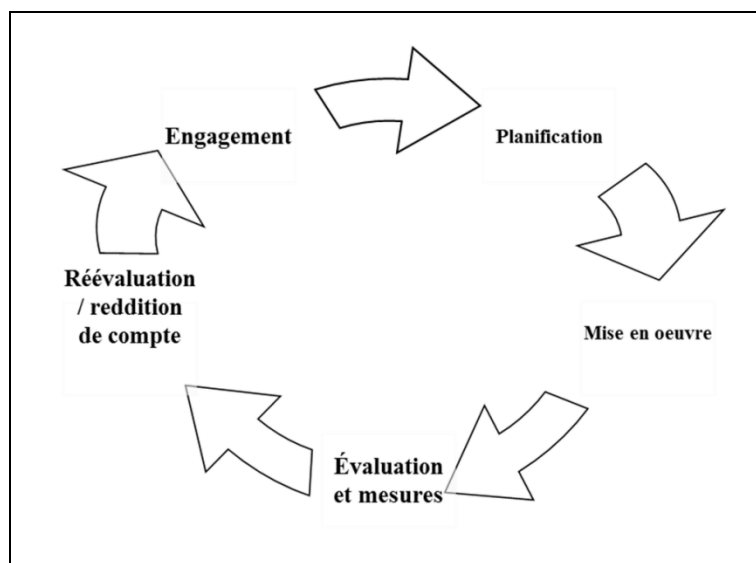


Figure 1 : Étapes de la démarche de développement durable
(inspiré de Riffon, 2011)

La première phase est celle de l'engagement et a pour objectif l'élaboration d'une politique de développement durable, qui devra être diffusée publiquement. Cette

politique doit idéalement représenter les valeurs des employés et des dirigeants de la compagnie et ainsi servir d'orientation aux plans d'action qui seront mis en œuvre par la suite. Un bilan diffusé annuellement et indiquant l'atteinte ou non des objectifs permet ensuite à l'entreprise de démontrer en toute transparence sa performance en matière de développement durable à ses parties prenantes, mais aussi de pouvoir ajuster sa démarche afin de la rendre plus efficace. La première phase engagée avec Pétrolia, soit celle de l'engagement, requiert plusieurs rencontres avant d'arriver à la rédaction de la politique.

La première rencontre a eu lieu au siège social de Pétrolia, le 17 août 2012. Peggy Henry était sur place pour animer la rencontre. Les huit participants ont pu également voir une présentation par téléconférence de Nadège Tollari, vice-présidente Recherche et développement de la compagnie d'exploration minière Ressources d'Arianne. Le but de cette rencontre d'une heure était de sensibiliser au développement durable et d'expliquer globalement la démarche aux participants. Puisque les membres du conseil d'administration ne pouvaient être présents, un court questionnaire leur a été transmis par courriel afin de connaître leurs préoccupations concernant le développement durable (Annexe 10). Aucun questionnaire n'a toutefois été retourné.

La deuxième rencontre s'est de nouveau déroulée à Québec, le 9 octobre 2012. Nicole Huybens a animé la réunion, accompagnée de Peggy Henry. L'objectif de la rencontre était d'engager un dialogue entre les employés au sujet du développement durable et leur vision de la démarche. Sur la douzaine de personnes présentes, quelques-unes ont exprimé de différentes façons leurs doutes quant à la nécessité d'une telle démarche. L'activité de discussion n'a pas eu lieu comme prévu, faute de temps.

À la suite de cette deuxième rencontre, Nicole Huybens, Peggy Henry et Isabelle Proulx ont convenu d'établir une liste d'actions concrètes liées au développement durable, et de la transmettre aux employés et aux gestionnaires afin qu'ils puissent choisir individuellement les actions qui leur conviennent. Un plan d'action préliminaire pourra être élaboré à partir de leurs choix. Cette façon de faire

permettra aux personnes plus timides de s'exprimer, en plus de donner des exemples concrets à ceux qui trouvent le développement durable abstrait. La politique de développement durable pourrait être rédigée une fois que le personnel et les cadres de Pétrolia saisissent bien la démarche.

Afin de rédiger cette liste d'actions, les chercheuses ont consulté des plans d'action et d'autres documents provenant de plusieurs organisations entreprenant une démarche de développement durable, mais dont la mission peut être parfois perçue comme contradictoire avec cet objectif : Loto-Québec, le ministère des Ressources naturelles, Hydro-Québec, Ressources d'Arianne, Alcoa, etc. Le document a été transmis puis diffusé à l'intérieur de l'entreprise (Annexe 11) au mois de novembre 2012. Au moment de la rédaction de ce rapport, nous n'en connaissons pas la suite.

5.2. Résultats et discussion

Bien que de plus en plus de personnes soient sensibilisées à l'importance du développement durable, accepter de changer ses comportements pour embrasser une nouvelle façon de faire ne se fait pas toujours aisément. La « résistance au changement » est une réaction normale, et c'est pourquoi certains employés peuvent rejeter la démarche de développement durable. L'approche participative et inclusive est souvent privilégiée pour faire face à ce genre de situation que l'on peut qualifier de résistance au changement :

La perspective constructiviste du changement permet souvent de faire l'impasse sur la résistance au changement parce qu'elle implique la reconstruction d'un problème et des solutions choisies au fur et à mesure des rencontres et des évolutions des représentations individuelles et collectives. (Huybens, 2012b, p.124)

Cette approche participative a été adoptée par les chercheuses pour la première étape de la démarche chez Pétrolia. Néanmoins, la sollicitation active de la participation des employés ne suffit pas à garantir à elle seule le succès de la démarche. Lors des deux premières rencontres de sensibilisation à l'automne 2012, quelques employés ont fait part de leur réticence. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette résistance à s'impliquer pour le développement durable. Si la

démarche ne se poursuit pas, il est probable que les représentations des différents acteurs n'évolueront pas.

5.2.1. La structure de l'entreprise

L'entreprise Pétrolia est une jeune PME avec un petit nombre d'employés permanents. Sa ligne hiérarchique est courte, c'est-à-dire qu'il y a peu d'échelons entre la haute direction (le sommet stratégique) et les employés. Cette caractéristique est typique des organisations entrepreneuriales selon Mintzberg (cité dans Huybens, 2011). Toujours de l'avis de cet auteur, le changement s'opère efficacement au sein d'une telle entreprise lorsque le leader est rendu visionnaire. Celui-ci a la capacité de « transforme[r] un problème ou un obstacle en une opportunité. (Mintzberg, cité dans Huybens, 2012b, p.112) » Ainsi, les pressions sociales faites envers l'industrie pétrolière peuvent être perçues comme un avantage pour une direction qui s'engage sur la voie du développement durable. Isabelle Proulx, vice-présidente Développement des affaires, agit en ce sens et fait la promotion du changement à l'interne comme à l'externe.

Une autre caractéristique de l'entreprise est que la majorité de ses employés sont des professionnels. Mintzberg rappelle que ces individus possèdent souvent une grande autonomie en raison de leur expertise particulière. Afin de faciliter le changement à l'intérieur d'une telle organisation, la valorisation de leur expertise est à privilégier. Une planification imposée est généralement mal acceptée.

Afin de rendre la démarche de développement durable plus efficace en tenant compte de la structure organisationnelle de l'entreprise, le sommet stratégique devrait affirmer plus clairement son intérêt à y participer et joindre des gestes à ses paroles. En plus de la vice-présidente, il serait souhaitable que le président se positionne en faveur de cette démarche. La vice-présidente aurait ainsi l'appui nécessaire pour faire avancer la démarche de développement durable au sein de son entreprise. Le rôle des actionnaires est important également dans la prise de position en faveur d'une réflexion et d'un plan d'action de développement durable. L'approche d'abord participative pourrait devenir un peu plus directive, sans

toutefois dicter les choix. L'opinion des professionnels doit être sollicitée, car ils sont en général réticents à une planification imposée. Il doit être énoncé clairement que l'entreprise s'engage dans cette démarche, qu'une réflexion doit être menée avec les employés et les cadres.

5.2.2. La dissonance cognitive

Lorsqu'un individu effectue une action contraire à ses opinions, l'inconfort qu'il peut ressentir est appelé « dissonance cognitive²² » (Festinger, 1957, pour les premières apparitions du terme; Tavis, 2010). Une personne en dissonance cognitive va tenter de se sortir du malaise en modifiant son comportement ou en réinterprétant son attitude (ses représentations).

L'industrie pétrolière, en dehors de la sphère économique et politique, a mauvaise presse. Elle est accusée d'être responsable de nombreux problèmes environnementaux, et de ne pas contribuer à l'enrichissement des collectivités²³. Cela dit, aucun employé, gestionnaire ou actionnaire de cette industrie ne souhaite qu'elle ait volontairement des impacts environnementaux et socioéconomiques négatifs. Ils travaillent et investissent dans des compagnies d'hydrocarbures en pensant plutôt aux aspects positifs, comme le roulement de l'économie, leur enrichissement ou accomplissement personnels. Cela ne les empêche pas d'effectuer des gestes pour l'environnement (recycler à la maison) ou pour le mieux-être des moins nantis par le mécénat et de promouvoir dans le monde professionnel les meilleures technologies disponibles.

La réflexion sur le développement durable proposée aux employés de Pétrolia lors des deux rencontres qui ont été organisées peut faire ressortir certaines

²² La dissonance cognitive désigne un état de tension considéré comme désagréable quand une personne est confrontée à une attitude et un comportement incompatibles entre eux : je suis écoresponsable (attitude) et je conduis une voiture (comportement). Placés dans ces situations les individus tentent de restaurer leur cohérence interne par des stratégies de réduction de la dissonance. Pour l'exemple qui nous occupe, la personne retrouve facilement une cohérence interne avec cette opinion : « Il faut bien que je dispose d'une voiture dans une région où il n'y a pas de transport en commun ».

²³ Pour citer quelques sources sur la perception de l'industrie pétrolière : <http://www.lactualite.com/societe/bruce-anderson-et-lacceptabilite-sociale?page=0,2> et <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/336662/ressources-soyons-plus-exigeants>

contradictions entre les actions et les opinions des personnes impliquées dans l'entreprise Pétrolia, créant ainsi de la dissonance cognitive. La réaction de plusieurs employés aux rencontres de sensibilisation a été de refuser implicitement la démarche, l'un d'entre eux affirmant que « les activités de Pétrolia n'ont pas d'impact sur l'environnement ». Lors des deux rencontres de sensibilisation, le fait que « la consommation de pétrole soit le véritable problème » a été plusieurs fois évoqué. Un enjeu majeur lié au pétrole est effectivement les émissions de gaz à effet de serre résultants de sa combustion. Cependant, il existe aussi des impacts au niveau des activités d'exploration et d'exploitation. Les actions pour diminuer les impacts de l'une comme de l'autre ne sont pas contradictoires. Ainsi, le fait que la consommation de pétrole est plus polluante que son exploitation n'empêche pas de mettre en place des processus de développement durable à l'interne. L'entreprise Pétrolia peut s'impliquer pour le développement durable là où elle a une possibilité d'agir. Par exemple, si elle n'a aucun pouvoir sur l'utilisation de carburants par les consommateurs, elle peut toutefois améliorer ses performances énergétiques et mettre en place des mesures de réduction de la consommation d'essence pour le déplacement de ses propres véhicules. Ces comportements responsables ne sont pas nécessairement en contradiction avec la mission de l'entreprise, qui est d'explorer et d'exploiter des hydrocarbures.

Il est possible que la controverse sur les hydrocarbures soit ce qui alimente en partie la dissonance cognitive chez des employés. Ainsi, une question qui pourrait davantage être explorée lors d'une future recherche est « comment une entreprise peut-elle devenir responsable socialement tout en étant l'un des acteurs discrédités d'une controverse socio-environnementale? » Ou une autre question sans doute plus pertinente : comment une entreprise qui exploite des ressources non renouvelables au Québec peut-elle recadrer l'inévitable dissonance cognitive qui amène les employés à se forger une cohérence interne et les amener à participer à un monde libre, juste, vert et responsable?

5.3. Recommandations

La réflexion sur le développement durable débutée chez Pétrolia n'est en aucun cas régie par une loi ou une norme, c'est une démarche entreprise volontairement. Cependant, les efforts déployés lors d'une telle démarche peuvent s'avérer intéressants, non seulement d'un point de vue éthique mais également pour asseoir la crédibilité d'une entreprise dans ses relations avec les citoyens. Une éco-conseillère en poste dans une entreprise d'extraction minière a mentionné, lors d'une conversation privée, qu'un ancien commissaire au BAPE lui aurait révélé que « les entreprises qui ne sont pas sérieuses dans leur démarche de développement durable, on les sent rapidement à l'odeur ». Avec ces paroles un peu crues, l'ex-commissaire mettait l'accent sur la nécessaire cohérence entre les actions à l'interne et le discours élaboré à propos du développement durable.

Selon la typologie du développement durable développée par Riffon et Villeneuve (2012), l'approche de la compagnie Pétrolia serait de type pragmatique, ce qui veut dire qu'elle choisit ses actions en fonction des opportunités et des projets qui se présentent. Cette approche est appropriée pour une PME dynamique. Toutefois, l'un des objectifs de Pétrolia étant de démontrer sa volonté d'améliorer ses pratiques, il serait profitable à l'entreprise de planifier davantage sa démarche, afin de pouvoir communiquer efficacement ses avancées. Des documents officiels, tels qu'une politique de développement durable, ainsi qu'un rapport de développement durable (pouvant faire partie du rapport annuel), devraient être diffusés publiquement. Le rapport de développement durable devrait montrer les résultats de ses efforts idéalement avec des indicateurs de suivi. Un comité d'employés pourrait se charger de faire le suivi du plan d'action préalablement établi.

Malgré la dissonance cognitive ressentie initialement par plusieurs employés de Pétrolia, il est recommandé de continuer la réflexion sur la manière dont l'entreprise peut participer à un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable. En tenant compte de la mission de la compagnie et de ses moyens, comment peut-elle diminuer ses impacts environnementaux? Comment peut-elle augmenter les bénéfices pour la communauté de façon durable? Il serait tentant

d'éviter d'inclure dans la démarche un enjeu important et de compenser avec un autre. La gestion des gaz à effet de serre par exemple, peut sembler à première vue être en contradiction avec la mission de l'entreprise, mais c'est aussi là que cette dernière pourrait faire preuve de leadership au sein de la nouvelle industrie des hydrocarbures au Québec. Comptabiliser les gaz émis selon un inventaire normalisé (ISO 14064-1, par exemple), élaborer un plan pour réduire les émissions, expliciter les cibles à atteindre et les raisons pour lesquelles Pétrolia s'engage dans cette voie sont des exemples d'actions à mener.

Conclusion

L'arrêt des Forums sur les hydrocarbures rappelle à quel point la démocratie participative est fragile. Il serait tentant de penser que les efforts entrepris pour mettre en place un dialogue sur l'exploitation pétrolière et une réflexion sur le développement durable ont été vains. Néanmoins, nous avons vu que des participants avaient apprécié l'occasion de discuter et d'échanger qu'avait permis la première rencontre des Forums. Même si le processus en lui-même a manifestement été un échec, le besoin de certains acteurs d'un mode de prise de décision par le dialogue est présent et il s'agit à notre sens d'un espoir pour des décisions plus consensuelles.

Les résultats de notre recherche nous obligent à invalider notre hypothèse initiale. Nous pensons qu'il faut maintenant se pencher sur le phénomène de la « non acceptabilité sociétale » de toutes sortes de projets de développement pour mieux comprendre leur signification sociale avant de proposer d'autres pistes de solutions.

Les personnes qui s'objectent à une activité quelle qu'elle soit sont porteuses d'un message social que d'autres peinent à entendre. De la même façon, les personnes qui font la promotion avec enthousiasme une activité de développement sont porteuses de valeurs que d'autres ne peuvent pas considérer comme valides. Nous pensons qu'il s'agit là d'une mésentente sociétale (de société, qui se situe au niveau des consensus sociaux fondateurs d'une culture) et c'est pourquoi nous solliciterons d'autres fonds de recherche pour mieux comprendre ce fait de société.

Nous pourrions explorer par exemple une nouvelle hypothèse : « l'implication de l'éco-conseiller au sein de la controverse lui permettra de saisir les fondements de la non acceptabilité sociétale ». L'une des questions à poser pour répondre à cette hypothèse pourrait être « comment une entreprise peut-elle participer à une prospérité responsable tout en étant un des acteurs d'une controverse socio-environnementale? ». Une autre question concerne plus la pratique de l'éco-conseil : « par quels moyens un éco-conseiller peut-il faire participer les acteurs d'une

controverse à un monde libre, juste, vert et responsable? » Nous pensons enfin qu'il sera dans l'avenir important de se pencher sur le cas de l'acteur « neutre » et sur celui de l'acteur « impliqué ».

Bibliographie

Affolder, N. et al. (2011). *Independent Environmental Oversight : A Report for the Giant Mine Remediation Environmental Assessment*, Université de la Colombie-Britannique, 96 p.

Albarello, L. (2004). *Devenir praticien-chercheur : Comment réconcilier la recherche et la pratique sociale*, Bruxelles, éditions De Boeck.

André, P. et al. (2003). *L'évaluation des impacts sur l'environnement : processus, acteurs et pratique pour un développement durable*, 2^e édition, Presses internationales Polytechnique.

Barbier, R. (1996) *La recherche action*, Paris, Anthropos.

BAPE (2011). *Développement durable de l'industrie des gaz de schiste au Québec, rapport d'enquête et d'audience publique*, rapport 273 (février 2011). Sur le site : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape273.pdf>

Baril, J. (2006). *Le BAPE devant les citoyens : pour une évaluation environnementale au service du développement durable*, Les Presses de l'Université Laval.

Bélair-Cirino, M. (2012). « Conversation publique sur l'avenir minier - La qualité et l'éthique de la démarche sont mises en doute », *Le Devoir* (1^{er} mars 2012). Sur le site : <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/344029/conversation-publique-sur-l-avenir-minier-la-qualite-et-l-ethique-de-la-demarche-sont-mises-en-doute>

Blondiaux, L. (2008). *Le nouvel esprit de la démocratie : Actualité de la démocratie participative*, Paris : éditions Seuil, collection « La république des idées », 109 p.

Bourke, P. (2011). « Libre opinion : Aurons-nous du pétrole éthique au Québec? », *Le Devoir* (14 octobre 2011). Sur le site : <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/333512/libre-opinion-aurons-nous-du-petrole-ethique-au-quebec>

Brown, J., Isaacs, D., et Community, W. C. (2005). *The World Cafe: Shaping Our Futures Through Conversations That Matter*, première édition, éd. Berrett-Koehler.

Callon, M., Lascoumes, P., et Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain essai sur la démocratie technique*, Paris, Éditions du Seuil.

Coalition St-Laurent (2012). « La Coalition Saint-Laurent se réjouit que la CRÉGÎM entame une révision en profondeur de la démarche des Forums sur les hydrocarbures », communiqué de presse (20 juin 2012). Sur le site :

<http://www.davidsuzuki.org/fr/medias/communiqués-de-presse/2012/06/la-coalition-saint-laurent-se-rejouit-que-la-cregim-entame-une-revision-en-profo/>

Commission de l'éthique de la science et de la technologie (2004). « Au sujet du principe de précaution », tiré de *Pour une gestion éthique des OGM* (2003). Sur le site :

http://www2.ethique.gouv.qc.ca/OGM/html/principe_precaution.html

CRNT et CRÉGÎM (2010). « Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) », version finale, document pdf, 211 p.

Desrochers, P. et Shimizu, H. (2012). *Comment l'innovation rend les sables bitumineux de l'Alberta plus vert*, Montréal, Institut économique de Montréal, document pdf. Sur le site : http://www.iedm.org/files/cahier1012_fr.pdf

Duceppe, G. (2012). « Économie et environnement : indissociables! », *Journal de Québec* (1^{er} octobre 2012).

Festinger, L. (1957). *A theory of cognitive dissonance*, Stanford University Press.

Fisher R., Ury W. (1982). *Comment réussir une négociation*, Seuil.

Fournier, J. (2012). « Éolien : les Micmacs satisfaits de l'entente avec Innergex », *Graffici.ca* (6 août 2012). Sur le site : <http://www.graffici.ca/nouvelles/eolien-les-micmacs-satisfaits-entente-avec-1170/>

Gauthier, B. (2004). *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données*, quatrième édition, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.

Gouvernement du Québec (2013). *Loi sur le développement durable*, sur le site : <http://www.canlii.org/fr/qc/legis/lois/lrq-c-d-8.1.1/derniere/lrq-c-d-8.1.1.html#history>

Huybens N. (2010) *La forêt boréale, l'éco-conseil et la pensée complexe. Comprendre les humains et leurs natures pour agir dans la complexité*, Éditions universitaires européennes, 208 p.

Huybens, N. (2011). *Notes pour les cours de communication associés à la formation des éco-conseillers, tome 1 : session d'automne*, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, document pdf, 257 p.

Huybens, N., Segers, I. et Tremblay, D. (2011). *Rencontre de la Table de concertation sur l'avenir du terrain de l'ancienne usine de Port-Alfred*, 3^e compte-rendu, Chicoutimi, document pdf, 28 p.

Huybens, N. (2012a). *Notes pour les cours de communication associés à la formation des éco-conseillers, tome 2 : session d'hiver*, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, document pdf, 166 p.

Huybens, N. (2012b). « Éthique de l'éco-conseil : qu'est-ce qu'un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable? », Chicoutimi, Chaire en éco-conseil. Sur le site : <http://ecoconseil.uqac.ca/wp-content/uploads/2012/06/%C3%89thique-de-l%C3%A9co-conseil.pdf>

Institut du Nouveau Monde (2009). *Aux sciences, citoyens ! Enjeux et méthodes de consultation sur les enjeux scientifiques de notre temps*, sous la direction de Léonore Pion et Florence Piron, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 177 p.

Institut du Nouveau Monde (2011). « Lettre d'entente », sur le site : http://www.inm.qc.ca/images/stories/avenir_minier/Lettre_dentente_avec_organisation_qui_dfraie_les_cots_de_la_dmarche_2.pdf

INSPQ (2010). *État des connaissances sur la relation entre les activités liées au gaz de schiste*, rapport préliminaire (novembre 2010), sur le site : http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1177_RelGazSchisteSantePubRapPreliminaire.pdf

Jobin, B. (2011). « La mobilisation du concept de bien commun par des étudiantes et des étudiants du collégial dans une discussion portant sur une controverse sociotechnique », thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 510 p.

Kahn, A. (2007). *L'homme, ce roseau pensant... essai sur les racines de la nature humaine*, Paris : éditions Nil, 333 p.

Kaufmann, J.-C. et Singly, F. D. (1996). *L'entretien compréhensif*, Paris, éd. Nathan.

Finkelkraut, A. (1984). *La sagesse de l'amour : Essai*, Paris, éd. Gallimard.

Legault, G. A. (2006). *Professionnalisme et délibération éthique : Manuel d'aide à la décision responsable*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.

Marchetti, N. (2005). *Les conflits de localisation : le syndrome NIMBY*, dans la série des rapports bourgognes, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), 30 p.

McKibben, B. (2012). « Global Warming's Terrifying New Math : Three simple numbers that add up to global catastrophe - and that make clear who the real enemy is », *The Rolling Stone* (19 juillet 2012). Sur le site internet : <http://www.rollingstone.com/politics/news/global-warmings-terrifying-new-math-20120719>

Morin, E. (2004). *La méthode VI. Éthique*, Paris, Seuil.

Nation Haïda contre la Colombie-Britannique (2004). 2004 CSC 73, jugement de la cour suprême du Canada. Sur le site :
<http://www.canlii.org/eliisa/highlight.do?text=nation+haida&language=fr&searchTitle=C+anada+%28f%C3%A9d%C3%A9ral%29&path=/fr/ca/csc/doc/2004/2004csc73/2004csc73.html>

Nations Unies (1998). *Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*. Sur le site internet :
<http://unfccc.int/resource/docs/convkp/kpfrench.pdf>

Neck, H. *et al.* 2009. « The landscape of social entrepreneurship », *Business Horizons*, no. 52, p. 13-19.

Office québécois de la langue française (2008). « Principe de précaution », *Grand dictionnaire terminologique*. Sur le site internet :
http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26502068

Pierron, J.-P. (2009). *Penser le développement durable*, Paris, Éditions Ellipses, 238 p.

Québec ait meilleure mine (2012). « Bilan sur l'avenir minier de l'Institut du Nouveau Monde », communiqué de presse (26 septembre 2012). Sur le site :
<http://www.quebecmeilleuremine.org/content/bilan-sur-l%E2%80%99avenir-minier-de-l%E2%80%99institut-du-nouveau-monde>

Radio-Canada (2012). « Des citoyens de Gaspé disent un non catégorique au pétrole », *Radio-Canada* (18 octobre 2012). Sur le site :
<http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2012/10/18/005-gaspe-petrole-manifestation.shtml>

Riffon, O. et Villeneuve, C. (2011). « Approches et champs d'application du développement durable », présentation PowerPoint, 104 diapositives.

Riffon, O. (2012). « Typologie du développement durable », Chicoutimi, Chaire en éco-conseil, webinaire (6 mars 2012).

Schön, D. A. (1994). *Le praticien réflexif : À la recherche du savoir caché dans l'agir professionnel*, Montréal, Logiques.

Shields, A. (2012). « La réduction des GES et l'exploitation des hydrocarbures sont incompatibles », *Le Devoir* (12 mai 2012). Sur le site :
<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/349921/la-reduction-des-ges-et-l-exploitation-des-hydrocarbures-sont-incompatibles>

Taylor, C. (1992) *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin.

Tavris, C. et Aronson, E. (2010). *Les erreurs des autres : L'autojustification, ses ressorts et ses méfaits*, Markus Haller.

Villeneuve, C. (2011). « L'idée est belle, la réalité têtue! », dans *L'électrification des transports au Québec*, sous la direction de Pierre Delorme et Andrée-Anne Perron, Presses de l'Université du Québec, 176 p.

Wingert, J.-L. (2005). *La vie après le pétrole : de la pénurie aux énergies nouvelles*, préface de Jean Laherrère, Paris, Éditions Autrement, collection « Frontières », 221 p.

Young, H. (2012). « Les Québécois pessimistes face à Harper », *Canoe.ca* (11 mars 2012). Sur le site :
<http://fr.canoe.ca/infos/quebeccanada/politiquefederale/archives/2012/03/20120311-040418.html>

Annexe 1 : Entente de collaboration entre l'UQAC et Pétrolia

ENTRE : **L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI, POUR LA CHAIRE EN ÉCO-CONSEIL**, personne morale de droit public ayant le siège de ses affaires au 555, boulevard de l'Université, Saguenay, arrondissement de Chicoutimi, Québec, G7H 2B1, agissant et ici représentée par madame Francine Belle-Isle, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, et monsieur Martin Côté, vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Ci-après appelée : « **la Chaire** » ;

ET: **PÉTROLIA**, personne morale de droit public ayant le siège de ses affaires au 305, boulevard Charest Est, 10e étage, Québec, Québec, G1K 3H3, agissant et ici représentée par Madame Isabelle Proulx;

Ci-après appelée : « Pétrolia »;

Ci-après appelée collectivement : « **les Parties** » ;

ATTENDU QUE Pétrolia est une société d'exploration pétrolière dont la mission est de découvrir des gisements pétroliers sur le territoire Québécois ainsi qu'à les mettre en production;

ATTENDU QUE Pétrolia souhaite entreprendre une recherche praxéologique concernant le volet social de ses activités d'exploration et de production pétrolière, « *Recherche praxéologique concernant le volet social des activités de Pétrolia et évaluation menée dans ce cadre en regard du développement durable* » (ci-après appelé « le Projet »);

ATTENDU QUE Pétrolia désire s'adjoindre l'expertise de la Chaire aux fins de la réalisation du Projet;

ATTENDU QUE la Chaire possède l'expertise nécessaire à la réalisation de la présente entente;

ATTENDU QUE les Parties désirent confirmer leur entente par écrit;

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente entente.

2. OBJECTIF

La présente entente décrit la collaboration entre Pétrolia et la Chaire concernant un projet de recherche praxéologique (incluant recherche et implication dans l'action pour en retirer des connaissances nouvelles) dont le sujet général est l'évaluation des activités industrielles d'exploitation de ressources non renouvelables en regard du développement durable dans un contexte de controverse socio-environnementale.

Les parties s'entendent pour que les actions menées dans le cadre de l'entente qui les lie aient un double objectif :

- 1- connaître et décrire les phénomènes sociaux liés aux activités de Pétrolia dans leur complexité ;
- 2- agir avec une éthique de l'action pour un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable.

L'annexe 1 décrit les activités et livrables qui seront élaborés et fournis par la Chaire.

3. APPUI ET CONCERTATION ENTRE LES PARTIES

Les parties conviennent de se rencontrer, au besoin, pour analyser le fonctionnement de la présente entente et de procéder s'il y a lieu aux modifications ou ajustements requis.

Les parties conviennent que la présente entente n'a pas pour effet de limiter ou de restreindre de quelque façon que ce soit la possibilité éventuelle pour chacune des parties de conclure des ententes avec d'autres organismes.

4. PAIEMENT

- 4.1 L'entente globale est d'un montant de 60 000 \$.
- 4.2 Le paiement se fera en 12 versements égaux, un après chaque rapport d'activités et le premier de 5 % à la signature du contrat. Donc, 3000 \$ à la signature et 12 fois 4750 \$.
- 4.3 Advenant le cas où le travail réellement presté ne correspondait pas aux heures proposées (voir annexe), une révision de l'entente financière est possible. Un état d'avancement sera produit tous les mois.

5. BONNE FOI DES PARTIES

Les parties s'engagent à mener conjointement et de bonne foi, toutes actions visant la réalisation des activités prévues aux présentes.

Les parties s'efforceront de trouver les moyens qui permettront la réalisation de la présente entente et assureront un soutien réciproque au développement de celle-ci.

6. PROPRIÉTÉ DES RÉSULTATS

- 6.1** Tous les droits de propriété intellectuelle antérieurs demeurent la propriété de la partie qui les a développés. La présente convention n'a donc pas pour effet de transférer, en totalité ou en partie, tous les droits de propriété intellectuelle antérieurs à l'autre partie ou à qui que ce soit, à moins d'une entente spécifique à cet effet.
- 6.2** Tous les résultats des recherches découlant des travaux qui sont l'objet de la présente entente demeurent la propriété de Pétrolia. Malgré ce qui précède, Pétrolia reconnaît le rôle d'éducation, de formation et de recherche de la Chaire. Dans le respect de cette mission et pour autant qu'aient été prises des dispositions adéquates de protection, l'UQAC, la Chaire en éco-conseil et les professeurs pourront utiliser les résultats aux fins d'enseignement, de recherche et de publication dans le cours normal de la diffusion des connaissances, y compris la publication de mémoires, de maîtrises ou de thèses de doctorat.

7. ÉCHANGE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Sous réserve des lois applicables, Pétrolia et la Chaire peuvent échanger mutuellement de l'information confidentielle afin de faciliter les travaux de recherche. Pétrolia et la Chaire prendront des dispositions raisonnables pour protéger cette information et pour empêcher toute divulgation inopportune. À cet effet, l'accès à l'information confidentielle sera limité aux personnes de Pétrolia ou de la Chaire qui, de l'avis des parties à la présente, ont besoin dans l'exécution de leurs travaux de connaître cette information. Chaque partie doit également veiller à empêcher la divulgation de cette information à des tierces parties. Les informations confidentielles seront détruites à la fin du mandat.

8- PUBLICITÉ

Sous réserve de l'article 7, Pétrolia autorise la Chaire à mentionner le présent Projet ainsi que Pétrolia, par écrit ou verbalement et à l'inclure dans tous documents d'information, de promotion ou de publicité concernant la Chaire et ses activités.

9. NATURE DES TRAVAUX

Pétrolia reconnaît que les travaux de recherche de la Chaire seront basés sur la remise des livrables identifiés et convenus par les deux parties (avis techniques, rapports ou autres documents, rencontres et discussions) qui tiendront lieu de résultats pour Pétrolia. Les activités de recherche liées à l'action seront diffusées au fur et à mesure pour permettre une action endoformative (rétroaction directe sur l'action). Personne ne peut garantir avec certitude l'aboutissement des démarches praxéologiques, ni la validation certaine ou l'invalidation d'hypothèses de départ qui peuvent se modifier dans le cours de l'action.

La Chaire collaborera avec Pétrolia en vertu des présentes, conformément à ses procédures et politiques, avec diligence, au meilleur de sa connaissance et selon les règles de l'art.

10. L'ÉQUIPEMENT

L'équipement et le matériel acquis par la Chaire dans le cadre des travaux de recherche demeureront la propriété de l'UQAC.

11. FORCE MAJEURE

L'une des parties ne peut être tenue responsable devant l'autre partie de tout défaut ou retard dans l'exécution de la présente entente causée par des circonstances indépendantes de sa volonté, ce qui comprend, sans toutefois s'y limiter, les désastres naturels, les incendies, les conflits de travail ou les mesures gouvernementales qui rendraient impossible la réalisation de la présente entente.

12. RELATIONS JURIDIQUES

Rien dans la présente entente ne doit être interprété comme établissant une relation de mandant mandataire entre Pétrolia et la Chaire.

13. DURÉE DE L'ENTENTE

La durée de la présente entente est valide entre la date conventionnelle du 1^{er} novembre 2011 et du 30 novembre 2012. Les parties pourront, d'un commun accord, reconduire les présentes au moyen d'un avis écrit. Toute partie désirant y mettre fin avant terme doit donner à l'autre partie un préavis écrit de un (1) mois.

14. AVIS

Tout avis à être donné par une partie doit être donné par écrit, soit par messenger, soit transmis par télécopieur, soit par courrier recommandé, aux adresses suivantes :

POUR L'UNIVERSITÉ

Me Martin Côté, vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général

555, boulevard de l'Université

Saguenay, arr. de Chicoutimi (Québec)

G7H 2B1

Télécopieur : (418) 545-5519

POUR PETROLIA

Madame Isabelle Proulx,

305 Boul. Charest Est, 10^e étage

Québec, (Québec) G1K 3H3

Télécopieur : 418-657-1880

Les adresses ci-dessus pourront être modifiées de temps à autre sur avis écrit à cet effet. Tout avis, donné en vertu des présentes, sera réputé avoir été reçu le jour de sa remise par messenger ou de sa transmission par télécopieur, si remis ou transmis un jour ouvrable avant 15 h, ou sinon le jour ouvrable suivant. Tout avis donné par courrier recommandé sera présumé avoir été reçu le cinquième jour suivant la date de la preuve d'envoi si cette date est un jour ouvrable, sinon le jour ouvrable suivant.

15. MODIFICATION

Les parties conviennent de pouvoir modifier par écrit, d'un commun accord et en tout temps, l'un ou l'autre des articles de la présente entente et de soumettre ces modifications aux autorités compétentes de leur établissement respectif pour approbation.

16. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 La présente entente sera interprétée suivant les lois en vigueur de la province de Québec, Canada.

16.2 Le district judiciaire compétent pour entendre toute réclamation ou poursuite judiciaire relative aux présentes est le district judiciaire de Chicoutimi, Québec, à l'exclusion de tout autre district judiciaire.

16.3 La présente entente constitue l'accord entier intervenu entre les parties et remplace toute entente ou contrat, proposition, représentation, négociation ou accord oral ou écrit préalablement intervenu entre les parties, relativement à l'objet des présentes.

16.4 Toute clause trouvée illégale n'aura pas pour effet d'annuler la présente entente, lequel continuera indépendamment de telle clause à avoir son plein effet.

16.5 La présente entente ainsi que toute entente en découlant s'applique aux parties ainsi qu'à leurs successeurs, héritiers et cessionnaires autorisés.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES DÉCLARENT QU'ELLES COMPRENNENT BIEN LA NATURE ET L'ÉTENDUE DE LEURS DROITS ET OBLIGATIONS ET QU'ELLES ONT PU CONSULTER À CET EFFET.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À _____,
CE _____^{IÈME} JOUR DE _____ 2011.

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

**Francine Belle-Isle, vice-recteur à l'enseignement
et à la recherche**

**Martin Côté, vice-recteur aux affaires étudiantes
et secrétaire général**

PÉTROLIA

Isabelle Proulx, vice-présidente

INTERVENTION

Intervient à la présente entente, Mme Nicole Huybens, Ph. D., professeure, chercheure, qui reconnaît avoir lu la présente convention, en accepte tous les termes et conditions, en autant qu'elle soit concernée et reconnaît être liée par celle-ci.

De plus Mme Huybens atteste avoir obtenu, le cas échéant, toutes les approbations nécessaires à la réalisation du Projet de la part du ou des gestionnaires et/ou comités appropriés de l'UQAC et s'engagent à respecter et à faire respecter par tous les membres de son équipe à l'UQAC les règles et normes de sécurité applicables.

De plus, Nicole Huybens atteste avoir rempli le formulaire « Engagement du chercheur ».

Nicole Huybens

Annexe 1 :

Projet : Recherche praxéologique concernant le volet social des activités de Pétrolia et évaluation menée dans ce cadre en regard du développement durable.

Description de la Chaire en Éco-Conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi

La Chaire est un organisme universitaire dont l'un des principaux modes d'intervention est l'assistance professionnelle auprès d'organismes, d'institutions ou d'entreprises souhaitant élaborer des projets dans le cadre d'un développement durable. La Chaire s'engage uniquement dans des projets dont l'aspect innovateur comporte des éléments susceptibles de générer de nouvelles connaissances ou de nouvelles pratiques qui pourront être enseignées aux éco-conseillers, professionnels du développement durable, ou partagées avec la communauté scientifique. Les recherches incluant une méthodologie praxéologique entrent tout à fait dans ce cadre. Elles permettent l'action et la recherche en même temps, la rétroaction sur l'action à partir des enseignements retirés d'une sorte de dialogue entre des théories et des pratiques.

Contexte

L'exploitation des ressources pétrolières non renouvelables pose des problèmes éthiques en regard du développement durable. Par ailleurs, la controverse socio-environnementale entourant l'exploitation des gaz de schiste déteint sur d'autres activités d'exploitation, notamment les hydrocarbures. Malgré des différences importantes entre l'exploitation de gaz venant d'un sous-sol constitué de schiste et l'exploitation de pétrole venant d'un sous-sol constitué de grès, les activités de Pétrolia n'échappent pas à la controverse.

Pétrolia souhaite que ses activités d'exploration et d'exploitation du pétrole au Québec soient réalisées de telle sorte qu'elles participent à un développement régional qui perdure dans le temps, qui favorise l'indépendance énergétique du Québec et qui ait un impact minimal sur l'environnement. En ce sens, Pétrolia souhaite orienter sa vision d'affaires et ses relations avec la communauté vers une prospérité responsable : la création de richesses et leur répartition pour que le monde soit un peu plus juste, plus libre, plus vert et plus responsable.

La pratique de l'éco-conseil dans des industries pétrolières serait bonifiée par des recherches sur les « bonnes pratiques » entourant l'exploitation des ressources non renouvelables. Comprendre les controverses socio-environnementales dans leurs fondements, agir pour tenir compte de ces éléments, travailler avec les autres acteurs régionaux à un développement qui

perdure malgré le caractère nécessairement éphémère de l'extraction de ressources non renouvelables sont des thèmes de recherche importants pour la pratique de l'éco-conseil et donc pour la Chaire de recherche et d'intervention en éco-conseil.

Mandat

Les parties conviennent que, dans le cadre de cette entente,

- Mme Nicole Huybens, Ph. D., professeure, consacrera 50 heures de travail entre les mois de novembre 2011 et septembre 2012 (en plus de l'encadrement régulier offert aux étudiants inscrits à la maîtrise ou au doctorat) à ce projet de recherche praxéologique ;
- Mme Peggy Henry, éco-conseillère, étudiante à la maîtrise en éco-conseil, consacrera 20 h par semaine pendant 50 semaines entre le 1 novembre et le 30 octobre 2012 à ce projet, en attendant la possibilité de devenir étudiante au doctorat.
- La professeure et l'étudiante réaliseront les tâches suivantes :
 - la mise sur pied et l'animation d'un comité externe de suivi visant la prise en compte des préoccupations du milieu lors de la phase d'exploitation des puits de pétrole, la rédaction des comptes-rendus de ces réunions, l'analyse de leurs contenus et l'élaboration de recommandations pour la poursuite ;
 - la rédaction de textes, la révision de textes et l'analyse de textes et de réponses à des textes publiés par Pétrolia (en vue d'évaluer l'évolution des perceptions en lien avec les activités du comité externe par exemple);
 - l'animation à l'interne de discussions visant à bonifier les valeurs de Pétrolia et leur mise en œuvre au quotidien ;
 - des recherches documentaires dans la littérature scientifique pour éclairer des questions qui viendraient du public en général et du comité en particulier ;
 - l'analyse de la controverse sur les gaz de schiste pour en tirer des enseignements pour l'action ;
 - la mise en place d'actions à l'interne visant la congruence entre le fonctionnement organisationnel de Pétrolia et sa vision d'affaires ;
 - D'autres tâches peuvent compléter ou remplacer cette première ébauche si nécessaire, si lors des recherches et de la pratique, les parties conviennent qu'il serait important de faire autre chose.

Coûts totaux anticipés:	60 000 \$
-------------------------	-----------

Note 1 : Ces tarifs incluent les frais indirects à la recherche.

Note 2 : Aucune taxe applicable aux mandats de recherche.

Détails :

Conformément aux tarifs habituellement pratiqués à la Chaire et repris dans le document ci-joint présentant la Chaire en éco-conseil, sa mission, ses objectifs et la tarification

Étudiante : 50 semaines à 20 h/semaine à 45 \$/heure 45 000 \$

Professeure : 50 heures à 300 \$/heure
15 000 \$

Les frais de déplacement, d'hébergement et les per diem lors de voyages seront facturés en supplément au tarif pratiqué par l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Les heures passées en voyage seront facturées à 25 \$/heure.

Échéancier :

Dès l'entrée en fonction de l'étudiante, produire la vision d'affaires telle que discutée lors de la rencontre des 17 et 18 octobre à l'UQAC et qui apparaîtra dans le rapport annuel de Pétrolia.

Novembre 2011 : constituer le comité externe en lien avec les personnes responsables de ce type de tâches chez Pétrolia.

Fin novembre 2011 : produire le texte concernant les valeurs de Pétrolia en regard d'une prospérité responsable

Fin décembre 2011 : avoir constitué et animé au moins une réunion du comité externe (thèmes et déroulement à organiser) et une réunion interne (autour du document décrivant les valeurs de Pétrolia).

Lors de l'année 2012, une réunion du comité externe devrait être organisée chaque mois (une dizaine de réunions).

L'analyse documentaire, le travail sur les textes, les travaux d'analyse se dérouleront entre novembre 2011 et octobre 2012.

Les recommandations pour rendre congruents la vision d'affaires et le fonctionnement interne se feront au fil du temps chaque fois que l'occasion se présentera.

Tous les mois, l'étudiante fournira sur une page le décompte des heures consacrées

aux travaux en lien avec ce projet. Après 6 mois, un rapport d'étape sera produit. Le versement fixe de 4750 \$ sera versé à la réception de ce document.

En novembre 2012, l'étudiante rédigera un rapport d'activités reprenant les tâches réalisées et les résultats de la recherche praxéologique menée pendant les douze mois.

Personne contact

Hélène Côté, coordonatrice de la recherche
Chaire en éco-conseil
1-418-545-5011 x-2566
helene.cote4@uqac.ca

Annexe 2 : Compte rendu des présentations du 14 novembre 2011

Avant-propos

En 2008, Pétrolia a fait l'acquisition de nombreux permis d'exploration d'hydrocarbures sur le territoire de la Gaspésie. Active sur le territoire depuis, plusieurs puits ont été forés afin d'évaluer les gisements pétroliers et d'étudier la rentabilité d'une possible exploitation.

Considérant la nouveauté de l'industrie des hydrocarbures au Québec, les préoccupations croissantes concernant les impacts sociaux et environnementaux rendent essentielles des recherches. René Lefebvre, professeur à l'Institut national de recherche scientifique, a été mandaté pour effectuer une étude hydrogéologique pour évaluer les risques de contamination de la nappe phréatique des activités de la compagnie. Nicole Huybens, professeure en éco-conseil à l'Université du Québec à Chicoutimi, ainsi qu'une étudiante, Peggy Henry, également chercheure à la Chaire en Éco-conseil, entreprendront quant à elles une étude sociale sur l'exploitation du pétrole en Gaspésie. Les études de l'INRS et de l'UQAC ont obtenu un financement de la compagnie Pétrolia. Afin de présenter ces projets de recherche, Isabelle Proulx, vice-présidente de Pétrolia, a invité le 14 novembre dernier des élus, des représentants d'organisations, la population et les médias à rencontrer les chercheurs. La compagnie a également fait part de l'état d'avancement de ses activités et répondu aux questions du public lors de cette journée.

Synthèse des présentations

Deux présentations se sont déroulées le 14 novembre 2011, à l'Hôtel des Commandants. La première avait lieu en format dîner-causerie, devant un public d'invités composés de représentants d'organisations, d'entreprises et d'un comité de citoyens. Les participants étaient invités à poser des questions tout au long de la présentation. La présentation et les interventions ont été filmées par l'équipe de Télé-Gaspé. Toutefois, les invités devaient signer une entente pour que le matériel soit utilisé, chaque personne ayant le choix de consentir ou non.

La deuxième présentation a eu lieu en soirée pour le grand public et les médias. La compagnie Pétrolia, les chercheurs de l'UQAC et de l'INRS ont chacun présenté leur projet. Le public pouvait poser des questions et émettre des commentaires à la fin des présentations. La soirée a également été filmée, mais l'utilisation du matériel ne se fera que si les participants ont consenti.

Nicole Huybens et Peggy Henry ont promis de rédiger le compte-rendu des deux présentations. Le présent document est un document public.

Enjeux et préoccupations

Ce document est un compte-rendu des préoccupations par rapport à l’exploration et l’exploitation pétrolière relevées lors des deux présentations du 14 novembre dernier. Les différents commentaires des participants et des présentateurs (l’entreprise Pétrolia et les chercheurs de l’UQAC et de l’INRS) ont été synthétisés et classés en catégories selon les principaux enjeux ressortis au cours de la journée. Certaines préoccupations n’étaient pas partagées par tous, les avis contradictoires ont été explicités.

Enjeux	Préoccupations
Développement régional	<div>Harmonisation des industries<ul style="list-style-type: none">L’arrivée de l’industrie pétrolière pourrait nuire aux autres industries essentielles à la Gaspésie : pêche, tourisme, etc.Mettre en valeur des industries plus vertes.Comment l’industrie pétrolière pourrait aider les autres industries en Gaspésie? Y aurait-il possibilité d’octroyer du financement par exemple?</div> <div>Retombées économiques<ul style="list-style-type: none">Connaître le point de vue d’un économiste connaissant la région pour avoir l’heure juste sur les retombées des projets d’exploitation.S’assurer que les retombées bénéficient aux populations locales et non juste aux spéculateurs financiers.Faire de l’exploitation pétrolière un projet de société géré par les élus.L’entreprise ne doit pas se développer seule, elle doit le faire avec la région.Prendre les décisions ensemble, avec toutes les parties concernées (incluant les citoyens, mais aussi les actionnaires).Il ne faut pas que les expériences du passé (implantation des éoliennes, par exemple) se reproduisent.</div>

Nouvelle industrie au Québec	<p>La Gaspésie comme laboratoire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sentiment que les citoyens sont considérés comme des cobayes dans un laboratoire de recherche. • Bien étudier les conséquences des risques des activités pétrolières, mais également dévoiler les résultats avec transparence, au public, mais aussi à l’entreprise, même si cela peut ne pas lui plaire. ***Cette préoccupation a été répétée plusieurs fois*** • Les études de l’INRS et de l’UQAC doivent mener à des décisions véritablement éclairées et non simplement valider la position de l’industrie ou de Pétrolia. • La recherche est-elle nécessaire alors que les attitudes de l’industrie pétrolière et les risques de la fracturation hydraulique sont déjà connus. • Pour une plus grande multidisciplinarité, un juriste et un économiste devraient faire partie de la recherche. • Recherche de l’UQAC : <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour certains, il y a la préoccupation de connaître la méthodologie de l’UQAC ainsi que son calendrier. Leur démarche ne leur semble ni claire ni bien définie. ***Ce commentaire a été émis à plusieurs reprises*** ○ Pour les chercheuses de l’UQAC, il y a préoccupation de mettre en place un processus véritablement démocratique, et pour ce faire que les gens puissent influencer la façon de faire et le calendrier.
	<p>Encadrement législatif</p> <ul style="list-style-type: none"> • La législation actuelle est trop faible pour encadrer correctement cette industrie. • Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, qui octroie les permis d’exploration et d’exploitation d’hydrocarbures, a pour mandat de favoriser le développement de cette industrie. • L’inspection du ministère de l’intégrité des puits est-elle suffisante? • Le plafond de responsabilité d’une compagnie est de 30 millions de dollars et pourrait ne pas être suffisant en cas de déversement ou de contamination majeure. • Responsabilité de la compagnie de remettre en état les sites et les décontaminer entièrement s’il y a lieu. • La réglementation devrait permettre le partage équitable des risques entre la communauté et Pétrolia, ainsi que la répartition juste des richesses.
	<p>Technique de la fracturation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cas de fracturation hydraulique ailleurs : <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour certains, les puits effectués avec la fracturation hydraulique ont causé de grands dommages ailleurs, cette technique ne devrait donc pas être utilisée au Québec. ○ Pour Pétrolia, les études et les situations qui se sont passées ailleurs ne sont peut-être pas valides ici. Elle souhaite que des études soient faites, comme celle de l’INRS, pour le contexte gaspésien. La technologie pourrait être améliorée et adaptée à la réalité d’ici, par exemple des fluides plus propres, et si possible, ne pas utiliser d’eau. • Portée de l’étude de l’INRS : il faut s’assurer que la zone d’étude assez grande pour étudier la possible remontée des fluides de fracturation hydraulique à la surface et que l’eau salée soit également prise en compte, car elle est aussi importante que l’eau douce pour la Gaspésie. • Risques de la fracturation hydraulique : <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour plusieurs, les grands risques de la fracturation hydraulique sont : utilisation de produits chimiques, dont plusieurs hautement cancérigènes, utilisation d’une grande quantité d’eau, contamination de la nappe phréatique, remontée des boues. ○ Pour Pétrolia, les scientifiques doivent étudier ces risques, mais le plus grand risque est la cimentation. Les études vont informer avec des faits scientifiques. • Y a-t-il un plan pour traiter les eaux contaminées? Quelles sont les infrastructures nécessaires?

Démarche de l'entreprise Pétrolia	<div data-bbox="411 151 2534 378"> Temps <ul style="list-style-type: none"> • Moment choisi pour mandater les chercheurs : <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour certains, le mandat octroyé aux chercheurs arrive tardivement : les forages ont déjà été réalisés. ○ Pour Pétrolia, il était important de vérifier les possibilités d'exploiter avant de financer des études puisque ces dernières sont dispendieuses. • La compagnie va-t-elle précipiter ses actions afin de respecter le délai des claims? • Satisfaire à la fois la communauté (qui n'est pas pressée) et les investisseurs (qui sont pressés). </div> <div data-bbox="411 410 2534 1003"> Transparence et crédibilité <ul style="list-style-type: none"> • Le non-respect du droit de passage sur les propriétés privées mine la crédibilité de la compagnie quant à son désir de mettre en place un processus démocratique. • Éviter que les erreurs, comme le non-respect des propriétés ou encore l'erreur administrative concernant la torchère, se reproduisent. • La compagnie doit faire attention aux informations qu'elle diffuse afin qu'elles soient véridiques : <ul style="list-style-type: none"> ○ Quelqu'un a dit avoir trouvé une erreur sur le site web et souhaite que la compagnie la corrige. ○ Pétrolia s'engage à vérifier les informations sur son site web. • La compagnie doit divulguer toutes les données sur ses forages aux chercheurs, et s'il y a de l'eau découverte dans les puits, la transmettre à l'INRS pour qu'elle soit analysée. • Il y a une inquiétude que la compagnie choisisse la fracturation, même si elle dit privilégier le forage conventionnel. • Acceptabilité sociale : <ul style="list-style-type: none"> ○ Plusieurs personnes au cours de la journée ont dit avoir l'impression que la compagnie utilisait des paroles et des valeurs pour convaincre la population. Les chercheurs universitaires pouvaient également être utilisés pour faire passer l'acceptabilité sociale. ○ Pour Pétrolia, son approche est nouvelle et il est normal qu'elle en surprenne plusieurs. ○ Les chercheurs ont plutôt fait part de leur préoccupation de rester intègre. Le chercheur de l'INRS mentionne que ses résultats pourront éclairer la population. Ses recherches ne vont toutefois pas donner de réponse. • Devoir de Pétrolia de tenir ses promesses. </div> <div data-bbox="411 1036 2534 1263"> Financement des études de recherche <ul style="list-style-type: none"> • Inquiétudes par rapport à l'indépendance des chercheurs, financés par Pétrolia : il faut s'assurer que leurs travaux sont évalués par des pairs (vérifier qu'ils ne soient pas biaisés), que les résultats soient divulgués publiquement, que des articles soient publiés. • Les études doivent servir à la communauté, non pas seulement à Pétrolia. • L'implication des entreprises dans le financement des universités peut contribuer au problème de sous-financement de ces mêmes universités. • Les élus devraient fournir du financement à ces études afin que le pouvoir des connaissances appartienne à la population. </div> <div data-bbox="411 1295 2534 1479"> Prise de décision <ul style="list-style-type: none"> • Importance que l'entreprise attende le résultat des études afin de poursuivre ses activités (et se lancer dans la fracturation hydraulique par exemple). • Désir que le social et l'environnement soient pris en considération dans les décisions de la compagnie au même titre que l'économie. • Souhait que Pétrolia n'ait pas une foi démesurée en la technologie. </div>
--	--

**Création et
partage des
richesses****Propriété de l'entreprise**

- Entreprise publique :
 - N'importe qui peut acheter les actions d'une entreprise publique, ce n'est donc pas ou cela ne sera plus une entreprise québécoise, car des investisseurs étrangers peuvent acheter des actions...
 - ... mais il y aussi la possibilité pour des Gaspésiens d'investir.
- Exploration et exploitation pétrolière : industrie risquée, ce n'est pas tout le monde qui est prêt à investir.
- Importance de bien choisir les partenaires de projet : désir de garder 50 % des parts entre les mains du groupe d'actionnaires québécois afin que l'entreprise reste québécoise.
- Le conseil d'administration de Pétrolia pourrait avoir un représentant de la région qui ne serait pas intéressé.
- Ce ne doit pas être seulement les actionnaires qui bénéficient de l'exploitation pétrolière en Gaspésie.
- Souci de garder un équilibre entre la satisfaction de la communauté et celle des investisseurs. Ces derniers souhaiteraient produire le plus tôt possible.

Exploiter du pétrole au Québec

- Exploiter du pétrole ici pourrait permettre à des pays plus pauvres d'utiliser leur pétrole pour se développer.
 - Exploiter au Québec parce que le Québec a la chance de posséder cette richesse.
 - Le pétrole est une ressource précieuse, il peut être intéressant de l'exploiter. Mais l'eau est une ressource encore plus précieuse. Il ne faut pas que l'exploitation précipitée d'une ressource nuise à une autre.
 - Il faut faire attention aux chiffres annoncés dans les médias. Il n'y aura pas d'exploitation de 20 000 barils par jour d'ici demain. Cela prendra un peu de temps.
-

Gouvernance	Pouvoir de la population
	<ul style="list-style-type: none">• La Gaspésie « claimée » du jour au lendemain : ce n’est pas démocratique.• Il faudrait que tous les acteurs, incluant les citoyens, puissent prendre ensemble une décision éclairée.
	Pouvoir de l’État
	<ul style="list-style-type: none">○ Pour certains, le politique devrait asseoir ses priorités par rapport au développement régional, plutôt que de laisser l’industrie déterminer ce développement.○ Pour les chercheuses de l’UQAC, il faudrait en premier lieu que la population dise au gouvernement ce que devrait être le développement régional.• L’État devrait être celui qui mandate les chaires de recherche.
	Moratoire
	<ul style="list-style-type: none">• Si l’industrie des hydrocarbures demandait un moratoire au gouvernement : ce serait novateur.
Qualité du milieu de vie	<ul style="list-style-type: none">• Il faut garder la région comme elle est aujourd’hui, ne pas la changer.• Si l’industrie pétrolière s’installe, il y a un risque de le regretter plus tard.• Plusieurs sont préoccupés de devoir vivre avec les conséquences de l’exploitation pétrolière sur l’air, l’eau et le bruit.• Il faut que l’entreprise soit la plus invisible possible, dérange le moins possible.• Quitter la région s’il n’est plus possible de vivre en paix.• Que va-t-on léguer aux générations futures comme milieu de vie?

**Pétrole comme
énergie non
renouvelable**

- Il y a contradiction entre dire être contre l'exploitation pétrolière et utiliser une voiture pour ses déplacements.
 - Produire du pétrole sous prétexte que l'on en a besoin, c'est retarder le jour où il n'y en aura plus...
 - Exploiter du pétrole ici va peut-être retarder la transition vers des énergies alternatives.
 - Le pétrole, ce n'est pas durable. Ce n'est pas du développement durable.
 - Comment sortir du pétrole devrait être un projet de société.
 - Faire de l'exploitation pétrolière une activité éphémère permettant le développement à long terme de la région.
 - Une partie des profits de l'exploitation pourrait être réinvestie dans la recherche d'énergies renouvelables.
 - Utiliser le pétrole non pas comme énergie, mais pour fabriquer des produits à valeur ajoutée.
-

Annexe 3 : Entente (non signée) entre la CRÉGÎM et la Chaire



Entente de partenariat CRÉGÎM / Chaire en éco-conseil de l'UQAC

2012 – 2013

Contenu

Contexte	XXI
Nom du comité	XXI
Mandat du Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	XXII
Objectifs du Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	XXIII
Objectifs d'un partenariat à long terme entre la CRÉGÎM et la Chaire en éco-conseil de l'UQAC	XXIII
Rôles, responsabilités et méthodologies	XXIV
Échéancier	XXV

Contexte

La Conférence régionale des élus Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (CRÉGÎM) a décidé de constituer avec la Commission des ressources naturelles et du territoire (CRNT) une table de concertation sur les hydrocarbures à la fin de l'année 2011. Ce projet entre dans le cadre du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) adopté en 2010 et qui propose comme action :

« D'amorcer des actions de mise en œuvre pour les secteurs des mines et des hydrocarbures [..]: tenir une consultation publique régionale et rédiger un rapport synthèse résultant des informations recueillies permettant de définir clairement une position régionale en matière d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures terrestres se trouvant sur le territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine ».

En automne 2011, le Ministère des ressources naturelles et de la faune (MRNF) publiait le rapport préliminaire de l'évaluation environnementale stratégique (EES 2) portant sur la mise en valeur des hydrocarbures dans le Golfe du Saint-Laurent (milieu marin). Dans le cadre des consultations publiques organisées par le ministère et la firme GENIVAR en charge du rapport, la CRÉGÎM a rédigé un mémoire commentant l'EES 2 en vue de la rédaction du rapport final. A ce titre, la CRÉGÎM a précisé qu'elle comptait organiser une concertation sur le développement des hydrocarbures marins en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

De son côté, la compagnie d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures Pétrolia veut développer une approche plus responsable, un modèle positif qui pourrait influencer le gouvernement et l'industrie. Considérant qu'elle doit s'adapter au monde actuel et se développer en considérant les bénéfices mais aussi les risques pour la population, l'entreprise souhaite se rapprocher de la communauté où se déroulent ses projets et entamer un dialogue avec elle. C'est pour cette raison qu'elle a mandaté deux chercheuses de la Chaire de recherche et d'intervention en Éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) pour mettre en place un comité ouvert à tous (citoyens, élus, industriels, intervenants). La Chaire en éco-conseil de l'UQAC possède une expertise en matière de concertation et d'aide à la décision. Cette expertise est appliquée dans l'optique de bâtir « un monde plus juste, plus libre, plus vert et plus responsable » concernant l'exploitation du pétrole en Gaspésie. Ce comité doit fonctionner selon la démocratie délibérative.

Puisqu'un comité et une table sectorielle touchant au même sujet sur le territoire gaspésien et madelinot risquent de nuire au fonctionnement et à la crédibilité de ces projets, la CRÉGÎM et l'UQAC ont décidé de collaborer à la création d'un comité de concertation unique.

Nom du comité

La CRÉGÎM et la Chaire en éco-conseil de l'UQAC ont convenu que l'appellation Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine correspondait mieux au projet que celui de Table sectorielle premièrement employé par la CRÉGÎM.

Mandat du Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

Le Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine est créé pour réunir citoyens, parties prenantes et organisations régionales et municipales autour de la question du développement durable des hydrocarbures sur le territoire de la Gaspésie et de l'archipel madelinot.

Les participants du Forum devront se réunir et se concerter afin de **réfléchir aux conditions de développement durable de l'industrie des hydrocarbures en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine**. Des processus de concertation seront mis en place pour permettre aux acteurs présents de participer, dialoguer et obtenir de l'information sur le sujet.

Le Forum se penchera sur la question des hydrocarbures à l'échelle territoriale dans une perspective de développement durable. Les thèmes des rencontres aborderont tous les aspects scientifiques, éthiques, sociaux, économiques, environnementaux de l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en milieux marin et terrestre. Ces thèmes seront définis en fonction des principales préoccupations et interrogations exprimées par les participants lors des premières rencontres.

L'animation et l'encadrement des rencontres seront assurés conjointement par la CRÉGÎM et les chercheuses de la Chaire en éco-conseil de l'UQAC. Ensemble, ils conviendront d'un échéancier de rencontres, du budget prévu pour le projet, des thèmes à aborder (hydrocarbures terrestres, hydrocarbures marins, thèmes transversaux) ainsi que du format de concertation le plus adapté pour faciliter la participation de tous les acteurs présents.

Les rencontres du Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine seront ouvertes au public. Tous les citoyens ou acteurs régionaux souhaitant y participer et apporter leurs informations et commentaires seront les bienvenus, en autant qu'ils respectent les autres participants et le cadre proposé. Une liste d'acteurs régionaux sera également constituée. Elle réunira les acteurs régionaux qu'il est nécessaire d'informer de convier personnellement. Il faut s'assurer que ces acteurs puissent prendre connaissance du contenu des discussions et soient à même d'apporter leur contribution s'ils le désirent, même s'ils ne peuvent assister à toutes les rencontres.

A ce titre, la création d'un extranet donnant accès aux documents d'informations, aux dates, lieux et heures de rencontres, ainsi qu'aux comptes-rendus des précédents événements devra être créé. Les acteurs absents pourront demeurer informés de l'ensemble du processus en cours.

Afin de faciliter l'accessibilité aux discussions, le réseau de vidéoconférence régional sera mobilisé pour chaque rencontre. Ainsi, toutes les MRC du territoire possédant un site connecté au réseau (salle de classe, salle de réunion, etc.) pourront assister aux rencontres. L'objectif est

de limiter les déplacements en région et de permettre à chacun sur l'ensemble du territoire de participer. Ce dispositif est d'autant plus intéressant pour permettre la participation des Îles-de-la-Madeleine. D'autres outils, comme la webdiffusion, ou les dispositifs de téléprésence, pourront également être mis à disposition.

Les animateurs seront mobiles sur l'ensemble du territoire, afin de ne pas toujours animer la concertation à partir du même lieu, et ce par souci d'équité.

Pour l'année 2012, un maximum de 6 rencontres peut être organisé, avec un écart moyen d'un mois entre chaque événement. Un nombre total de 10 rencontres, s'étalant sur près de 18 mois, est envisagé afin d'aborder le plus grand nombre de thème pour parvenir finalement à faire émerger des éléments de consensus. À partir de 2013, le nombre et la fréquence des rencontres sera réduit jusqu'à l'arrêt de la concertation et la constitution du positionnement régional.

Objectifs du Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

À moyen terme, c'est-à-dire à échéance de 10 rencontres, le Forum sur les hydrocarbures permettra de faire émerger des éléments de consensus dans le but d'établir un positionnement régional en matière de développement durable des hydrocarbures en Gaspésie et aux Îles.

Le positionnement défini sera présenté au Gouvernement du Québec dans le cadre des négociations pour la future loi de gestion des hydrocarbures au Québec. Aucune date n'est pour l'instant arrêtée pour déterminer le démarrage de ces négociations. Actuellement, les hydrocarbures sont gérés par les amendements de la Loi sur les mines.

Pour la Chaire en éco-conseil de l'UQAC, l'objectif est d'étudier les processus de décisions au milieu d'une controverse socio-environnementale, avec la méthodologie praxéologique, pour ensuite élaborer et perfectionner :

- des outils pour des activités de participation délibérative inclusive, tant avec les acteurs intéressés et désintéressés
- des connaissances sur les processus de démocratie délibératives et les controverses socio-environnementales

Objectifs d'un partenariat à long terme entre la CRÉGÎM et la Chaire en éco-conseil de l'UQAC

À plus long terme, La CRÉGÎM et la Chaire en éco-conseil de l'UQAC souhaitent collaborer dans un échange de connaissances et d'expertise au sujet de la concertation et du développement durable. Ce partenariat s'inscrirait comme suit :

- Inscriptions d'agents de concertation de la CRÉGÎM dans des programmes de cours proposés par la Chaire en éco-conseil de l'UQAC
- Témoignages d'expériences vécues sur le terrain de la concertation par la CRÉGÎM auprès de la Chaire en éco-conseil de l'UQAC (partage d'expérience)

Rôles, responsabilités et méthodologies

Le Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine comptera sur l'expertise de la Chaire en éco-conseil de l'UQAC pour le soutien à l'animation et l'analyse des données issues des rencontres (formats de concertation adaptés, aide à la décision ; réflexion sur la dimension éthique de la démarche).

La CRÉGÎM entend garder un rôle de coordinateur du Forum sur les hydrocarbures, en tant qu'institution régionale. Les contenus et les types de réunions (pouvant varier en fonction du nombre de participants, des demandes des participants ou encore des contraintes liées au temps) ainsi que les objectifs de chaque rencontre seront construits avec les chercheuses de la Chaire en éco-conseil de l'UQAC et soumis à validation auprès de la CRÉGÎM. Les deux organisations co-animeront les rencontres.

La praxéologie est la méthodologie privilégiée par l'UQAC pour ce projet car elle permet aux chercheuses d'adapter leur démarche en fonction des résultats de leurs actions. Cette méthodologie offre une grande flexibilité de recherche et d'intervention dans des situations conflictuelles telles que des controverses socio-environnementales. Les apprentissages faits durant le forum aideront l'UQAC et la CRÉGÎM à adapter l'organisation et l'animation afin d'atteindre les objectifs.

Le forum sur les hydrocarbures en Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine fonctionnera selon la méthode de participation démocratique délibérative. Les acteurs intéressés comme désintéressés seront invités à se joindre au forum et à dialoguer en émettant leur avis et en écoutant celui des autres. Plusieurs techniques d'animation sont envisagées (world café, forum ouvert, évaluation multicritère, etc.) et le choix se fera en fonction du nombre de participants et des objectifs des rencontres. Les techniques choisies permettront d'éviter la confrontation en mettant sur le même pied d'égalité les différents acteurs. Le partage d'avis et d'informations diversifiées et représentant tous les aspects du développement durable (économie, environnement, social, législation, éthique, etc.) aidera à l'élaboration d'un consensus sur l'exploitation des hydrocarbures en Gaspésie et aux Îles.

A la suite de chaque rencontre du forum, les animateurs se réuniront pour faire le point et élaborer un compte-rendu commun, synthétisant efficacement tous les propos recueillis. Ce document sera rendu public par différents moyens. Afin de faciliter l'accès aux données et le suivi des rencontres, la CRÉGÎM et la Chaire en éco-conseil de l'UQAC créeront un extranet dédié à la mise en ligne de ces comptes-rendus ainsi que d'autres documents d'informations et le calendrier de rencontres. L'extranet pourra être hébergé par le site de la CRÉGÎM.

Afin de préparer au mieux les agents de concertation qui travailleront sur le projet du Forum sur les hydrocarbures de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, l'organisation d'un séminaire de formation de deux jours est envisagée. Cette formation sera donnée par la Chaire en éco-conseil. Elle sera également ouverte aux autres agents de concertation de la CRÉGÎM. Une rencontre de suivi de formation sera organisée au terme des deux premières rencontres du Forum.

Les dates et lieux de rencontres seront planifiés par la CRÉGÎM en accord avec la disponibilité des chercheuses de la Chaire en éco-conseil de l'UQAC et celle des partenaires financiers.

Échéancier

Activité	Date
Séminaire de formation, animé par la Chaire en éco-conseil de l'UQAC, auprès des agents de concertation de la CRÉGÎM	10 et 11 avril 2012
Forum n°1	24 mai 2012
Compte rendu du Forum n°1	1 ^e juin 2012
Forum n°2	19 juin 2012
Compte-rendu du Forum n°2	1 ^e juillet 2012
Suivi de formation, suite aux deux premières rencontres	3 juillet 2012

Situation actuelle

Après l'expérience de la mise en place des éoliennes sur son territoire, la Gaspésie tient dorénavant à prendre les décisions qui concernent son développement. À l'annonce de forages d'exploration pour le pétrole en 2008, un comité restreint a été constitué par le Conseil régional en environnement pour recueillir de plus amples informations sur les activités d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures. Au Québec, de nombreuses informations circulent au sujet de l'exploitation des gaz de schistes faite aux États-Unis. De nombreux citoyens se posent de nombreuses questions et se mobilisent contre cette industrie qui ne fait pas bonne presse. Pendant ce temps, les activités d'exploration de pétrole en Gaspésie se sont intensifiées. Le temps est venu d'ouvrir la discussion à un plus grand nombre de parties prenantes, d'obtenir davantage d'informations et de prendre des décisions éclairées.

La Conférence régionale des élus souhaite donc mettre en place une table sectorielle sur les hydrocarbures, à la fois pour le milieu terrestre et le milieu marin. Au même moment, la compagnie Pétrolia, qui possède la majorité des permis d'exploration du sous-sol de la péninsule gaspésienne, a mandaté la Chaire en Éco-conseil de l'UQAC pour mettre en place un comité ouvert et transparent sur la question de l'exploitation pétrolière en Gaspésie.

Plusieurs objectifs de la table sectorielle et du comité se ressemblent, et plusieurs intervenants invités seraient les mêmes. Afin d'éviter un dédoublement qui serait nuisible à la fois à la table et au comité, une réflexion a été entamée pour trouver une façon de collaborer qui serait bénéfique aux deux parties citées mais aussi aux autres acteurs présents sur le territoire.

Le schéma de la page suivante représente les différentes visions de la mise en place d'un comité ou d'une table sectorielle pour les hydrocarbures en Gaspésie : les objectifs de chacun, ainsi que leur questionnement propre.

Situation actuelle (différentes visions)

Mise en place en 2008 par le CRE, actif jusqu'en 2011

Comité Pétrole

Questionnement:

- Comment effectuer le transfert des informations obtenues, à la table sectorielle, mais également aux citoyens?

Cède sa place à...

Vision de la CRÉ

Table sectorielle Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine sur les hydrocarbures, milieux marin et terrestre

Ou

Table sectorielle pour le milieu marin

Table sectorielle pour le milieu terrestre

Questionnement :

- Quelle serait la participation des villes (ex. possibilité d'être observateurs)?
- Comment les citoyens seront-ils concertés et informés?
- S'il y avait deux tables, comment éviter le dédoublement?
- Comment arrimer la table avec le Forum hydrocarbures déjà en place aux Îles?
- Comment gérer la participation d'un si grand groupe (+ de 40)?

Objectifs :

- Faire ressortir les enjeux régionaux et les préoccupations
- Influencer la Loi sur les hydrocarbures
- Déterminer une position régionale sur les hydrocarbures

Vision de l'UQAC

Comité de réflexion et de prise de décision pour un monde plus libre plus juste plus vert et plus solidaire

Questionnement :

- Quel sera le mandat et le pouvoir du comité? À définir par les participants.

Objectifs :

- Mettre en place un processus démocratique ouvert et transparent afin que toutes les parties prenantes prennent une décision commune pour un développement durable
- Influencer la Loi sur les hydrocarbures

Vision de Pétrolia

Comité de suivi : dialogue et partage d'informations

Objectifs :

- Partager des informations scientifiques véritables pour le contexte de la Gaspésie
- Réunir autour d'une même table toutes les parties prenantes : citoyens, élus (villes et MRC), entrepreneurs, etc.
- Trouver des solutions pour que la cohabitation soit possible
- Influencer la Loi sur les hydrocarbures

À définir : Comment établir une collaboration pour que toutes les visions soient prises en compte et afin d'éviter le dédoublement?

Proposition (à discuter)

Nous proposons de former une seule table sectorielle sur les hydrocarbures, pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, mais avec deux volets : marin et terrestre. Le volet marin (dont la mise en place est déjà avancée) serait animé par les intervenants de la CRÉ. Le volet terrestre serait animé par l'UQAC. La table serait ouverte à tous, mais il est possible que des représentants soient choisis selon une procédure à élaborer avec les participants, si leur nombre était trop élevé. Les parties prenantes pourraient participer à un volet ou à un autre, selon leur intérêt. La CRÉ et l'UQAC feraient également le lien entre les deux volets.

Cette façon de fonctionner permettrait une collaboration et un échange d'outils de participation démocratique entre la CRÉ, Pétrolia et l'UQAC, en plus de rencontrer tous les objectifs visés.

Proposition (à discuter)

Une seule table sectorielle sur les hydrocarbures en Gaspésie
et Îles-de-la-Madeleine

Rencontres en alternance
(fréquence à déterminer)

Rencontre pour le milieu marin

Animation : agents de la CRÉ

Lien avec le volet terrestre : Peggy
Henry

Financement partiel (1): CRÉ

Rencontre pour le milieu terrestre

Animation : Nicole Huybens (3
premières rencontres) et Peggy Henry

Financement partiel (1) : Pétrolia

Lien avec le volet marin : agents de la
CRÉ

Participation : ouvert à tous (industriels, villes, organisations, citoyens). S'il y a trop de participants, ils se choisiront des représentants.

Objectifs :

- Faire ressortir toutes les préoccupations de toutes les parties prenantes.
- Prendre des décisions communes sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures avec une visée éthique explicite : un monde plus juste, plus libre, plus vert et plus responsable.
- Influencer la Loi sur les hydrocarbures
- Avoir une position régionale sur les hydrocarbures éclairée par toutes sortes d'avis

Partenariat

Établir un partenariat pour prendre des décisions pour un monde plus juste, plus libre, plus vert et plus responsable nécessite une réflexion sur ce que chacun apporte et ce que chacun reçoit. Cette réflexion est rarement explicitée, ce qui entraîne les acteurs dans des jeux relationnels de prédateur – victime (qui prend tout, qui ne reçoit rien). L'argent même s'il est facile à compter n'indique pas toujours ce que chacun donne à un processus comme celui qui pourrait se mettre en place en Gaspésie autour de l'extraction de ressources non renouvelables.

Le tableau ci-dessous est une ébauche de cette réflexion qui pourrait être bonifié avec tous ceux qui souhaiteraient le faire.

Qui donne quoi?	Citoyens : temps, idées, honorer les divergences CRÉ : outils de gestion participative, organisation, locaux, connaissances du milieu Pétrolia : informations, argent, développement économique et social Chercheur en hydrogéologie : connaissances, recherches, neutralité Nicole Huybens : outils de gestion participative et de démocratie dialogique, dissonance cognitive, connaissances, idées, éthique, impartialité Peggy Henry : recherche, dissonance cognitive, écriture et articulation des informations entre les rencontres, impartialité Nature : ressource non renouvelable, carbone
Qui bénéficie de quoi?	CRÉ : démocratie participative, outils Pétrolia : décision pertinente, crédibilité, apprentissage, richesses et redistribution Milieu : décisions pour un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsables, bien-être, apaisement des tensions Chercheur en hydrogéologie : fonds de recherche Nicole Huybens : fonds de recherche Peggy Henry : bourse de doctorat, connaissances Citoyen : connaissances, une plus grande démocratie, plus de voix Nature : sites gérés et restaurés, plus de précaution dans les activités d'exploitation et d'extraction, compensations (GES par exemple)

(1) Financement partiel :

Actuellement, dans les deux tables seraient majoritairement financées par une partie « institutionnelle » en ce qui concerne leur animation. Il nous semble qu'il serait intéressant

que les deux tables bénéficient de financements diversifiés pour assurer un peu plus de crédibilité à l'ensemble. Le tableau ci-dessous montre que chaque acteur apporte en fait quelque chose pour ce qu'il retire du processus. Mais il serait intéressant de voir comment la table pourrait être co-financée de manière plus explicite par ailleurs.

Vous l'aurez compris et nous insistons sur le fait que la réflexion est incomplète et devrait être alimentée par nos discussions.

Il serait intéressant que chaque acteur puisse énoncer ce qu'il apporte au processus et ce qu'il en retire. Même si l'exercice paraît difficile, il permettrait d'assurer un peu d'équité et une représentation plus réaliste d'une situation perçue aujourd'hui dans une logique de prédateur – victime.

Le tableau de la page précédente présente ce que les acteurs peuvent gagner de ce partenariat. Une case pourrait également être ajoutée afin de mettre de l'avant ce que les différents acteurs pourraient perdre dans le processus. S'il manque des acteurs, ils pourraient aussi être ajoutés.

(2) Ouverture à tous

Nous préférons faire une proposition d'ouverture à tous, même si cela paraît plus difficile a priori. La situation de grande controverse socio-environnementale entourant l'exploitation des ressources minérales, non renouvelables ou énergétiques est à la fois un handicap et une opportunité. Nous préférons penser que cette situation pourrait être une opportunité pour développer l'intelligence collective et initier une métamorphose des relations que nous entretenons entre humains et avec la nature dans des situations aussi difficiles. Nous pensons en effet qu'il est naïf de penser sortir de cette controverse en excluant des acteurs, en faisant ce qui a toujours été fait, en évacuant certains aspects « non pertinents » des prises de décision. Ce choix rend les processus sans doute plus complexe, mais la complexité est plus réaliste.

Annexe 5 : Présentation de l'éco-conseil et de l'approche des chercheuses



Qu'est-ce que l'éco-conseil?

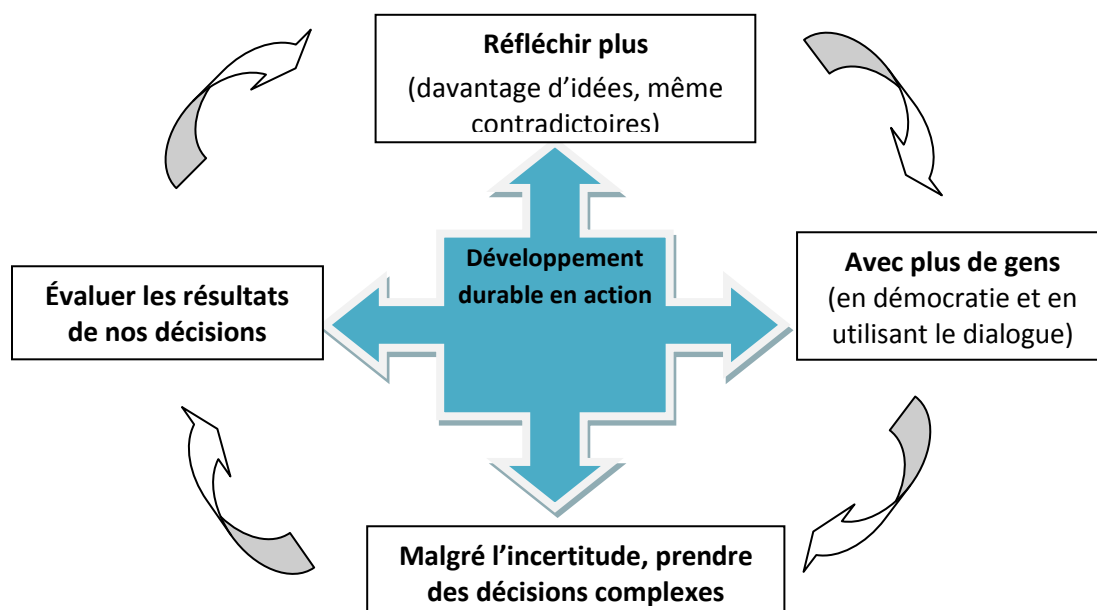
L'éco-conseil, c'est à la fois une formation universitaire et une vision du développement durable. La pratique de l'éco-conseil suppose une vision globale et intégrée d'un problème environnemental. C'est pourquoi l'éco-conseiller cherche à voir une situation donnée dans toutes ses dimensions, à partir de différentes disciplines et avec de nombreux acteurs.

L'éco-conseiller vise à démocratiser la prise de décision en matière d'environnement et favoriser l'empowerment des communautés. Il sert souvent d'interface entre le contenu scientifique et le dialogue humain. Sa démarche est toujours accompagnée d'une réflexion éthique et d'une compréhension d'une problématique sous des angles multiples, que ce soit scientifique, social, symbolique, économique, légal et autre.

Notre vision : un monde complexe

Afin de tendre vers le développement durable, l'éco-conseiller accepte la complexité et tente d'éviter les raisonnements simplistes, qui radicalisent trop souvent les débats. Le changement est amené en partenariat avec les différentes parties prenantes, même avec celles qui nous sommes fondamentalement en désaccord.

Après avoir abordé une problématique sous toutes ces facettes, il faut distinguer les différents points de vue, souvent amalgamés, puis les relier pour mieux trouver ensemble des solutions consensuelles. La complexité de la situation ne doit toutefois pas inhiber l'action.



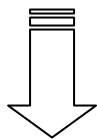
Notre approche

Praxéologie

La praxéologie, c'est-à-dire la recherche dans l'action, est notre méthodologie. Cela nous permet d'adapter nos actions en tenant compte des aléas, de nouvelles informations et de l'évolution de la pratique. L'éco-conseiller est également avec les gens dans l'action.

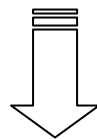
Gestion participative

La gestion participative fait partie de nos interventions. Pour nous, le processus participatif est « un processus de dialogue permettant l'élargissement de tous les savoirs pour que chaque acteur puisse devenir décideur. »



Parmi les avantages :

- + coopération entre les acteurs
- + prise de décision consensuelle
- + diminution de la résistance aux changements pour les acteurs impliqués
- + Augmente la confiance des acteurs entre eux
- + grande crédibilité des processus



Les limites :

- démarche plus longue et complexe
- approche peu commune
- choix des acteurs peut être problématique (nombre, affiliation, faisabilité)
- n'échappe pas aux difficultés liées à la prise de décision en groupe (complexité, conflits, etc.)

Nous croyons toutefois que les processus démocratiques permettent l'émergence de l'intelligence collective, de la tête, du cœur et des mains.

Projet en Gaspésie : recherche et intervention

Objectifs

- 1) mettre en place un comité ouvert, transparent et démocratique pour une plus grande compréhension des enjeux liés à l'exploitation des hydrocarbures en Gaspésie, menant à une prise de décision commune.
- 2) produire des savoirs (articles publiés, thèse de doctorat, contenu de cours éco-conseil, etc.)

Choix du
processus
participatif



Consultation publique

Peu efficace pour les controverses socio-environnementales telles que les hydrocarbures*

- favorise la confrontation experts/citoyens
- peu de confiance de la population en ce processus, donc les décisions considérées peu légitimes
- manque de pouvoir des participants

*voir les sessions de consultations publiques de l'Institut du Nouveau Monde dans le cadre de l'ÉES sur les gaz de schiste :
<http://www.inm.qc.ca/component/content/article/14-activit/1163-rencontres-dinformation-et-dechange-du-comite-de-levaluation-environnementale-strategique-ees-sur-les-gaz-de-schiste.html>

Notre choix :

Participation active, fondée sur un partenariat avec les participants

- plus grande démocratie : tous les acteurs sont présents dans la prise de décision
- favorise le dialogue et non la confrontation : égalité des acteurs
- plus grande appropriation par les acteurs des actions entreprises
- plus grande légitimité et crédibilité des décisions prises en commun
- plus grande créativité pour la recherche de solutions

Notre démarche, en quelques points

- Le mandat et la procédure du comité seront déterminés avec les participants lors de la première rencontre.
- Les techniques de participation démocratique (outils) pertinentes seront choisies en fonction du nombre et de la composition de chaque rencontre, afin de toujours faciliter le dialogue (par exemple, en cas d'un grand nombre de participants, il peut y avoir formation de sous-groupes et le choix de représentants).
- Tous ceux qui veulent participer sont les bienvenus (élus, intervenants régionaux, citoyens, industriels, commerçants), pourvu qu'ils soient prêts à écouter et à dialoguer.
- Toutes les facettes de l'exploitation des hydrocarbures en Gaspésie seront explorées, afin de faciliter une prise de décision éclairée : création et répartition des richesses, rapports nord-sud, le pétrole en tant que ressource éphémère, les risques environnementaux, etc.

La position des chercheuses de l'UQAC

- Impartiales, mais pas neutres : parti pris pour le développement durable.
- Elles étudient le processus mis en place, mais également leurs propres réflexions et actions : elles font partie du sujet d'étude.

Annexe 6 : Compte rendu provisoire du premier Forum

***Forum sur les hydrocarbures
de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine***

Rencontre du 24 mai 2012

Compte rendu provisoire
Rédigé par la Chaire de recherche
et d'intervention en Éco-conseil



Présentation du compte rendu

Ceci est un document provisoire, en attente de modifications et approbation par les participants lors du prochain forum.

Lieux du déroulement et équipe d'animation du forum le 24 mai 2012

Cap-aux-Meules : Ian Segers (éco-conseiller), Claude Richard et Marc-Olivier Massé (CRÉGÎM)

Carleton : Mylène Joncas (éco-conseiller), Sarah Gonthier et Gilbert Scantland (CRÉGÎM)

Chandler : David Tremblay (éco-conseiller), Ghislain Anglehart et Sonia Landry (CRÉGÎM)

Gaspé : Nicole Huybens (éco-conseillère), Amandine Chapelle et Mathieu Leblanc (CRÉGÎM)

New Carlisle : Peggy Henry (éco-conseillère), Josée Kaltenback (CRÉGÎM) et Caroline Duchesne (CREGIM – Conseil régional de l'environnement)

Sainte-Anne-des-Monts : Gaëtanne Mauger (éco-conseillère travaillant à la CRÉGÎM), Yves Briand et Annie Lepage (CRÉGÎM)

142 participants au premier forum

Annexes :

- Transcription complète des ateliers et des questions écrites sur des feuilles par les participants
- Première mise en ordre des idées des transcriptions et élaboration des catégories de réponse

Les notes prises lors du Forum sont disponibles aux locaux de la CRÉGÎM à Gaspé pour toute consultation par les personnes intéressées.

Dans ce compte rendu rédigé par la Chaire en éco-conseil, les informations recueillies dans la transcription du 24 mai sont articulées autour de quatre thèmes : 1. Les hydrocarbures, 2. Les différentes exploitations, 3. Les informations désirées et 4. Les Forums. En fin de compte rendu, il reste des éléments que nous n'avons pas pu classer dans l'une ou l'autre de ces catégories.

Les questions écrites sur des feuilles séparées et posées avant le travail en ateliers dans les différents groupes sont intégrées dans les quatre thèmes.

1. Les hydrocarbures

Cette sous-section présente, en 5 catégories issues des informations recueillies le 24 mai 2012, les différents avis sur l'exploitation des hydrocarbures en général:

- 1.1. Il ne faut pas exploiter les hydrocarbures parce que... (Non, parce que),
- 1.2. Il faut exploiter les hydrocarbures parce que... (Oui, car),
- 1.3. On peut exploiter si ... (Oui, si),
- 1.4. On ne peut pas exploiter si ... (Non, si)
- 1.5. Nous n'avons pas le choix

1.1 Non, parce que ...

- **La confiance n'est pas là** : les entreprises ne sont pas transparentes, le gouvernement ne défend pas les intérêts de la population et ne gère pas bien les ressources, les lobbies sont trop puissants, les politiques de compensation des compagnies pétrolières sont frauduleuses, il y a une différence entre faits et discours.
- **La gestion du gouvernement est inadéquate** : le MDDEP n'a pas assez de ressources pour les suivis. Le gouvernement tolère plus les risques pour les grosses compagnies que pour les agriculteurs. Les processus d'évaluation pour gérer les risques sont trop faibles. Les normes sont insuffisantes. On doit d'abord changer les fondements de la Loi sur les mines qui a prépondérance sur tout et avoir des exigences de compensations pour les impacts sociaux, environnementaux et économiques. Les ressources naturelles appartiennent à tous, pas au gouvernement
- **Les risques et les impacts sont trop grands, mal évalués, sous-évalués** : les mécanismes de prévention sont absents. Il faut éviter des dégâts irréversibles. Les risques sont plus importants que les bénéfices. L'exploitation dure 15-20 ans, mais il y a contamination pendant 1000 ans. La responsabilité financière des compagnies est minime par rapport à ce que coûterait un déversement réel. L'indépendance énergétique sera éphémère. Il y aura augmentation du transport maritime. La fracturation est inacceptable et déjà refusée ailleurs.
- **Les conséquences de l'exploitation sont économiquement inacceptables** : la pollution coûte cher, peu d'emplois sont créés, les bénéfices vont à une minorité d'actionnaires non québécois et les risques reviennent aux populations, il n'y a pas de garantie de richesse pour le milieu, les coûts d'exploitation ne sont pas internalisés. Ce n'est pas ça qui va sauver la Gaspésie. La production créatrice d'emplois sera faite ailleurs (raffinerie de Lévis), l'extraction en Gaspésie créera moins d'emplois. C'est toujours plus pour les riches.
- **Il y a trop d'incertitudes scientifiques** : les impacts sur les écosystèmes, les nappes phréatiques, la qualité de l'eau et la biodiversité aquatique et terrestre et sur la santé publique sont non quantifiables et non connus. On manque de données scientifiques indépendantes et d'informations crédibles pour prendre

une décision. On manque de connaissances sur les techniques appropriées compte tenu de la géologie de la région.

- ***Il faut appliquer le principe de précaution*** : l'exploitation conventionnelle et la fracturation hydraulique sont dangereuses. L'histoire nous a appris qu'avec les erreurs humaines et technologiques, le pire peut arriver.
- ***Il y aura diminution de la qualité de vie*** : perte de l'envie d'habiter ici, diminution de la fierté et du sentiment d'appartenance à une région aussi pure et tranquille, perte de l'attachement, image ternie, perte de paysages, plus de bruit, plus de trafic, vivre à côté d'une industrie pétrolière cause un stress physique.
- ***Les autres activités sont dévalorisées ou deviennent impossibles*** : incompatibilité entre les différents secteurs économiques : tourisme et pêche reposent sur un environnement de qualité incompatible avec l'exploitation pétrolière, c'est incompatible avec la création d'une aire marine de conservation
- ***le potentiel de développement de nouvelles économies s'éloigne*** : la spécificité régionale, c'est l'éolien et les marées. J'ai confiance en notre génie, en notre capacité à développer des alternatives énergétiques, économiques et politiques
- ***La planète est déjà assez polluée comme ça*** : exploiter une ressource non renouvelable n'est pas acceptable : exploiter est un pas en arrière et retarde la transition et le passage à des énergies renouvelables et des technologies plus vertes, exploiter maintient un système basé sur les hydrocarbures, il faut aujourd'hui réduire notre dépendance aux hydrocarbures : un jour, il n'y en aura plus. On ne peut construire un monde plus vert, plus durable avec l'exploitation d'une ressource non renouvelable.
- ***Exploiter a pour effet d'augmenter les gaz à effet de serre***, y compris le méthane et donc les changements et risques climatiques, les conséquences sont locales et globales
- ***L'exploitation pétrolière n'est pas du développement durable***, ressource non renouvelable, industrie à court terme, les grosses entreprises s'enrichissent, les investissements sont éphémères, pas d'engagement à long terme avec la communauté après la fin de l'exploitation, tant qu'il y aura du pétrole, on en consommera, c'est une industrie très polluante. Les profits sont privés et la gestion environnementale est publique
- ***Ce qu'il faut faire, c'est changer la consommation d'énergie*** : développer une stratégie énergétique globale incluant les énergies renouvelables (vent et marées) comme d'autres sociétés le font (Portugal, Danemark), il faut modifier nos habitudes de vie pour réduire notre dépendance à l'énergie plutôt que de continuer à développer, il faut forcer les gens à adopter d'autres comportements. Hydro-Québec a développé une voiture électrique, mais mise sur des tablettes.
- ***Il est trop tôt*** : Il n'y pas eu d'ÉES pour le pétrole terrestre, l'industrie est très peu expérimentée, les moyens techniques ne sont pas mis à jour, nous n'avons ni la main d'œuvre ni l'expertise. Le gouvernement n'a pas l'expertise.
- ***Les forces ne sont pas équilibrées*** : ceux qui sont pour ont des moyens vraiment plus grands que ceux qui sont contre
- ***C'est irréversible*** : L'industrie pétrolière transforme radicalement le milieu dans lequel elle s'installe, il y a un risque d'installation d'infrastructure de stockage sur l'île, on ne pourrait pas arrêter les travaux.

1.2 Oui, car...

- **Les hydrocarbures sont nécessaires** : pour la région, le Québec et le monde entier, pour les transports : avion, auto, les transports en commun, etc., pour des produits utilisés quotidiennement. Pendant qu'on cherche une autre ressource, on a besoin du pétrole pour répondre à nos besoins énergétiques, avant de le faire avec des énergies renouvelables
- **Il faut être responsable si on les consomme** : on va en consommer encore plusieurs années alors autant favoriser l'autosuffisance énergétique du Québec et réduire notre dépendance et rétablir la balance commerciale. La guerre en Afghanistan, c'est une guerre pour le pétrole. Il faut pallier à la dépendance des Îles au mazout (centrale électrique)
- **Mieux vaut ici qu'ailleurs** : on respecte davantage les droits des travailleurs et l'environnement ici qu'ailleurs (ex. Arabie Saoudite, Nigeria). On a la possibilité de développer ici et en faire un modèle plus responsable et une référence.
- **On peut** : réinvestir l'argent pour développer de meilleures technologies sans pétrole et réduire notre consommation d'énergie, réinvestir dans le développement durable, et la recherche sur les énergies renouvelables.
- **Le risque zéro n'existe pas** : les hydrocarbures sont une ressource parmi d'autres, qu'il faut exploiter à l'intérieur d'un cadre environnemental. Le transport des hydrocarbures venu d'ailleurs est aussi risqué.
- **L'exploitation des hydrocarbures permettrait le développement régional** : en plus de la pêche et du bois, elle crée des emplois intéressants, spécialisés, elle ferait revenir les Gaspésiens exilés en Alberta. La région ne peut pas se permettre de perdre les emplois potentiels, directs et indirects qui seront créés par l'industrie. Développer une économie du savoir augmenterait l'expertise pour le Cégep et le transfert de connaissances. L'industrie devrait avoir le droit d'exploiter seulement 2 ou 3 puits sur terre publique sans fracturation.
- **Les retombées économiques seront importantes** : opportunité pour une région qui vit une crise économique importante. Cela apporte de l'argent au gouvernement et aux industries, et permet ainsi de créer des emplois
- **C'est le bon moment** : de nouvelles techniques permettent aujourd'hui l'exploitation. Si on ne saisit pas cette opportunité, d'ici quelques années il n'y aura plus personne en Gaspésie et les compagnies auront carte blanche pour exploiter la région sans avoir de compte à rendre à personne (redevances); la ressource se raréfie et va bientôt coûter très cher.
- **Possibilité de développer des synergies avec les autres industries** : potentiel important pour alimenter la cimenterie de Port-Daniel et Orbite en gaz, pourrait renforcer des secteurs plus fragiles avec l'intégration de nouvelles techniques environnementales (récupération d'huile par les pêcheurs quand il y a des petits déversements). Une expertise gouvernementale, paragouvernementale et le tissu industriel régional pourront se développer, comme le Technocentre éolien. Le développement des ressources naturelles et le développement durable ne sont pas incompatibles

- ***Il faut redresser la trésorerie du Québec*** : l'exploitation aiderait à faire baisser la dette et à augmenter l'offre des services, la société serait plus riche et offrirait plus d'opportunités.

1.3 Oui, si...

- ***c'est bien fait*** : on exploite la ressource de façon durable comme en Norvège (50% d'investissement public), il y a une bonne gestion du risque, car le risque zéro, cela n'existe pas, Cela permet une plus grande indépendance économique et un plus grand contrôle. La compagnie peut prouver que ses forages ne contaminent pas au-delà des normes. C'est la bonne compagnie.
- ***l'exploitation est traditionnelle*** : pas de fracturation
- ***Il y a des emplois et des redevances pour le milieu*** : l'argent va à la collectivité et pas juste aux pétrolières, création d'un fonds des générations futures pour développer de nouvelles technologies, création d'un fonds pour la remise en état ou pour nettoyer. Amélioration des conditions sociales, des programmes sociaux, gratuité scolaire. On suit le modèle européen, où les richesses sont redistribuées. Cela permet un développement régional et de ramener la dynamique économique en Gaspésie.
- ***L'harmonisation des usages est possible*** : respect des autres ressources de la région (faune, flore, paysage, etc.), amélioration des systèmes de transport (aéroport, port de mer, système ferroviaire)
- ***L'usage des hydrocarbures est intelligent*** : on en fait de bons matériaux durables : des plastiques, de l'asphalte et non du pétrole pour le brûler
- ***On « socialise » la ressource*** : nationaliser l'industrie, pour que les capitaux restent au pays, plus grande part d'investissement public pour un plus grand enrichissement collectif, dicter nos règles de gestion, un modèle de co-entreprise, avec un contrôle public accru pour plus de redevances pour la région, une exploitation par une coopérative pour permettre plus de retombées économiques pour les Gaspésiens, pour que la région/l'État possède la ressource extraite
- ***l'encadrement est adéquat*** : les hydrocarbures sont exploités dans un contexte de développement durable en suivant au minimum les normes européennes qui sont les meilleures (notamment Norvège). Il y a des suivis environnementaux : eau, air, bruit... Les compagnies réparent les dommages
- ***Cela permet un remplacement de l'énergie*** : les Îles pourraient s'alimenter en énergie (gaz naturel plus durable et sécuritaire) et être autosuffisantes. On diminuerait les transports d'énergie venant d'ailleurs, on changerait les moteurs des bateaux au diesel pour du gaz naturel. On pourrait être les moins pires pollueurs plutôt que les pires.
- ***On prépare la transition*** : vers une indépendance aux énergies fossiles en utilisant les profits pour diversifier les sources et la recherche d'énergies renouvelables. On utilise les hydrocarbures de manière durable : pétrochimie plutôt que combustion. On utilise des véhicules peu énergivores, les transports en commun et le covoiturage.

- ***On prend le temps*** : que la valeur des hydrocarbures augmente et qu'on l'on prépare bien l'exploitation, de chercher des méthodes sécuritaires et plus écologiques, de bien connaître les impacts en faisant des recherches et en se basant sur les expériences passées, on donne une partie des permis maintenant et on en garde pour plus tard (50 ans), on en laisse aux générations futures. On fait un moratoire et on exploite pour des fins autres qu'énergétiques
- ***La population est impliquée dans les discussions*** : avant, pendant et après l'exploitation, on forme un comité de suivi citoyen transparent

1.4 Non, si...

- ***Nous n'avons pas toute l'information*** pour décrire les conséquences positives et négatives de l'exploitation. Besoin de fonds pour des recherches indépendantes
- ***Nous sommes conséquents*** et nous changeons notre mode de consommation
- ***On utilise des méthodes inadéquates*** : la fracturation
- ***les entreprises n'ont pas de respect*** : expropriation, manque de transparence, elles ne font que respecter les lois, sans faire plus pour plaire à la population, les municipalités sont peu ou pas informées des plans
- ***Il n'y a pas de redistribution de richesse appropriée*** : pas de redevances au milieu, notamment pour le municipal, on collectivise le risque et on privatise le profit, pas de retombées économiques substantielles pour la région
- ***Cela ne permet pas le développement régional*** : l'exploitation nuit aux autres secteurs économiques et aux industries durables, il n'y a pas de raffinerie en région pour être autosuffisant (pétrole et gaz), les emplois sont ponctuels et peu nombreux, on crée des situations comme à Schefferville ou Murdochville, on garde une vision à court terme. On répète nos erreurs de mauvaise exploitation de la ressource comme il est arrivé avec nos forêts et nos minerais
- ***Cela n'est pas bien encadré*** : pas de garantie s'il y a un impact pour protéger les citoyens (ex. fonds en fiducie, fonds de compensation) et aussi quand la compagnie est partie
- ***Rien n'est prévu pour supporter les municipalités à gérer la croissance rapide***. Il y a l'effet pervers du développement, la valeur foncière des propriétés qui devient excessive, et rend l'accès plus difficile à la propriété.
- ***C'est n'importe où*** : il faudrait découper le territoire, délimiter les zones où c'est possible de le faire, pas le faire en mer
- ***Les risques sont importants*** : contamination des puits artésiens avoisinants

1.5 Nous n'avons pas le choix

- Les milieux n'ont pas de pouvoir
- Puisqu'on utilise les hydrocarbures, il est difficile de dire qu'on n'en veut pas
- Si on est contre, doit-on trouver des raisons pour?
- Pas assez d'efforts ont été mis sur des alternatives au pétrole
- C'est trop tard pour la consultation et la concertation
- La population ne s'est pas prononcée

2. Différentes exploitations, différentes problématiques

Cette section présente les intérêts, préoccupations et recommandations concernant l'exploitation du pétrole sur terre (2.1) et en mer (2.2) et les intérêts et préoccupations concernant l'exploitation du gaz (2.3).

2.1. Le pétrole sur terre

Intérêt

Cette production permettrait de produire aussi du gaz qui alimenterait d'autres industries, de développer des infrastructures routières. L'éolien aussi a été très controversé, mais finalement cela a été bien préparé et il est possible de faire cela pour le pétrole. On pourrait imaginer des projets communautaires autour de cette exploitation pour maximiser les retombées locales.

Préoccupations

La destruction des paysages, la pollution du sol et le bruit sont des impacts majeurs. Le transport est risqué. Les puits sont trop près des maisons. Manque d'information sur les procédés (produits, méthodes) et manque d'études sérieuses sur les conséquences de la fracturation.

Pétrolia ne garantit pas que la fracturation ne sera pas utilisée. La Gaspésie va devenir un laboratoire pour la fracturation. Ce procédé est dommageable pour l'environnement : utilisation de très grandes quantités d'eau, contamination des eaux de surface par l'eau saline, contamination des terrains, contamination et surutilisation de la nappe phréatique, utilisation de 100 à 600 produits chimiques, qu'ils ne révèlent pas, pas de site ni d'infrastructure pour traiter les boues.

Le projet pourrait ne pas aller au BAPE comme d'autres projets majeurs en Gaspésie (Orbite et cimenterie).

Pétrolia est une compagnie inexpérimentée.

Pétrolia est passée sur des terrains privés sans autorisation.

Recommandations

Faire des tests dans chaque puits artésien proche des forages.

Exploiter un nombre limité de puits, et sans fracturation.

Exploiter ailleurs que dans les zones habitables.

Évaluer l'impact d'un désastre à Gaspé : si l'eau salée remonte, les gens n'auront plus d'eau potable.

Un moratoire.

2.2. Le pétrole en mer

Intérêt

Bénéficier aussi des retombées économiques et pas juste des impacts (exploitation par Terre-Neuve dans le Golfe).

Préoccupations

Nous n'avons aucune redevance pour Old Harry. Les bénéfices économiques de Old Harry ne valent pas la peine par rapport aux conséquences : en cas de déversement, les conséquences sont énormes.

Si le Québec exploite en plus de Terre-Neuve, on double les impacts.

La prospection sismique (exploration) est un danger pour la faune marine.

Risques trop importants : le forage en eau froide et profonde, avec les courants augmentent les conséquences négatives d'un accident.

Les technologies de forage en mer ne sont pas sécuritaires (tempête – glace).

L'exploitation en mer augmente le transport et les risques de déversement. Dans un courant circulaire et un écosystème fragile, ce serait une catastrophe.

Le Golfe est petit et unique, la Baie-des-Chaleurs est peu profonde les impacts seront importants en cas de déversement ou d'accident. L'économie qui en dépend sera détruite.

Pour les Îles, un déversement signifierait 20 ans de morosité : plus de pêche, plus de tourisme, perte de joie de vivre, dépression. Les impacts seront nombreux sur la qualité de vie, le mode de vie, la biodiversité et la chaîne alimentaire.

L'exploitation du pétrole en mer est incompatible avec le tourisme et la pêche.

Les lois sont complexes : fédérales, provinciales, internationales.

Pétrolia dans le Golfe, non. Il faut penser au Golfe du Mexique.

Recommandations

S'assurer de la souveraineté de notre territoire avant de l'exploiter (fédéral vs provincial)

Conserver le moratoire en milieu marin et attendre de meilleures technologies avant d'exploiter.

Évaluer la valeur économique des activités dans le Golfe pour compenser justement la communauté et les acteurs qui vivent de la mer et qui en seraient privés pendant des années s'il y avait désastre.

Tenir compte des particularités des territoires (Îles = enjeux marins/Gaspésie = enjeux terrestres), nous n'avons pas les mêmes préoccupations.

2.3. Le gaz

Intérêt

Permettrait d'arrêter d'importer du pétrole pour la centrale électrique (Îles) et de remplacer le pétrole par le gaz naturel.

Les hydrocarbures c'est large : Je suis pour le gaz aux îles en substitut du mazout, mais contre le gaz de schiste et l'exploitation dans le Golfe.

Préoccupations

Infrastructure lourde pour exploiter

Impacts possibles pour la nappe phréatique

3. Les informations désirées

Un grand nombre d'informations manquent : les participants souhaitent que soient réalisées des études (3.1.) et obtenir des explications sur la gouvernance (3.2.), sur les acteurs (3.3.), sur les activités (3.4.), sur les impacts socioéconomiques (3.5.), sur les impacts environnementaux (3.6.), sur le dialogue et le consensus (3.7), sur la transparence (3.8). Les participants émettent quelques recommandations (3.9).

Quelqu'un a également écrit qu'il ne lui manquait aucune information.

3.1. Réaliser des études

- Études économiques : perspectives régionales, durabilité de la croissance, création d'emplois, retombées financières, combien rapportent les différents secteurs (pêche, récréotourisme) et rapporterait les hydrocarbures à la population?
- Étude sur l'influence qu'aura cette industrie sur le tourisme et la qualité de vie de la population (bien-être social)
- Études géologiques pour connaître les impacts de la fracturation
- Étude sur les risques de l'exploitation du pétrole en mer
- Étude de la valeur des éléments écologiques (ex. écosystèmes)
- Compatibilité avec l'écosystème des Îles et le milieu humain (tourisme, pêche, ressources renouvelables, économie, environnement)
- Capacité et temps de reconstruction de l'écosystème en cas de catastrophe?
- Recherches sur les technologies
- Recherches sur les impacts supplémentaires dans un contexte climatique bouleversé
- Étude environnementale stratégique sur les hydrocarbures en milieu marin
- Des études comparatives avec ce qui se passe ailleurs dans le monde : comparaison des redevances au Québec, au Canada et ailleurs (ex. Nouveau-Brunswick 7 % et Arabie Saoudite 40 %)
- Revue de ce qui se fait dans le monde : la fracturation, les moratoires, les redevances, les permis et les droits
- Informations sur les méthodes d'exploitation pour le pétrole non-conventionnel
- Envoyer les maires faire des missions exploratoires dans d'autres provinces
- Est-ce possible de remplacer le pétrole des transports par du gaz naturel?
- Une étude sur tout ce que l'on peut perdre

3.2. Obtenir des explications sur la gouvernance

- Comment est évaluée la valeur du sous-sol? Combien coûte le sous-sol?
- Quelles seraient les redevances? Quel pourcentage irait à la région? Sont-elles calculées en revenu brut ou net? Pourrait-on en avoir une partie pour un fonds

de développement régional? Comment seront redistribuées les richesses et qui le fera?

- Dans le Golfe, qui est propriétaire de quoi? Quelles sont les politiques énergétiques régionales et provinciales? Quelles sont les compétences aux niveaux fédéral, provincial et interprovincial?
- Quels sont les droits des compagnies qui ont des claims sur des terrains privés et ceux des propriétaires de ces terrains? Quels sont les droits des Autochtones?
- Quelle protection pour les zones sensibles là où il y a des claims?
- Quels sont les territoires (sur terre et en mer) couverts par les claims et les projets?
- Où en est la rédaction de la Loi sur les mines? Y a-t-il une première version de la Loi sur les hydrocarbures? Une loi sur les hydrocarbures en 2013 est-ce réaliste?
- Que fait-on en attendant la loi?
- À partir de quel moment passe-t-on de l'exploration à l'exploitation?
- La fracturation est-elle interdite? Y a-t-il un moratoire sur le Golfe?
- Qu'est-ce qui est prévu pour éviter les accidents et les prévenir?
- Quels sont les montants mis en réserve? En cas d'accident sont-ils suffisants?
- Est-il possible de prévoir les catastrophes environnementales? Qui est responsable? Qui réagit? Combien cela pourrait coûter? Qui paie? La compagnie a-t-elle les moyens? Quels seront les dédommagements pour la région? Y a-t-il une politique de dédommagement pour les familles touchées?
- Après l'exploitation : quelles sont les obligations des entreprises à la fermeture des puits? Comment seront gérés les sites?
- Serait-il possible de faire de l'exploitation nous-mêmes (en nationalisant)? Si cela ne peut être nationalisé, pourquoi?
- Avoir un débat politique au préalable, car la population ne fait plus confiance au gouvernement pour défendre ses intérêts par rapport à ceux des promoteurs privés
- Pourquoi si peu de pouvoir municipal?
- Quelles sont les intentions politiques et quel est le réel pouvoir du citoyen?

3.3 Obtenir des informations sur les acteurs

- Qui sont les compagnies pétrolières? Qui sont les actionnaires? Quels sont leurs profits? Quelle est la part d'investissement privé et public?
- Dans quelle mesure est-il possible de nationaliser l'industrie pétrolière?
- Y a-t-il des accords entre le gouvernement et les pétrolières? Quelle expertise à l'intérieur du gouvernement? Quelle est la position du gouvernement? Quels sont les objectifs et les intentions du gouvernement?
- Quel est l'engagement des compagnies envers la population en cas de dommages mineurs et majeurs?
- Quelle est la vision globale et à long terme de l'industrie?

3.4 Obtenir des informations sur l'activité

- Projets d'exploration actuels : qu'a fait Pétrolia exactement jusqu'à maintenant? Y a-t-il eu fracturation ou non? Nombre de zones de forage, superficies, quantité exploitée? Est-ce possible de voir les projets d'exploration sur Internet? Pourquoi les citoyens les plus près n'ont-ils pas été consultés? Combien de temps va durer l'exploitation?
- Est-ce vraiment une mine d'or, un Klondike?
- Va-t-on consommer le pétrole que l'on produit?
- De quelle façon seront transportés les hydrocarbures une fois extraits?
- Le MDDEP va-t-il prendre des échantillons des puits artésiens?
- Qu'est-ce que la fracturation? Est-ce essentiel? Est-ce contrôlé? Est-elle applicable à la Gaspésie et aux Îles pour l'exploitation du pétrole? Quels sont les impacts? Fracturation et injectivité, est-ce la même chose? Quelles sont les différentes sortes de fracturation?
- Quelles technologies sont utilisées pour l'exploration et l'exploitation et comment mesure-t-on la fiabilité des techniques d'exploitation utilisées et les impacts sur l'environnement?
- Comment se fera la gestion des boues et eaux usées?
- Combien d'années s'écoulent entre l'exploration et l'exploitation? Pourquoi est-ce si urgent?
- À quel prix doit-on exploiter ces ressources? Valeur du pétrole à long terme
- Combien de gallons de pétrole potentiel sur combien d'années?
- Nous aimerions visualiser une carte qui représente tous les puits d'exploration pétrolière actuels et ceux projetés dans l'année
- Est-ce que le puits Haldimand va être foré avant deux ans?

3.5 Obtenir des explications sur les impacts socioéconomiques

- Nombre d'emplois, leur type et pour qui? Quelles sont les retombées économiques et pour combien de temps?
- Les gens locaux ont-ils les qualifications? Va-t-il y avoir des formations sur les énergies vertes?
- Pétrolia boirait-elle de l'eau d'un puits artésien creusé à côté de son puits de pétrole? Va-t-elle échantillonner?
- Pourquoi la recherche scientifique sur les hydrocarbures ne se fait pas ici?
- Quel poids auront nos décisions?
- À qui appartient la Gaspésie?
- Valeur des autres ressources qui pourraient être perdues (poissons, touristes)
- Impacts sur la valeur immobilière là où il y aura exploitation?
- Faire différents scénarios sur les alternatives en terme de développement régional, sur les alternatives aux hydrocarbures.
- Combien de temps aura-t-on encore besoin de pétrole? Est-ce que dans 10 ans on va encore en avoir besoin?

- Quelle est l'opinion de la majorité silencieuse de la population et des autres régions du Québec? Quel est le point de vue de Terre-Neuve sur l'exploitation en mer?
- Est-ce possible de développer un modèle d'exploitation qui profiterait plus à la région? Qui serait temporaire, pour utiliser les profits à des fins de transition (investissement voiture électrique, hydrogène, transport en commun)?
- Peut-on s'enrichir collectivement avec l'exploitation?
- Les chances sont minces que l'on consomme le pétrole que l'on produit s'il n'y a pas de régularisation au Québec.

3.6 Obtenir des explications sur les impacts environnementaux

- Quelles sont les émissions de gaz à effet de serre durant l'exploration, l'exploitation, le transport?
- Connaître d'un point de vue indépendant si une gestion et un développement durable et sécuritaire sont possibles pour l'environnement et la population.
- Les impacts potentiels peuvent-ils se calculer vraiment? Quel est le suivi environnemental, pour l'exploration et pour l'exploitation?
- Peut-on exploiter les hydrocarbures de façon saine pour l'environnement?
- S'il y avait une exploitation conventionnelle, y aurait-il une étude d'impacts environnementale?

3.7 Dialogue et consensus

- Il va toujours manquer des informations
- Il manque un dialogue entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre. Comment peut-on concilier les deux parties?
- Un consensus Québec-Terre-Neuve est-il possible pour l'exploitation en mer?
- Débat complexe : pas dans ma cour
- Importance de connaître les visions globales à long terme et les enjeux réels des compagnies d'exploitation pour que se développe une confiance

3.8 Transparence

- Transparence : qu'est-ce qu'on ignore et qu'on devrait savoir?
- Lorsque l'industrie essaie d'être plus transparente, la méfiance augmente? Doit-on restreindre l'information donnée?
- Pour les informations scientifiques, il faut inviter des personnalités impartiales et indépendantes (ex : Hubert Reeves)
- Expertise neutre sur tous les enjeux écologiques à long terme
- Comité indépendant, pour étudier les impacts de l'exploitation
- Ne pas se fier au rapport de la compagnie Corridor Ressources, il y avait une fausse modélisation
- Faire venir plusieurs intervenants pour le milieu marin
- Recherches locales/régionales, et non celles qui viennent du milieu urbain

3.9 Recommandations

- S'interroger sur nos valeurs de société : la prise en compte des générations futures, le bonheur sont-ils dans la consommation?
- Débattre sur l'idée : le pétrole est-il vraiment nécessaire pour notre développement, notre société?
- Parler de l'idée : doit-on exploiter jusqu'à la dernière goutte?

4. Les forums

Les forums font l'objet de commentaires sur leur forme (4.1) et sur leur contenu (4.2.). Ils font également l'objet d'avis (4.3), d'un conflit d'intérêt (4.4.) et de recommandations (4.5).

4.1. La forme

- Trop tôt, pas assez de publicité. 2 salles, ce n'est pas adéquat
- Début en retard, mauvais encadrement technologique
- On aurait dû discuter de la pertinence et du fonctionnement de la démarche.
- Chacun voulait intervenir sur le processus, mais on voulait nous enfermer dans le moule préétabli.
- Je n'aime pas la formule des petits groupes.
- 20 minutes en petits groupes, c'est trop court.
- En grand groupe, seules quelques personnes ont l'occasion de parler
- Pas de spécialistes, pas de documents de travail, pas d'ordre du jour. Il manque des informations qui auraient dû être données avant la rencontre.
- Quelles définitions pour « débat », « consensus » et « dialogue »?
- Pourquoi éliminer la possibilité de prendre des décisions à la majorité? Le consensus obligé pourrait nous produire des positions minimalisées.
- Comment trouver un consensus avec des positions aussi différentes, dans une controverse?
- Comment co-construire ensemble si on dialogue toujours avec les mêmes?
- Quels investissements en temps et en énergie me seront nécessaires si je veux défendre ma position jusqu'à la fin?
- Est-ce que tous les commentaires, les points de vue, seront reportés au compte-rendu? Comment aurons-nous accès au compte-rendu?
- Que va-t-il arriver aux feuilles sur lesquelles on prend des notes?
- Est-ce que des experts indépendants seront entendus/consultés?
- En dehors des forums, y a-t-il un lieu où les citoyens peuvent s'exprimer comme un site internet, un Facebook? Si oui, lequel? Sinon, pourquoi?
- La quasi-totalité des personnes présentes au forum est réfractaire à l'exploitation et les parties en faveur de l'exploitation ne sont pas là.
- Les entreprises comme Pétrolia auraient dû être présentes pour participer, mais pas au niveau du financement
- Démarche trop longue laissant beaucoup de place à l'exploitant qui continue de forer
- Les forums seront-ils représentatifs?

4.2. Le contenu

- La position des forums ne plaira pas à Pétrolia. Que fera-t-elle? Que se passe-t-il si les Gaspésiens se prononcent « contre »?

- Cette démarche et le consensus obtenu peuvent-ils avoir un impact significatif sur la Loi sur les hydrocarbures?
- Un gouvernement-actionnaire, concessionnaire de la ressource et financier du processus accepterait d'entendre autre chose que ce qu'il veut?
- Ces forums vont-ils vraiment influencer les entreprises? Quelle est la portée de ces forums de 150 personnes sur des exploitations de millions de dollars?
- La CRÉ va-t-elle modifier la position des forums?
- Un moratoire permettrait d'appliquer le principe de précaution et de respect en attendant l'issue des discussions. Il aiderait à un apaisement, sans moratoire la démarche est inutile
- Le pétrole devrait être inclus dans l'ÉES et le moratoire actuel
- La décision inclut-elle les forages à Haldimand?
- Moratoire sur l'exploitation et la recherche dans le Golfe St-Laurent.
- Est-ce que réfléchir aux conditions de développement durable de l'industrie des hydrocarbures en Gaspésie laisse une porte ouverte à la possibilité que le développement de cette industrie ne soit ni durable ni souhaitable?
- Est-ce que la décision sur les hydrocarbures peut inclure le forage d'un puits?
- Pourquoi on se pose les questions aujourd'hui alors qu'il y a déjà des forages?
- Est-ce que la fracturation est exclue?
- Est-ce que Pétrolia est prête à garantir que jamais la fracturation, ailleurs interdite, ne sera utilisée ici?
- Pourquoi ne pas faire un débat sur les énergies renouvelables au lieu de faire un débat sur les énergies non renouvelables?
- Séparer le volet maritime et terrestre, car ce n'est pas la même chose aux niveaux environnemental, biologique, géophysique et légal
- distinguer l'exploitation avec fracturation ou non
- prendre en considération la spécificité des Îles
- La CRNT pourrait être le comité de vigilance de l'exploitation des hydrocarbures en région
- Les pressions devraient être faites auprès des dirigeants et non auprès des compagnies pétrolières. Elles utilisent les lois existantes.
- Le gouvernement doit écouter la population et on doit arriver à un pacte social avant d'aller de l'avant dans ces projets liés à nos ressources naturelles.
- Création d'un fonds pour faire des consultations publiques. Il pourrait être payé par les redevances des industries minières.
- Qui est la CEDEC? Qui est Québénergie?

4.3. Conflit d'intérêt

- La participation financière de Pétrolia nuit à la crédibilité de cette démarche, la démarche ne peut pas être impartiale et le processus n'est pas indépendant
- Pétrolia ne devrait pas assister à des rencontres du comité de coordination
- Manque de confiance envers la CRÉ et ses processus de consultation

- La CRÉ ne devrait pas collaborer avec l'UQAC
- Le problème est que le MRNF a un mandat pour favoriser la production pétrolière
- l'industrie pétrolière fait beaucoup de lobby au gouvernement qui est actionnaire de Pétrolia.
- Combien d'argent Pétrolia a-t-il fourni à la Chaire en éco-conseil et quand?
- Conflit d'intérêt dans le fait que le gouvernement investit 10 millions \$ dans Pétrolia, puis ensuite dicte les règles
- Les acteurs, les groupes, les animateurs, les responsables, les élus, les représentants, le public devraient faire une déclaration de conflit d'intérêt
- Qui sont les partenaires financiers? Quelles sont les contributions de chacun?
- De quelle façon les partenaires financiers peuvent-ils influencer le rapport final?
- Qu'est-ce que Pétrolia a en échange de sa participation?
- Est-ce que des compagnies privées qui ont des intérêts dans l'exploration et l'exploitation contribuent financièrement au forum?
- Est-ce que tout ce cirque n'est qu'un exercice de relations publiques aux frais des contribuables et au profit de Pétrolia?
- Cette démarche répond à un besoin de citoyen, de chercheur ou d'industrie?

4.4. Avis

- Impression d'être un laboratoire, d'être des cobayes. Est-on d'accord d'entrer dans une démarche « expérimentale » à ce moment-ci?
- Manque de transparence, scepticisme, sentiment d'être manipulé, les compagnies ou le gouvernement vont utiliser nos préoccupations/visions pour modifier leurs discours
- Impression d'être dans une thérapie de groupe où on va me faire évoluer vers la position souhaitée
- Démarche non désirée, les processus formels nous surchargent déjà, 10 séances : danger de surconsulter? Les forums vont avoir pour effet de rendre un BAPE inutile.
- Impression de participer à une recherche sans devis ni consentement
- Peur que ce soit une façon d'occuper le monde, de les fatiguer, pour avoir moins de contestations quand les projets se déroulent
- La CRÉ a récupéré la démarche
- La CRÉ n'a pas les pouvoirs qu'il lui faut
- \$how Business
- Bravo pour l'initiative, on ne pourra pas dire qu'on n'a pas essayé
- Au pire, il n'y aura pas de résultats
- Importance du dialogue ensemble. Il ne faut pas être fermé aux réflexions des autres
- Si tous les avis sont pris en compte, la position sera encore plus forte.
- Il n'y a pas de démarche parfaite, n'importe quel autre choix aurait été contesté
- Mieux vaut être ici à jaser plutôt que chez soi à râler
- On réinvente la démarche plutôt qu'utiliser le BAPE. Si on ne croit plus aux institutions, nous allons nous scinder.

- Trois processus en cours (deux ÉES et un BAPE ressources naturelles aux Îles), les forums ont lieu avant les conclusions. Il va manquer des infos essentielles.
- Quand j'aurai obtenu des réponses satisfaisantes à toutes mes questions, je reviendrai m'asseoir pour discuter. Sinon, l'exercice m'apparaît comme une immense perte de temps, une fourberie indicible visant à nous faire avaler une couleuvre trempée dans l'huile.
- On a le droit et le devoir d'être méfiant. Il faut être vigilant lorsqu'une entreprise finance une chaire de recherche. Quand c'est trop beau, c'est louche.
- Je crois que Pétrolia (CRÉ) fait cet exercice de consultation parce que Pétrolia approche de la fin de son permis d'exploration. Pétrolia veut probablement l'approbation sociale (récupérée) pour avoir un permis d'exploitation.
- Dans MRC Rocher-Percé, on dit souvent que ce n'est pas la population qui empêche l'économie, mais les environnementalistes.

4.5. Recommandations

- On aurait voulu que vous expliquiez la démarche, avoir une mise en contexte sur le processus avant la rencontre, expliquer la méthodologie et les objectifs de la rencontre point par point au début de la rencontre
- Expliquer le déroulement et les questions avant le forum, pour savoir si on veut participer.
- Faire une rencontre en soirée, après 18h, ou encore le samedi
- Rendre vos documents accessibles (imprimés ou téléchargeables)
- Rendre les forums plus conviviaux et accessibles, de l'eau et des collations, des sandwiches végétariens et du jus, un micro pour le grand groupe, rendre l'accès plus facile pour les personnes âgées (ex. ascenseur), un animateur de la CRÉ par groupe, qui agirait comme secrétaire
- Il faut s'assurer que tout le monde écoute, Utiliser un bâton de parole. On devrait avoir des oreilles avant une bouche ! Il faudrait que les gens écoutent, car nous sommes 140 !
- Ne pas faire de catégories (dans le compte rendu) pour l'instant, pour respecter la diversité des points de vue.
- Choisir une personne plus neutre que Gilbert Scantland pour le rôle de nomade
- Présenter les intervenants dans les différentes salles avant de commencer
- Fixer les problématiques et y répondre.
- Ne vous laissez pas impressionner par les « faiseurs » de spectacles
- On a tous des barrières à laisser tomber, il faut se laisser du temps de parole.
- Il faut faire un débat sur les manières d'effectuer un débat
- Présenter une synthèse et la démarche pour le prochain forum
- Ce genre de co-construction prend plus que quelques mois : les enjeux sont énormes, ne pas céder à la pression et tourner les coins ronds
- Droit au respect, les participants au prochain forum devraient lire la démarche et le compte-rendu pour un suivi respectueux.

- Les élus devraient être présents au forum
- Aimerais être éclairé des deux côtés, où sont ceux qui sont pour?
- Pétrolia et tous ceux qui ont des droits d'exploration/exploitation devraient être ici à la table pour discuter. Il manque le MDDEP, le ministre de l'Environnement, il faut mobiliser plus de citoyens pour qu'ils soient plus présents. Cela va avoir du pouvoir et les préfets vont en prendre compte.
- Quelles actions pour inclure la communauté anglophone?
- Attendre que la démarche soit plus grande pour avoir plus d'argent
- Faire des petits groupes par MRC, puis avec toutes les MRC
- Pour enrichir les dialogues il faudrait s'imprégner des différences et profiter des expériences des autres MRC en utilisant la technologie. Il faudrait avoir des rencontres réelles avec les 6 MRC (sans la technologie). Inviter tous les participants à se rencontrer au même endroit (services d'autobus, de repas et d'hébergements si besoin).
- Avoir un système interactif d'échanges écrits lors des rencontres
- Faire une plénière régionale avec un micro et du temps par personne, en vidéoconférence, pour débattre des questions et du processus.
- Faire une synthèse des interrogations pour dissiper le sentiment de morcellement
- Permettre à toute la population de s'exprimer (plateforme web, sondage, référendum), pouvoir poser des questions via courriel, publiciser le suivi
- Que le MRNF engage une personne indépendante pour s'occuper du dossier des hydrocarbures en Gaspésie et aux Îles. Qu'il travaille en collaboration avec la CRÉGIM et que celle-ci définisse un mandat pour répondre aux préoccupations des Gaspésiens qui ressortiront de ces forums.
- Aller chercher des redevances, ou des avantages comme payer notre pétrole moins cher à la pompe.
- Ne plus délivrer de permis d'exploration aux compagnies pétrolières
- Talisman Energy font de l'exploration entre Montréal et Québec. Et sûrement d'autres expériences ailleurs. Y'aura-t-il une possibilité d'avoir des témoignages de particuliers qui vivent déjà avec ce genre d'industrie et qui pourraient partager leur expérience, bonne ou mauvaise?

Questionnements

Cette dernière partie comporte les questions écrites sur les tables pendant les ateliers et sur des feuilles au début du forum, quand elles ne sont pas reprises dans les catégories et sous-catégories ci-dessus.

- Est-ce que c'est, de la part de Pétrolia, une tentative de nous faire oublier les poursuites baillons qui ont entaché ses relations avec la population gaspésienne?
- Comment se fait-il que la maire ne s'indigne pas de nous imposer cette exploitation?
- Qui s'occupe d'Anticosti?
- Le Gaspésien moyen, qui s'informe peu, comment peut-il prendre position? Il faut lire les nouvelles et avoir du jugement.
- Défendre les intérêts de la région versus les intérêts du milieu?
- Les échéanciers de Pétrolia sont-ils arrimés aux échéanciers de la CRÉ?
- Ma participation à ce forum risque-t-elle d'être interprétée comme une reconnaissance implicite de sa légitimité?
- Avec autant d'inconnu, devrait-on mandater une organisation pour combler ce manque d'informations?
- Une municipalité a un réseau d'aqueduc sous pression, un réseau d'égout sanitaire étanche à tout prix et est déversé dans une usine d'épuration des eaux et refoulé à la mer. Un réseau d'égout pluvial qui n'est pas étanche à 100% et à 75% coule dans la nappe phréatique. C'est plus dommageable à la nappe phréatique que le forage pour le pétrole qui serait fait sous toutes réserves environnementales stratégiques à 100% bien faites.
- La loi sur les mines date de 1880 et à l'époque, il n'y avait pas de fracturation
- Mission de Pétrolia : exploration. D'autres compagnies vont acheter le permis d'exploitation
- La CRÉ avaliserait la cimenterie sans BAPE
- Taxes pour les zones panoramiques, mais champs de pétrole à l'arrière
- Aucune politique au niveau de l'achat local
- Combien le gouvernement Harper touche pour tout le remaniement législatif en cours?
- L'enjeu divise la population : il y a un conflit entre les groupes et des positions extrêmes.

Annexe 7 : Ordre du jour suggéré pour le 2e Forum

Ordre du jour (document de travail seulement) – 19 juin 2012

18h Présentation de la rencontre (animation locale)

- Présentation des animateurs
- Lecture et adoption de l'ordre du jour
- Présentation du contexte et notre analyse de la situation, tel que l'on se la représente. Avant de commencer cette courte présentation, nous présenterons les questions du 24 mai auxquelles nous tenterons de répondre... Les forums sont un processus qui fait ressortir des tensions (déjà existantes) et que nous n'allons pas les minimiser mais bien agir dessus. Il faut aussi placer cette situation dans son contexte actuel. La clé est la transparence.

18h30 Retour sur le compte-rendu du Jeudi 24 mai 2012 (animation locale)

- Présentation des faits saillants du compte-rendu (ex. questionnement sur les forums, c'est pourquoi nous adressons aujourd'hui la question).
- Discussions en petits groupes avec des copies imprimées du compte-rendu. Doivent répondre à deux questions : propos oubliés (écrivent directement dans le compte-rendu) et commentaires sur le compte-rendu en général (écrivent sur la grande feuille de leur table.)
- Le compte-rendu final sera rendu public dans les 3 semaines.

19h00 Pause

19h15 Construction d'un texte fondateur sur les forums : philosophie et règles de fonctionnement

- En petits groupes, les gens commentent et modifient un texte préparé sur la philosophie et le fonctionnement des forums (co-construction, dialogue, élaboration de décisions communes etc.). Le rôle du comité organisateur fait partie des points à traiter.

20h15 En vidéoconférence : présentation des idées clés des textes par les participants

- Présentation à tour de rôle des ajouts et modifications apportés en petits groupes au texte proposé

(pour la suite, toutes les idées seront refondues dans un texte unique qui sera déposé sur le site de la CRE)

20 h 50 Conclusion

Annexe 8 : Proposition de rencontre à Haldimand (n'a pas eu lieu)

Rencontre à Haldimand

Isabelle : négociateur

Peggy : conciliateur – animatrice

Introduction par Peggy (5 min) : mot de bienvenue, but de la rencontre, déroulement.

Présentation par Isabelle (20-30 min. ?) : étapes réalisées, travaux à venir, implications, etc.

Activité participative (à négocier avec les participants), rôle d'Isabelle et de Peggy, temps, etc.

Si... les participants sont peu nombreux (moins de 12)

1^{ère} proposition : Station d'échanges. Des affiches sont au mur avec différentes questions. Les participants se promènent et écrivent sur les affiches, et lisent les commentaires des autres. Ils peuvent jaser entre eux tout en prenant du café. A la fin, des petits collants sont distribués, et les gens peuvent les coller là où ils trouvent les préoccupations et/ou solutions qui leur parlent le plus.

2^e proposition (le groupe est particulièrement conflictuel ou en opposition, ils ne veulent pas écrire et ils veulent s'adresser à tout le groupe) : TOTER en groupe. Un thème est proposé (ex. Quels sont les enjeux à Haldimand au sujet des forages présents et futurs?). Les participants partagent une idée à la fois à voix haute. Les idées sont écrites immédiatement à l'ordinateur par l'animatrice, et un écran projette ce qui s'écrit en direct : les participants peuvent ainsi voir si leur pensée est bien retransmise. Lorsque le temps déterminé au départ est arrivé, l'animatrice fait une synthèse de ce qui s'est dit. Une deuxième rencontre est proposée aux participants (celle-là utilisera la méthode multicritère à partir de ce qui a été dit dans le TOTER).

Si... les participants sont nombreux (12 et +)

1^{ère} proposition : Café d'Haldimand. Avec la méthode world café, des tables de gens avec différents thèmes sont formées (ex. de thèmes : communications, sécurité, qualité de vie... par rapport aux forages actuels et en vue)... Ces thèmes seront proposés aux participants mais ils pourront en choisir d'autres au besoin, mais cela doit rester sur le sujet d'Haldimand. 3 tables

seraient sûrement suffisantes. Des tours de 15 minutes par table, un rapporteur fait la synthèse devant le grand groupe pour chaque table à la toute fin.

2^e proposition (groupe conflictuel ou refus de l'activité Café d'Haldimand) : TOTER en groupe (voir ci-dessus). Puisque les participants seront nombreux et que probablement certains d'entre-eux auront peur de s'exprimer librement devant les autres, des feuilles seront placées sur les tables afin qu'ils puissent aussi écrire leurs idées. Une deuxième rencontre est proposée pour une analyse multicritère.

A la fin : retour sur la rencontre et prochaines étapes

- Un compte-rendu sera transmis à tous les participants par l'UQAC
- Pétrolia fera le suivi des décisions/solutions, etc.
- Une nouvelle rencontre est annoncée au besoin : analyse multicritère.

Si une deuxième rencontre pour l'analyse multicritère devait avoir lieu, le compte-rendu sera rédigé afin de faciliter une telle méthode. Il sera nécessaire également de faire venir mon collègue (le spécialiste du multicritère), car cette méthode doit être gérée à plusieurs : un animateur et une personne qui gère le logiciel.

Annexe 9 : La démarche de développement durable en entreprise – document transmis à Pétrolia

La démarche de développement durable dans une entreprise

Le terme souvent utilisé est la « responsabilité sociétale des entreprises (RSE) » pour parler de cette application du développement durable au monde des affaires. La « responsabilité » des entreprises fait référence à cette possibilité de contribuer à améliorer la société, au-delà de la croissance économique, en intégrant des préoccupations socio-économiques, environnementales et éthiques à leurs valeurs, à leur culture, à leur prise de décisions, à leur stratégie et à leurs activités d'une manière transparente et responsable.

Il y a de nombreuses raisons pour entreprendre une démarche de développement durable. Améliorer l'image corporative, bien sûr, mais l'entreprise peut bénéficier de nombreuses avantages :

- Attraction de nouveaux investisseurs,
- Accès à de nouvelles sources de financement,
- Bonne relation avec la communauté,
- Meilleure rétention des employés,
- Etc.

Une démarche de développement durable cohérente et transparente permet également de diminuer les risques : aller plus loin que les lois et règlements pour faire preuve des meilleures pratiques, c'est aussi réduire les chances de sanctions et de poursuites.

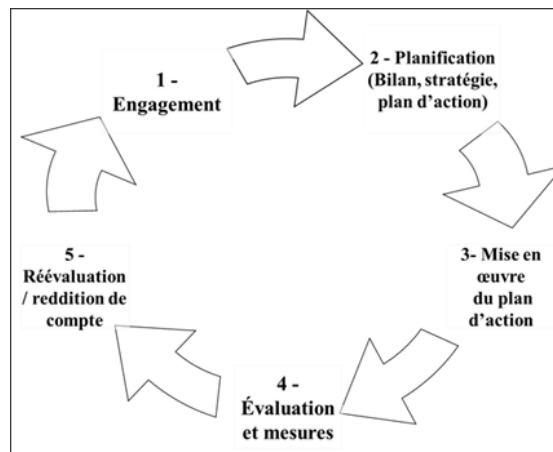
Plusieurs compagnies reconnues au Québec ont choisi la voie de la responsabilité sociétale : Iamgold, Rio Tinto Alcan, Cascades, Bombardier, Gaz Métro, pour ne nommer que celles-ci.

La démarche

L'important dans une démarche de développement durable est de s'y engager et de se fixer un cadre de référence explicite, généralement formé de principes, pour lesquels on cherche à travers un processus de questionnement à améliorer sa performance sectorielle en fonction d'indicateurs pertinents.

Les différentes étapes :

1. **L'engagement**, c'est l'affirmation de la volonté d'une organisation à accomplir des gestes concrets pour le développement durable. Cette phase se termine par une politique de développement durable.
2. La **planification** inclut :
 - a. Le **bilan**, ou le diagnostic de l'état de l'organisation est une phase d'acquisition de connaissances qui permet de savoir d'où l'organisation part. Il va servir à mesurer l'avancement de la démarche lors de l'évaluation.
 - b. La rédaction d'une **stratégie** et d'un **plan d'action** de développement durable.
3. La **mise en œuvre** implique la réalisation des actions.
4. La phase **d'évaluation** et de mesure implique le suivi des indicateurs et la recherche de mesures de bonification.
5. La phase de **reddition de comptes** implique une communication sur l'atteinte des objectifs. Une **réévaluation** permet un retour sur l'expérience et la réflexion sur la poursuite du projet.



Première étape : l'engagement

L'engagement, c'est d'accepter de faire les choses autrement, de s'engager dans une démarche concrète de développement durable.

Cet engagement doit provenir tant de la direction que des employés d'une organisation, car cela permet une meilleure intégration et une coopération plus grande entre les personnes,

puisqu'elles ont participé à élaborer la vision. C'est pourquoi il est proposé de faire des activités participatives.

Cette étape débute par la volonté au niveau de la direction d'entreprendre la démarche. Par la suite, il faut s'assurer que tous, soit la direction, les employés et l'administration, partagent une vision commune du développement durable. Des activités de sensibilisation sont parfois essentielles avant d'arriver au dialogue sur les valeurs et les objectifs sur lesquels l'entreprise devrait se baser. L'engagement se conclue ensuite par la rédaction d'une politique de développement durable, révisée et endossée par le conseil d'administration, puis diffusée à l'interne comme à l'externe.

Objectifs de l'étape « Engagement » :

- Se doter d'une conception commune du développement durable
- Expliciter les facteurs qui motivent l'engagement de votre organisation
- Établir la vision et les objectifs organisationnels en matière de développement durable

Proposition d'activités pour l'engagement de Pétrolia

1. Atelier de sensibilisation sur le développement durable

Objectif : Partager une vision commune du développement durable

- Courte présentation de l'éco-conseil
- Activité participative de vision : Pétrolia dans le futur
- Dîner-conférence : inviter un conférencier pour parler du développement durable dans les entreprises (ex. quelqu'un responsable du dd dans une entreprise).

Durée : 2 heures (incluant l'heure de dîner)

Participants : la direction et les employés, les membres du C.A. sont invités également

2. Activité de réflexion sur Pétrolia et le développement durable

Objectif : Faire un remue-méninge sur les valeurs et les objectifs de Pétrolia en termes de développement durable

- Activité café du monde (world café) : les participants sont amenés à échanger et à rêver en petits groupes, sur des thèmes particuliers. A chaque 15 minutes, les participants changent de table. A la fin, un résumé des idées de chaque thème est fait.

Lorsque l'entreprise partagera une conception commune du développement durable et aura une idée plus claire de ses valeurs et de ses principes, une ébauche de politique de développement durable sera rédigée, puis révisée et signée par le conseil d'administration. Elle devrait ensuite être rendue publique (mise sur le site web).

Annexe 10 : Questionnaire destiné aux gestionnaires de Pétrolia

L'engagement de Pétrolia pour un développement durable



Rio Tinto Alcan, IamGold, Cascades, Bombardier, Walmart, Gaz

Métro... beaucoup de compagnies se sont maintenant engagées dans une démarche de développement durable. Au-delà de l'image, il y a de nombreuses raisons d'entreprendre un tel processus : accéder à du financement, entretenir une bonne relation avec la communauté, améliorer la rétention du personnel, diminuer les risques de poursuites, etc.

Le développement durable vise un équilibre entre la prospérité économique, le bien-être social et la protection de l'environnement, afin d'assurer les besoins de la société d'aujourd'hui mais sans nuire à celle de demain. En mettant en place des actions concrètes afin de multiplier ses impacts positifs et diminuer ses impacts négatifs, une entreprise peut tout en poursuivant ses activités participer à une prospérité responsable.

C'est ainsi que Pétrolia entreprend une démarche interne de développement durable. Une politique de développement durable énonçant les valeurs de l'entreprise sera rédigée cet automne, suivie d'un plan d'action. Votre implication est essentielle pour mener à bien cet exercice! Quelles sont les valeurs d'entreprise qui vous importent? S'il vous plaît, veuillez prendre quelques minutes pour vous exprimer sur cette question, et ensuite me retourner ce document à l'adresse suivante : peggy.henry@ugac.ca.

Peggy Henry

Chaire de recherche et d'intervention en éco-conseil

Université du Québec à Chicoutimi

La première étape d'une démarche de développement durable est l'engagement de l'entreprise. Une politique de développement durable énonçant les grands principes que Pétrolia s'engage à respecter sera élaborée, en accord avec les valeurs des employés, de la direction et des actionnaires. En répondant aux questions ci-dessous, vous participez à la mise en place d'une démarche à votre image.

Mise en contexte

En 2032, Pétrolia est devenue une entreprise prospère, souvent citée comme exemple de réussite au Québec. La compagnie entretient de bonnes relations avec les communautés où se trouvent les forages. L'entreprise se retrouve chaque année dans le palmarès des meilleurs employeurs de la province.

Nommez d'autres facteurs indiquant le succès de Pétrolia dans le futur :

En 2012, quels sont selon vous les enjeux dont Pétrolia devrait tenir compte pour atteindre cette prospérité et cette bonne réputation d'ici 2032...

...au niveau environnemental? :

...au niveau social? :

...au niveau économique? :

Quelles sont les trois valeurs d'entreprise que vous souhaiteriez pour Pétrolia et pourquoi?

Annexe 11 : Liste d'actions proposées

Actions de développement durable

Inspirées des plans d'action de développement durable du MRN, d'Hydro-Québec, de Loto-Québec, de la politique de développement durable de Ressources d'Arianne, du Guide de la Jeune chambre de commerce de Montréal.

Les actions de développement durable sont ce qui permet de passer des paroles à l'acte. Le développement durable est un idéal à atteindre, et c'est avec des gestes, qu'ils soient petits ou grands, que l'on améliore continuellement son propre milieu de travail.

Voici une liste de suggestions d'actions à promouvoir dans le cadre d'une démarche de développement durable. Quels sont les gestes qui sont déjà accomplis au sein de Pétrolia? Quelles sont les actions que vous aimeriez mettre en place dès maintenant?

Liste d'actions

Inscrivez

« R » pour les actions qui sont déjà réalisées ou qui s'effectuent régulièrement dans l'entreprise,

« X » pour les actions que vous souhaiteriez mettre en place dès cet automne,

« N » pour les actions qui vous paraissent non pertinentes pour votre entreprise.

Vous pouvez coter le nombre d'actions qui vous convient.

Général

- Élaborer une politique de conciliation travail-famille
- Libérer quelques heures les employés qui s'impliquent dans des organisations caritatives
- Mettre en œuvre une politique d'achats écoresponsables
 - Favoriser les produits locaux ou régionaux;
 - Favoriser les produits équitables (surtout pour café, thé et sucre)
 - Choisir des produits faits à partir de matières recyclées;
 - Privilégier les traiteurs et fournisseurs qui s'affichent comme choisissant consciencieusement leurs produits.
- Informer et sensibiliser les employés sur le concept de développement durable et la démarche de l'entreprise, de même que les rendre aptes à prendre en compte les principes du développement durable dans leurs activités courantes.
- Élaborer une politique ou une charte de développement durable.
- Encourager les artistes et les artisans québécois en achetant et en exposant leurs œuvres et leurs produits.
- Supporter des causes et des organismes dans les communautés où l'entreprise effectue ses activités.
- Donner des équipements obsolètes mais en bon état à des organisations dans des pays en voie de développement.
- Soutenir l'acquisition, le traitement, la diffusion et la promotion des connaissances scientifiques, pour s'assurer d'une exploitation durable des ressources minérales.
- Investir dans la R & D pour les façons les plus durables d'utiliser le pétrole (plastique recyclable, etc.).
- Investir dans la R & D pour les solutions alternatives à l'essence pour les transports.
- Nommer une personne responsable du développement durable.
- Mettre en place un comité de développement durable dans l'entreprise.
- Entreprendre des discussions avec les fournisseurs de l'entreprise pour les sensibiliser au développement durable et à la démarche.
- Offrir des opportunités de travail à des étudiants stagiaires.
- Compenser les émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise par l'achat de crédits de carbone.

Au bureau

- Privilégier la réduction des déchets, le réemploi du matériel ainsi que le recyclage
 - Lors de réunions, offrir un pichet d'eau et des verres plutôt que des contenants individuels;
 - Lorsque possible, favoriser tous les produits et articles réutilisables plutôt que jetables (tasses, vaisselle, ustensiles, serviettes en tissu, etc.);
 - Participer à la « Semaine de réduction des déchets » qui se tient annuellement au mois d'octobre;
 - Choisir, lorsque possible, des fournitures réutilisables et durables;
 - Dédier un espace commun à la collecte de fournitures à réutiliser;
 - Éviter les produits emballés individuellement avec de multiples matériaux;
 - Travailler à l'écran pour limiter l'usage du papier. Utiliser les fonctions des logiciels de bureautique comme les commentaires et le suivi des modifications pour faciliter le partage d'information électroniquement;
 - Faire des photocopies recto verso, lorsque nécessaire;
 - Planifier une mise en page qui réduise le gaspillage, en diminuant les marges, les espaces inutiles, les tailles de police des documents et visualiser le document avant son impression pour n'imprimer que les pages essentielles;
 - Favoriser les encres végétales qui couvrent une plus grande superficie et qui sont plus faciles à éliminer pendant le recyclage que les encres métalliques, fluorescentes et celles à base de pétrole;
 - Se renseigner avant de se débarrasser de fournitures de bureau, afin de voir si elles ne peuvent pas être données à des organismes et/ou écoles.
- Effectuer une bonne gestion des déchets dangereux
 - Disposer adéquatement et aux endroits appropriés les matières dangereuses telles que les batteries, les lampes fluorescentes, les ordinateurs, les peintures.
- Réduire le gaspillage d'électricité
 - Éteindre son ordinateur;
 - Éteindre ou programmer la mise en veille automatique des équipements collectifs, comme les imprimantes et les photocopieuses en fin de journée ou après une période d'inactivité.

Pour les déplacements

- Participer au défi sans ma voiture le 22 septembre.
- Adopter une politique relative au stationnement responsable en réduisant le nombre d'espaces de stationnement disponibles ou en augmentant le coût et en subventionnant l'achat de titres de transport en commun.
- Privilégier la vidéoconférence, la téléconférence et les collecticiels (logiciels de travail collaboratif ou de partage), plutôt que le déplacement entre les lieux de travail.

- Encourager le covoiturage ou le transport par train, plutôt que par autosolo ou avion, lorsque possible.
- Demander des véhicules moins énergivores lors de la location d'automobiles.

Autres idées :

Merci de votre participation!